



HAL
open science

Genre, ville et mémoire : le processus mémoriel espagnol dans l'espace public madrilène, quelle place pour les femmes ?

Eugénie Deborde

► To cite this version:

Eugénie Deborde. Genre, ville et mémoire : le processus mémoriel espagnol dans l'espace public madrilène, quelle place pour les femmes ?. Géographie. 2023. dumas-04454562

HAL Id: dumas-04454562

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04454562>

Submitted on 13 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

UNIVERSITÉ RENNES 2

**Genre, ville et mémoire : Le processus mémoriel
espagnol dans l'espace public madrilène, quelle place
pour les femmes ?**

Par Eugénie Deborde

Sous la direction de Antonin Margier

Mémoire présenté au Département de Géographie et Aménagement du
territoire

Master 2 Recherche, Inégalités, Villes, Espaces et sociétés (RIVES)

“Que mi nombre no se borre de la historia”

– Julia Conesa de *Treces rosas* et élève de Justa Freire, Avant d'être
fusillée, août 1939.

Juin 2023

Résumé

FR : Ce travail de recherche réalisé à Madrid, Espagne, entre janvier et mai 2023 a pour objectif de parler de la relation entre mémoire, espaces publics et genre. Nous sommes parti.e.s du postulat de Yves Raibaud (2015) « *La ville est faite par et pour les hommes* » en montrant comment les femmes ont été invisibilisées des espaces publics au cours de l'histoire et comment les aménagements font que la ville d'aujourd'hui reste encore et toujours inégalitaire. L'objectif est de montrer comment, progressivement ces enjeux ont été pris en compte par les pouvoirs publics afin de réaménager des espaces publics plus inclusifs. Ainsi, après avoir pointé du doigt les éléments constitutifs de inégalités femme / homme dans l'espace urbain nous avons voulu nous pencher sur le processus mémoriel espagnol basé sur l'oubli depuis la fin de la dictature, son impact sur l'espace public madrilène afin de voir la place qu'avait la femme et le combat féministe dans tout ça. Pour cela, nous avons choisi de travailler sur la Fresque féministe de Ciudad Lineal et le changement de nom de la *Calle de la Maestra Justa Freire* afin de voir comment l'espace public est devenu un champs de bataille de la guerre mémorielle et quelle était la place de la visibilisation des femmes trop longtemps oubliées.

ES: El objetivo de este proyecto de investigación, realizado en Madrid, España, entre enero y mayo de 2023, es debatir la relación entre memoria, espacios públicos y género. Partimos de la premisa de Yves Raibaud (2015) de que "la ciudad está hecha por y para los hombres", mostrando cómo las mujeres han sido invisibles en los espacios públicos a lo largo de la historia, y cómo la evolución hace que las ciudades actuales sigan siendo desiguales. El objetivo es mostrar cómo estas cuestiones han sido tenidas en cuenta gradualmente por las autoridades públicas con el fin de volver a desarrollar espacios públicos más inclusivos. Así, tras señalar los elementos constitutivos de las desigualdades entre hombres y mujeres en el espacio urbano, quisimos observar el proceso memorial español basado en el olvido desde el final de la dictadura, y su impacto en el espacio público madrileño, para ver qué lugar ocupaban las mujeres y la lucha feminista en todo ello. Por eso, elegimos trabajar sobre el mural feminista de Ciudad Lineal y el cambio de nombre de la calle de la Maestra

Justa Freire, para ver cómo el espacio público se ha convertido en un campo de batalla en la guerra de la memoria, y qué lugar se ha dado a la visibilización de mujeres durante tanto tiempo olvidadas.

Mots clés : Genre, espaces – publics, mémoire historique, mémoire collective, Madrid, Espagne, invisibilisation

Remerciements

Pour commencer, je tiens à remercier mon directeur de mémoire Antonin Margier, pour ses conseils et sa bienveillance.

También me gustaría dar las gracias a todo el equipo GEA 21 y especialmente a Begoña Pernas. Merci d'avoir été ma maman de Madrid !

También me gustaría aprovechar de eso para agradecer a todas las personas de *Espacios Comunes* por su amabilidad. Merci d'avoir accueilli la *chica francesa!*

Muchas gracias a todas las personas que aceptaron ayudarme durante las entrevistas.

Terminaré dando las gracias al señor de la biblioteca Reina Sofía, que hizo que mi estancia en la biblioteca fuera mucho más agradable.

Table des matières

Résumé	2
Remerciements	4
Table des matières	5
Liste des abréviations	8
Liste des figures	9
Avant-propos	11
Introduction	13
Objectifs.....	15
Chapitre 1 -La prise en compte progressive de la perspective de genre : De l’histoire de la place de la femme dans l’espace public aux gender studies.	16
1. La notion de visibilité comme élément fondamental dans la reconnaissance au sein de l’espace public.....	16
1.2. Les travaux d’Haussmann et l’embourgeoisement de Paris : Un changement de rapport entre espace public et espace privé.....	19
1.3. Les deux guerres mondiales : Une opportunité pour les femmes de se réapproprier l’espace public.....	21
2. Les études sur le genre et la remise en cause de l’hétéronormativité de la société	22
2.1. La naissance de Gender studies	22
2.2. L’hétéronormativité comme un élément du système d’oppression qui doit être pris en compte	24
3. Les femmes, point aveugle de l’aménagement ?	27
3.1. Une vision masculiniste de l’aménagement des territoires.....	27
3.2. Une vision capitaliste de l’aménagement : oubli de l’économie reproductive	32
4. La prise en compte du genre dans les politiques urbaines	33
4.1. La (reco)naissance du lien entre genre et ville.....	33

4.1.1. Des outils participatifs pour permettre une identification des enjeux.....	34
4.1.2. Des outils législatifs et institutionnels venant donner du poids aux débats français.....	37
4.2. Comment faire, concrètement, une ville plus sensible au genre ?.....	41
4.2.1. Les initiatives françaises.....	41
4.2.2. Les initiatives madrilènes : ononymes et fresques.....	45
Chapitre 2 : Le travail de recherche et la présentation du terrain	51
1. Présentation du terrain	51
1.1. La ville de Madrid	51
1.2. La Fresque féministe de La Concepción de Ciudad Lineal.....	52
1.3. La calle de la Maestra Justa Freire	57
2. Rapport au terrain et situation de chercheuse	60
2.1. Découvrir un terrain étranger	60
2.2. Avoir un point de vue situé : Féministe et chercheuse	61
3. Les Méthodes d'enquêtes.....	62
3.1. Les entretiens.....	62
3.2. Analyse de la littérature grise et réseaux sociaux.....	64
3.3. Les interviews « sauvages » / discussions informelles.....	64
Chapitre 3 : Mémoire et histoire : objet de luttes sociales au sein de l'espace public.....	67
1. La mémoire : une construction sociale	67
1.1. Définition sociologique de la mémoire	67
1.2. Mémoire et espace : Quelles relations ?.....	68
2. Histoire et la mémoire en Espagne	70
2.1. La loi d'Amnistie de 1977.....	71
2.2. La Ley de Memoria histórica de 2007.....	73
2.3. La Ley de Memoria democrática de 2022.....	75
3. La récupération mémorielle : Une lutte à plusieurs échelles	77
3.1. Une guerre mémorielle institutionnelle et politique	77
3.1.1. Un combat idéologique pour une hégémonie mémorielle.....	77
3.1.2. Une instrumentalisation politique de la mémoire ?.....	80

3.2. Un combat mémoriel mené par les citoyen.ne.s.....	84
3.2.1. Les « <i>plataformas</i> » et associations : Des petits groupes très visibles.....	84
3.2.2. Une majorité silencieuse à qui ce combat importe peu ?.....	86
Conclusion partielle.....	92
Chapitre 4 : L’oubli, la violence, la pureté : utilisation ou visibilisation des femmes dans l’espace public.....	93
1. Le pacte de l’oubli	93
1.1. Oublier pour maintenir un ordre social.....	93
1.2. L’oubli : un outil d’aménagement de nos espaces urbains ?.....	96
1.3. Se souvenir, un acte féministe ?.....	97
2. La violence et le poids de l’histoire	101
2.1. Une guerre de position et la montée de l’extrême droite.....	101
2.2. La cause de la guerre civile : un débat non résolu.....	104
3. La pureté et sa représentation à tout prix	107
3.1. « Quien merece una calle ? ».....	107
3.2. La femme comme objet de pureté	109
Conclusion.....	113
Annexes:.....	116
Bibliographie.....	119

Liste des abréviations

IGN	Institut géographique national
ARMH	Association pour la récupération de la mémoire historique
PP	Partido Popular
PSOE	Partido Socialista Obrero Español
QPV	Quartier politique de la ville

Liste des figures

Figure 1 : <i>Le déjeuner sur l'herbe</i> , 1863, Edouard Manet	20
Figure 2 : Cour de récréation dessinée par un élève du Collège Edouard Vaillant à Bordeaux, Edith Maruéjols. G = Garçons / F = Filles.....	31
Figure 3 : Guide marches exploratoires.....	34
Figure 4 : Carte mentale, recherche-action Gennevilliers [Luxembourg, 2017].....	36
Figure 5 : Genderbudgeting, Lyon, 2021-2026.....	39
Figure 6 : Guide référentiel : genre et ville, Paris, 2016.....	40
Figure 7 : Guide "Ciudades igualitarias" GEA 21	40
Figure 8 : Site de la ville de Tours (decidonsensemble.tours.fr).....	41
Figure 9 : carte IGN, La ville Aux Dames, mars 2022	43
Figure 10 : carte IGN, Rennes, 2022	43
Figure 11 : Urinoir féminin, Quai Victor Augagneur, Lyon, photo prise le 28 avril 2022 par E. Deborde	44
Figure 12 : Photo personnelle, 12 février 2023.....	45
Figure 13 : Carte localisation terrains de recherche.....	51
Figure 14 : Capture d'écran tweet Pedro Sanchez.....	55
Figure 15 : Photo UNLOGICREW, 8 mars 2021	55
Figure 16 : Photo 12 juin 2022, <i>El mundo.es</i>	56
Figure 17 : Photos personnelles, 6 février 2023	56
Figure 18 : photos <i>Plataforma Justa Freire</i>	57
Figure 19 : Photo personnelle, mars 2023	59
Figure 20 : Capture d'écran, Site Web Gouvernement Espagnol.....	75
Figure 21 : Capture d'écran de l'article 11 de la loi de <i>Ley Democratica</i> de 2022	75
Figure 22 : Capture d'écran du projet de loi du 20 juillet 2021	76
Figure 23 : photo prise le 17 mars 2023	79
Figure 24 : Capture d'écran twitter, avril 2023	82
Figure 25: photo personnelle, jeudi 16 mars 2023 à 19h30, Puerta del Sol, Madrid.....	85
Figure 26 : photo personnelle, 11 mai 2023, Madrid.....	85

Figure 27 : Capture d'écran, tweet association Rebeldia	86
Figure 28 : Photos récupérées sur les comptes Instagram de <i>Aly Calle</i> et <i>Guillermo de la Madrid</i> , mai 2023.....	88
Figure 29 : photo personnelle, dimanche 5 mars 2023	89
Figure 30 : photos personnelles, avril 2023	89
Figure 31 : Capture d'écran Google Maps, 15 mai 2023	94
Figure 32 : Photos des copies de la fresque de Ciudad Lineal, tirées du site de <i>El Periodico</i>	98
Figure 33 : photo personnelle prise le 8 mai 2023.....	99
Figure 34 : manifestation 8 mars 2023, <i>La Comuna</i>	101
Figure 35: Photo personnelle, plaque <i>Calle de Manuela Malasaña</i> , avril 2023.....	103
Figure 36: Photo personnelle, Buste de Clara Campoamor, avril 2023.....	104
Figure 37: Photo UNLOGICREW, fresque Justa Freire, après vandalisations.....	105
Figure 38 : Capture d'écran, post twitter Angel Niño, <i>Ciudadanos</i>	106
Figure 39 : Affiche évènement 15 mars 2023, envoyée par Carlos Diez.....	107
Figure 40 : Photo personnelle, avril 2023, quartier de <i>Lavapiès</i> , <i>Calle Argumosa</i>	111

Avant-propos

Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'aimerais aborder la prise de conscience qui m'a amenée à choisir ce sujet de recherche. En France, en 2015, quand il s'agit de nommer une rue ou un espace public pour mettre une personnalité à l'honneur, c'est dans 94% des cas le nom d'un homme qui est donné. Début juin 2023, une étude journalistique est sortie et a montré que 90% des noms de rue en Europe sont attribués à des hommes et que les femmes doivent se débrouiller avec les vierges et les saintes. Cela renvoie l'image d'un espace public masculin. En effet, l'absence de femmes au sein des noms de rue revient à admettre que seuls les hommes on fait des actions qu'il convient d'honorer. [Raibaud, 2015] Comme l'a dit le maire de la commune de Villeurbanne en 2015, « *Au-delà du symbole, en consacrant une place, un square, une avenue à des femmes remarquables, nous honorons leur mémoire et les inscrivons dans notre patrimoine collectif.* ». L'invisibilisation engendre un oubli collectif de tous les combats que les femmes ont pu mener pour la société. C'est ainsi que j'ai compris comment les inégalités de genre pouvaient avoir un impact sur l'aménagement du territoire, comment les aménagements pouvaient être la cause de la perpétuation de ces inégalités et comment la construction de la mémoire collective joue un rôle considérable dans l'aménagement de nos villes.

Dans la mesure où ce mémoire tend à étudier les solutions mises en place pour plus d'inclusivité des femmes dans l'espace public, nous avons décidé d'utiliser l'écriture inclusive dans un objectif de cohérence avec notre propos et d'inclusivité de tou.te.s dans notre écrit. Cette écriture dite non-sexiste, s'appuie, entre-autre, sur l'Hypothèse de Sapir-Whorf développée dans la première moitié du 20^{ème} Siècle, dans laquelle deux linguistes expliquent que la façon dont on perçoit le monde dépend du langage. « *C'est se voiler la face que de prétendre que doter l'Homme, avec une majuscule, d'un caractère universel, n'est pas une réduction pour la femme qui n'apparaît alors que comme une sous-espèce de l'homme ; c'est ignorer la réalité des rapports de forces symboliques que de supposer qu'une grammaire où le masculin l'emporte n'est pas une violence faite aux femmes* ». [Biarrotte, 2012]

Ainsi, nous considérons que cette écriture permet une meilleure visibilité et inclusion de tous les genres et qu'elle permet également de ne pas perpétuer cette violence, d'autant plus quand nous étudions l'inclusivité des femmes en ville. Nous utiliserons le point médian ainsi que le pronom iel(s) pour la contraction d'ils et elles quand nous parlerons d'un groupe comprenant les deux genres.

Également, le terrain ayant été réalisé en espagnol, toutes les citations seront laissées en espagnol et traduites en notes de bas de page afin de garantir une retranscription parfaite de la parole des enquêté.e.s.

Introduction

Alors que nous partons du postulat que « *La ville est faite par et pour les hommes* », [Raibaud, 2015] la sociologue et féministe espagnole Zaida Fernández Pérez a dit : « *El urbanismo es la materialidad de la historia* »¹. L'objectif de ce mémoire est de faire un lien entre histoire, mémoire et ville pour analyser l'impact de ce lien sur les questions de genre.

Les questions de genre dans les espaces publics est un thème qui s'est progressivement installé dans les recherches académiques, les politiques publiques et le débat public afin de s'interroger sur l'aménagement de villes plus inclusives. Avec son ouvrage *Le Droit à la ville*, Henri Lefebvre définit en, 1968, l'espace urbain comme un bien commun. Tout.e.s les habitant.e.s doivent pouvoir se réapproprier leur espace grâce au droit à l'appropriation . Il explique que chacun.e. doit avoir la possibilité d'obtenir des espaces publics en lien avec leurs usages et qu'ils doivent pouvoir se l'approprier. Ainsi, le droit à la ville, devenu un mantra à suivre pour les politiques publiques et les acteur.ice.s de la société civile, s'inscrit dans l'évolution des préoccupations d'inclusivité en ville et initie une réflexion à une époque où l'inclusivité n'était pas présente dans les discours dominants. Dans le dictionnaire Larousse, on définit le terme inclusif.ve : « Qui intègre une personne ou un groupe en mettant fin à leur exclusion ». Ainsi, pour parler d'inclusivité au sein des espaces publics, nous voulons d'abord étudier les solutions visant à accroître l'accessibilité des villes à tous.te.s afin de se poser, par la suite, des questions sur l'impact de l'histoire et de la mémoire collective qui en découle, au sein des espaces publics.

Dans une interview pour France Inter, Alexandra Mallah actuellement doctorante et travaillant sur l'espace public, la mémoire et le genre ainsi que Frédéric Girault chercheur en géographie politique expliquent que nommer les lieux , c'est se les approprier, parfois les conquérir et disent que le poids du passé peut rendre les rééquilibrages parfois difficiles. Modifier les noms des espaces est à la fois un geste emblématique, parfois politique, et une modification de l'expérience urbaine, car les noms des rues font partie du quotidien des

¹ L'urbanisme est la matérialité

citoyen.e.s, ils imprègnent les consciences et les inconscients. Ainsi, les pouvoirs locaux s'en emparent pour opérer un marquage symbolique, idéologique ou mémoriel.

Le processus mémoriel espagnol qui prend sa racine dans l'amnistie et donc l'oubli de toute une partie de l'histoire a engendré des déséquilibres dans le processus démocratique et dans la manière dont il se reflète dans les espaces publics du pays. Cela a engendré l'installation d'une certaine hégémonie mémorielle. À Madrid, jusqu'à la moitié des années 2010, une part non négligeable des rues de la capitale rendait hommage au franquisme. Manuela Carmena, maire entre 2015 et 2019 a tenté de réduire cette part afin de rendre l'espace public plus démocratique et de rendre la mémoire à toute une partie de la population qui se l'est vu enlevée pendant la transition démocratique. Dans ce même processus, l'objectif de la maire a également été de « rendre femmage » aux femmes presque inexistantes dans l'espace public madrilène. Nous nous intéresserons particulièrement à la *Calle de la Maestra Justa Freire* qui a changée de noms deux fois pour aujourd'hui officiellement s'appeler *Calle del General Millan Astray*. En même temps, une politique de valorisation du street-art a été organisée par la même mairie et des fresques ont été réalisées dans chaque arrondissements de la ville. C'est le *Mural de la Concepción*, une fresque féministe, réalisée contre les violences de genre qui a fait polémique après avoir été attaquée par l'extrême - droite et vandalisée qui constituera notre deuxième partie de terrain.

Rendre l'espace public aux femmes, c'est aussi rendre l'espace public plus démocratique. C'est tenter de payer la dette que la société a envers les femmes. Ce mémoire parle d'oubli et de comment il se retranscrit dans l'espace public . A Madrid, l'espace public est devenu comme le champs de bataille d'un combat mémoriel entre ceux qui luttent pour la récupération mémorielle et la montée des idées d'extrême droite.

Ainsi, ce mémoire, en revenant sur le rapport complexe qu'entretient l'Espagne avec la question de la mémoire, a pour objectif de montrer comment les femmes et le combat pour leur reconnaissance sont des victimes mais aussi des objets de ce combat mémoriel. L'idée est de comprendre comment le processus mémoriel espagnol basé sur l'oubli peut avoir un impact sur l'espace public madrilène et voir la place de la femme et du combat féministe au sein de cette mémoire. Tenter de comprendre si et comment la mémoire entretient un système de pensée dominant qui empêche nos villes d'être plus inclusives. Par conséquent, il vise à comprendre que se souvenir et récupérer la mémoire peut agir positivement sur les espaces

publics. Le processus mémoriel en question a empêché le pays de régler ses problèmes avec son histoire, de déclarer les coupables et de rendre justice aux victimes. Cet oubli d'une grande partie de l'histoire a eu un impact sur la manière dont la ville a été organisée, change l'expérience que les habitant.e.s ont de la ville. Les noms de rue, les plaques commémoratives, les statues ou l'art urbain sont différents éléments qui peuvent être excluants mais qui peuvent aussi devenir des outils pour créer une ville plus inclusive et féministe.

Dans un premier temps, on reviendra sur l'histoire et sur la prise en compte progressive du genre dans les espaces publics et politiques publiques pour ensuite s'intéresser aux questions de mémoire et au processus mémoriel espagnol, à l'oubli des femmes et l'impact dans l'espace public madrilène pour ensuite parler de trois thèmes qui paraissent être à la base du conflit : La violence, le pacte de l'oubli ainsi que la question de la pureté et de sa représentation dans l'espace public.

Objectifs

Etudier la fresque de Ciudad Lineal ou *Mural de Ciudad Lineal* et le changement d'odonyme de la *Calle de la Maestra Justa Freire* pour parler du processus mémoriel espagnol, de l'amnistie et de son impact dans le conflit au sein de l'espace public madrilène. Ainsi, l'idée est d'utiliser ces deux terrains mettant en question la mémoire de la guerre civile et son traitement pour questionner la place de la femme dans ce débat et donc son (in)visibilisation dans l'espace public.

Chapitre 1-La prise en compte progressive de la perspective de genre : De l'histoire de la place de la femme dans l'espace public aux gender studies.

1. La notion de visibilité comme élément fondamental dans la reconnaissance au sein de l'espace public

1.1. (In)visibilisation, qu'est-ce que c'est ?

La visibilité ou l'invisibilisation des populations opprimées est un enjeu important dans la lutte pour l'inclusivité en ville et dans les espaces publics. En effet, sur les questions de genre et notamment sur les questions de la place de la femme dans l'espace public il est intéressant de comprendre que les femmes sont invisibles autant physiquement que symboliquement. Dans son ouvrage, *Les Murs invisibles : Femmes, genre et Géographie sociale*, Guy Di Méo nous parle des résultats de son enquête menée auprès de 57 bordelaises et envisage le rapport de ces femmes à leur espace urbain. Il dénonce la présence d'un couple spatial et décrit une « *partition sexuée de l'espace géographique : intérieur plutôt féminin et extérieur plutôt masculin.* ». Il estime que les femmes font face à des « *murs invisibles* » qui clôturent leurs espaces de vie et qui peuvent notamment impacter leurs trajets au sein de l'espace public. Ces éléments peuvent alors engendrer un processus d'invisibilisation de toute une catégorie de la population.

En premier lieu, il paraît essentiel de revenir sur la notion même du terme. Pour cela, j'aimerais m'arrêter sur la notion de représentation et essayer de la définir ainsi que de la différencier de la notion de visibilité.

Dans les différentes recherches sur les questions de genre en ville, on parle aussi bien de représentation que de visibilité mais je ne suis pas sûre que ces deux mots revêtent réellement le même sens. Je vois dans la visibilité une certaine extension de l'idée de

représentation. Une représentation plus poussée mais surtout plus juste, plus réfléchie et moins binaire.

Représenter, c'est un premier pas nécessaire mais la question est surtout de visibiliser, de faire quelque chose qui se voit afin d'être intériorisé. C'est ce qui nous paraît, ici, encore plus nécessaire et surtout plus pertinent dans la recherche d'une égalité aux seins de nos espaces publics. Tout d'abord, représenter une femme sur un panneau de signalisation c'est bien mais qu'est-ce que vraiment représenter une femme ?

Cette initiative, nous contraint d'engager une vision binaire de ce qu'est une femme et un homme donc d'oublier toute une partie de la population qui n'entre pas nécessairement dans ces cases et mettre dans des cases beaucoup d'individus qui ne s'y sentiront pas à leur place.

Le fait de visibiliser est différent et c'est là que la mémoire intervient. La mémoire permet de se souvenir de vraies personnes qui ont une individualité et qui ne sont pas construites par un petit groupe d'individu qui en a le pouvoir. Visibiliser c'est l'idée de représenter de manière la plus fidèle possible un individu. Visibiliser ce n'est pas juste nommer femme ou homme, c'est aller au-delà. C'est parler d'une femme lesbienne, noire, rappeuse issu d'un milieu populaire, c'est parler d'une femme voilée, chercheuse, hétérosexuelle. On se souvient d'une personne qui a réellement existée, on lui rend hommage et dans le cas d'une femme nous dirons « rendre femmage ». Se souvenir c'est « Garder la trace de quelqu'un, de quelque chose dans la mémoire, se le rappeler » [Larousse]

Ainsi, se souvenir c'est ne pas oublier que la femme stéréotypée que l'on essaye de créer n'existe pas, c'est ne pas oublier qu'il existe et qu'il a existé des femmes avec toutes leurs singularités et leurs complexités qui ont laissé une trace dans notre histoire. Ainsi, la visibilisation a un caractère plus précis que la représentation. Finalement, représenter ce n'est pas vraiment ce qu'on pourrait imaginer. Quand on représente on ment, en tous cas, on omet toute une part de la population et on crée un personnage stéréotypé.

D'une certaine manière, cela rejoint l'idée que peut développer le courant écoféministe, mouvement qui fait le lien entre domination masculine, exploitation des ressources naturelles et oppression des femmes. Il considère que les systèmes de domination patriarcal et capitaliste sont liés à la destruction de l'environnement, dans la mesure les différents éléments du système sont le plus souvent sous l'autorité d'homme alors que les femmes

seraient plus proches de la nature en raison de leur rôle traditionnel lié au *Care*. Au sein du mouvement se développe l'idée qu'une fois qu'une femme arrive au pouvoir si elle prend la place d'un homme de pouvoir pour devenir et agir comme lui cela n'a que peu d'intérêt. L'idée est que lorsqu'une femme arrive au pouvoir, elle doit pouvoir changer sa manière de l'exercer de manière qu'il soit moins oppressif. [Burgart Goutal, 2020] Ainsi, cette vision a un lien avec cette différenciation à faire entre visibiliser et représenter. Représenter ce serait devenir ce que la système patriarcale attend et donc dans le cadre d'une femme qui accède au pouvoir se serait juste perpétuer un système de pouvoir oppressif et donc représenter le système. Dans l'autre sens, visibiliser serait l'idée qu'une fois que la femme arrive au pouvoir, elle doit faire prendre conscience à ses pairs les dynamiques oppressifs du pouvoir, permettre de visibiliser ces problèmes mais également de visibiliser les femmes en tant que catégorie plurielle et non en tant que femme stéréotypée et imaginée par un système patriarcal.

Ainsi, trop souvent, on se contente de représenter « La Femme » et donc l'idée qu'on s'en fait mais on oublie trop souvent de visibiliser « Les femmes » comme elles sont vraiment.

La mémoire permet cette visibilisation, c'est un outil qui permet de se souvenir de femmes qui ont existées, qui se sont battues pour justement de ne pas être dans cette catégorie construite de femme. Aujourd'hui leur « rendre femmage » dans l'espace public, les visibiliser et visibiliser ce qu'elles ont été, c'est un grand pas vers l'égalité. C'est ce qui dérange la droite conservatrice et la droite extrême. Imaginer qu'une femme puisse sortir de ce modèle construit c'est imaginer l'effondrement de leur système de pensée tout entier. Ainsi, rendre hommage à une femme dans leurs espaces publics c'est assumer qu'elles ont joué un rôle autre que celui qu'ils auraient voulu leur attribuer. Visibiliser c'est éviter l'essentialisation engendrée par la simple représentation. Enfin, dans la représentation, il y a l'idée de l'intervention d'une tierce personne tandis que dans la visibilisation il y a comme une prise en charge de soi-même même si dans le cadre de la mémoire c'est différent.

Dans l'article de Lea CARSTENS et Linda PASH, 2016 *Féminisme et perspective intersectionnelles sur le droit à la ville*, les autrices reprennent cette citation du collectif féministe d'Hambourg La Rage : « *Essayons différents chemins, créons la confusion avec les choses que nous avons à dire, touchons le centre en créant la surprise et rendons-nous visibles* » (La rage, 2014). « *Rendons-nous visibles* » c'est l'idée que par tous les moyens

tous les individus doivent avoir leur place et être visibles si l'on veut que les espaces que nous traversons au quotidien puissent réellement mériter le nom d'espace public.

Pour illustrer cela, il nous paraît pertinent de revenir sur quelques éléments historiques montrant ces mécanismes de visibilisation ou d'invisibilisation des femmes au fil du temps, en prenant deux époques distinctes l'une de l'autre afin de mieux les percevoir.

1.2. Les travaux d'Haussmann et l'embourgeoisement de Paris : Un changement de rapport entre espace public et espace privé

Avant le milieu du 19^{ème} Siècle, l'urbanisation s'est développée sans effort particulier de rationalisation autour des centres historiques et des anciennes paroisses. Cependant, à mesure qu'une population de plus en plus importante se concentre dans les villes et faubourgs et que se développent parallèlement les usines et activités manufacturières dans le cadre de la révolution industrielle, l'Etat lance des chantiers de réaménagement dans plusieurs centres-villes. D'abord à Paris puis dans la majorité des grandes villes de province. Conjointement à ces différents travaux, les pouvoirs publics ont mis en place des réglementations d'urbanisme. En effet, en 1852, la création du « permis de bâtir », ancêtre du permis de construire, permet au Baron Haussmann de commencer ses travaux parisiens. Ils avaient notamment deux objectifs. Tout d'abord, mettre en place une politique hygiéniste afin de lutter contre le développement des « miasmes » pouvant générer des maladies, causées par un entassement d'une population très pauvre et trop nombreuse. Également, l'idée était de faire face à ce rapide processus de paupérisation en endiguant un potentiel soulèvement populaire par ces populations défavorisées. Ainsi, en perçant de grandes rues larges et en lignes droites cela permettait une maîtrise spatiale de la capitale afin d'étouffer les mouvements sociaux contestataires en les bloquant de part et d'autre d'une rue.

En plus d'assurer un ordre sécuritaire dans l'espace public, Haussmann voulait également poser les bases d'une politique de gentrification qui ne disait pas encore son nom à cette époque-là. En effet, les réhabilitations réalisées à cette époque ont favorisé l'arrivée de la bourgeoisie chassant progressivement les plus pauvres de ces quartiers.

Cette haussmannisation de la ville entraîne sa rationalisation engendre une distinction entre le public et le privé qui n'était pas coutume dans les quartiers populaires et ouvriers. Seulement, « *la distinction du public et du privé implique une ségrégation sexuelle de l'espace. Une des clefs en est peut-être la définition de l'espace public comme espace politique réservé aux hommes. La bourgeoisie de cette époque exclut de la politique les ouvriers et les femmes. Et les ouvriers, lorsqu'ils revendiquent l'accès à la sphère politique, reproduisent le modèle bourgeois en excluant les femmes. A travers la chose publique, les affaires politiques, se dessine un monde de la sociabilité masculine — une « civilisation du café » (Philippe Ariès) — dont les femmes sont exclues* » [Perrot, 1980]



Figure 1 : *Le déjeuner sur l'herbe*, 1863, Edouard Manet

Le tableau du Déjeuner sur l'Herbe de Manet, ci-contre vient appuyer l'idée d'un espace public genré au milieu du 19^{ème} Siècle. En effet, sur ce tableau, on peut observer deux hommes, bien habillés en costume, accompagnés de deux femmes, l'une qui se baigne dans un et l'autre qui est là dénudée. Ainsi, ce n'est pas pour rien si Bourdieu a décidé de mettre ce tableau en

première couverture de son livre *La Domination masculine*, 1998. La femme dénudée parmi les hommes habillés semble confirmer sa condition de femme de petite vertu. Ainsi, il y a l'homme public qui est l'homme respectable participant à la vie de la société, la femme respectable reste quant à elle dans la sphère privée alors que la femme publique est dévouée au plaisir de l'homme. « *Être un homme public c'est l'honneur, alors qu'une femme publique c'est la honte !* » [Perrot, 2020]

1.3. Les deux guerres mondiales : Une opportunité pour les femmes de se réapproprier l'espace public

Les guerres mondiales ont permis, d'une certaine manière, un changement du rapport des femmes à leur espace urbain et c'est ce qui est intéressant à analyser. La guerre est ici un évènement permettant l'arrivée de pensées émancipatrices chez les femmes qui ont dû remplacer, dans différentes activités, les hommes partis à la guerre, afin de continuer à faire tourner le pays. Les femmes sont notamment devenues ouvrières ce qui a engendré une nécessité de prendre en compte leurs mobilités au sein des villes. Avec la guerre, les femmes sont devenues conductrices de tramway, de taxis, sont entrées dans les usines. La guerre a été, ici, vecteur d'avancées sociales car elle a contraint les hommes à laisser la place aux femmes qui ont pris le relais pendant que les hommes étaient au front ce leur a permis d'occuper des espaces qu'elles n'étaient pas invitées à occuper auparavant. [Perrot, 2020]

Le récit de ces femmes s'appropriant un espace public auquel elles n'avaient pas accès auparavant grâce à leur participation à l'effort de guerre peut être racontée grâce au livre de Michel Bellier, *Les filles aux mains jaunes* (2014). Ce livre a été adapté au théâtre et les représentations ont eu lieu en 2021/2022. Cette histoire met en scène quatre femmes dans la France de 1914 et aborde, d'une certaine manière, les prémices du féminisme. Ces femmes travaillaient dans une usine de fabrication d'obus et étaient appelées les « obusettes », le titre parle quant à lui de filles aux mains jaunes car leurs mains devenaient jaunes à force de manipuler les obus. Ces obusettes sont alors confrontées à un monde du travail peu enclin à s'ouvrir aux femmes et subissent injustices et humiliations qui éveillent en elles certaines revendications féministes. Une des femmes déjà avec une sensibilisation militante va réaliser un journal décrivant toutes les injustices dont elles sont victimes. Elles s'interrogent sur leurs droits et leurs positions dans la société. Un slogan émerge alors « A travail égal, salaire égal », celui-ci peut nous paraître très contemporain tant il résonne encore en nous aujourd'hui.

Cependant, malgré la prise de conscience que cette guerre a pu engendrer, la grande majorité des femmes ont dû retourner à leurs activités d'avant-guerre afin de laisser la place aux hommes. La société n'était pas prête ou en tout cas semblait vouloir revenir à la situation

antérieure. Yannick Ripa dans son article intitulé « Aux femmes la patrie peu reconnaissante » pour la revue L'Histoire en 2013 a écrit « *cette évolution n'est pas du goût des soldats qui appréhendent de ne pas retrouver leur statut une fois la paix revenue* ». En effet, après la seconde Guerre Mondiale, c'est la société toute entière qui invite les femmes à retourner « à leur place » soit à retourner à la maison, dans la sphère privée. Il y a alors une diminution de leur présence dans l'espace public jusque dans les années 1960 où leur émancipation progressive influe sur leur appropriation des espaces. [Friedan, 1964]

Ces deux exemples nous semblent intéressants à exposer car ils montrent comment la société en invisibilisant les femmes a pu bloquer toutes vagues émancipatrices et comment au contraire, lorsque les femmes ont eu accès à des espaces de visibilité elles ont pu prendre conscience des inégalités auxquelles elles étaient confrontées et des droits auxquels elles auraient dû avoir accès depuis longtemps.

2. Les études sur le genre et la remise en cause de l'hétéronormativité de la société

Il est désormais important de définir ce que nous entendons par les termes genre et femme au sein des espaces publics et pourquoi il faut faire attention aux visions trop binaires du genre.

2.1. La naissance de Gender studies

« On ne naît pas femme, on le devient » disait Simone de Beauvoir dans son essai philosophique *le Deuxième sexe* publié en 1949. Avant même que cela devienne un sujet, Simone de Beauvoir avait mentionné l'idée d'une construction culturelle des individus en montrant que les inégalités entre les femmes et les hommes n'étaient pas naturelles mais construites par la société et la culture de la domination masculine. En effet, depuis le début de ce travail, nous parlons de « femme » mais il est important de comprendre ce que l'on entend lorsqu'on emploie le terme « femme », comment il a évolué et comment cela peut faire évoluer les questions d'inclusivité en ville. Ainsi, avant de commencer à parler de la progressive intégration de la perspective du genre dans les politiques publiques et des politiques urbaines, il faut resituer la notion de genre, la définir afin de comprendre

l'analyse qui poursuivra. Pour reprendre l'expression de la sociologue Isabelle Clair (2012), l'idée est de se demander comment la société a commencé à *chausser les lunettes du genre* pour analyser ces différents aspects.

C'est au début des années 1990, aux Etats-Unis, que nous avons commencé à parler de la notion de genre et de sa différence avec la notion de sexe. En même temps, on voyait naître et se développer les *gender studies* ou études sur le genre. L'autrice et sociologue Judith Butler vu comme une pionnière dans les questions de genre, écrit en 1990 l'ouvrage *Trouble dans le genre, Le féminisme et la subversion de l'identité*. Dans ce livre, elle explique, comme Simone de Beauvoir, que le genre est une construction avec comme objectif de transgresser les « *présupposés sur les limites et les bons usages du genre [...] ceux-ci limitent les significations du genre à des idées sur la masculinité et les féminité* » afin d'analyser les hiérarchies liées aux genre. [Thieblemont-Dollet, 2005]

Cela étant dit, il semble important de redéfinir les termes afin de bien différencier la notion de sexe et de genre et également de ne pas voir le mot genre comme un synonyme du mot femme. En effet, le fait de parler du genre dans l'espace public et de la place des femmes dans la ville peuvent parfois embrouiller les esprits et surtout brouiller le message que nous voulons faire passer.

Ainsi, le sexe catégorise les hommes (mâles) et les femmes (femelles) sur le plan biologique. « *Comme l'âge, le sexe est un marqueur d'appartenance à un groupe social : c'est une catégorie descriptive* ». [Clair, 2012]

Ainsi, si le sexe est une catégorie descriptive le genre peut quant à lui permettre la compréhension des rapports sociaux et de pouvoir entre les sexes. En effet, le genre nous parle de lui-même d'un rapport de pouvoir inégalitaire entre les hommes et les femmes et de la mise en place de hiérarchie de valeurs au sein de la société. En effet, on constate « *une supériorité sociale des significations et valeurs associées au masculin sur celles associées au féminin* » [Delphy, 1998]

Ainsi, dans d'autres termes « *Défini au niveau le plus général, le genre est la construction sociale de la différence des sexes. Ici, l'emploi d'un terme spécifique, distinct de « sexe », permet de souligner le caractère social des comportements et des significations associés à*

la différence des sexes, voire de cette différence elle-même (Laqueur, 1992). » cité dans [Revillard ; De Verdalle, 2006]

Tous ces éléments font que nous pouvons considérer le genre comme une construction sociale mais également comme une compréhension de nos rapports sociaux ainsi qu'une remise en cause des rapports de pouvoirs qui peuvent s'intersecter entre eux. [Blidon, 2017]

Dans l'ouvrage, *Introduction aux gender studies : manuel des études sur le genre* de Bereni Laure, Chauvin Sébastien, Jaunait Alexandre, Revillard Anne (2009), les auteur.ice.s ne parlent pas du genre pour définir une nouvelle catégorisation entre femmes et hommes mais en tant qu'outils pour identifier les rapports sociaux entre les individus afin de comprendre leurs constructions et interactions. Dans ce sens, Judith Butler parle notamment de la « *performativité du genre* » et reprend l'idée de John Austin « *quand dire c'est faire* » car selon elle dire de quelqu'un que c'est un garçon ou une fille a un rôle performatif qui va le conditionner à des schémas tout au long de sa vie.

Ainsi, plusieurs chercheur.euse.s comme Christine Delphy, Judith Butler, Anne Revillard tendent à penser que le genre en tant que rapport de pouvoir tend à s'inscrire dans d'autres rapports de pouvoirs notamment basés par exemple sur l'orientation sexuelle des individus.

C'est pourquoi, analyser le genre ne doit pas occulter les autres rapports de domination et les autres catégories comme notamment la communauté LGBTIQ+ qui questionne, notamment l'hétéronormativité des espaces urbains, [Blidon, 2017]

2.2.L'hétéronormativité comme un élément du système d'oppression qui doit être pris en compte

Après avoir redéfini les termes genre et sexe, il nous paraît pertinent même si cela n'est pas le sujet premier de ce mémoire de réfléchir au-delà de cette différenciation des sexes. En effet, il est également pertinent de prendre en compte les expériences spatiales différentes entre hétérosexuel.le.s et homosexuel.le.s. Il faut finalement prendre en compte l'ensemble de la société afin d'y discerner les origines de la « subordination des femmes, les structures de pouvoir matérielles et symboliques qui les oppriment » [Hancock, 2003]

On peut donc parler ici de l'idée d'hétéronormativité :

« Le système patriarcal a bâti un système d'oppression pour les femmes et minorités de genre mais on constate également une oppression liée aux relations amoureuse. En effet, la norme est encore et toujours l'hétérosexualité et cette norme engendre ce qu'on appelle l'hétéronormativité. Ce terme est un outil de critique sociale qui permet de repenser les dispositifs théoriques et pratiques de la domination sexuelle, à savoir la hiérarchie des sexualités. Cette hiérarchie est pensée comme naturelle et universelle. Sa puissance réside, « comme toute idéologie totalisante, [dans le fait qu'elle] empêche précisément de penser en dehors des cadres de pensée qu'elle institue a priori, point de vue sur le monde, mais point aveugle de ce point de vue » (Tin, 2003) ».²

Cette définition nous explique que l'hétéronormativité est un outil permettant la critique du modèle social dominant qu'est l'hétérosexualité. On observe que cela a un impact sur l'usage des espaces publics et ce pour deux raisons. Tout d'abord, les femmes hétérosexuelles assument encore l'essentiel des tâches du couple et leur entrée massive sur le marché du travail rémunéré a complexifié leurs rapports à l'espace urbain. [Di Méo, 2012] Également, les personnes LGBTQI+ sont contraintes de se conformer à un espace public peu hospitalier.

Nous revenons alors à la question de la visibilité dans l'espace public. Nous faisons face à une sexualisation du corps et cela va avoir un impact sur sa façon d'appréhender sa présence au sein d'un espace notamment urbain. Rébecca Cardelli, une chercheuse en étude sur le genre a écrit un article intitulé *Les déplacements des femmes dans l'espace public : ressources et stratégies (2021)* et a réalisé une enquête en 2019 auprès de 80 femmes à Genève. Dans cet article, l'autrice nous explique que la question de l'apparence est un sujet récurrent dans les témoignages de femmes qu'elle a rencontrées « avec comme objectif de passer inaperçues dans l'espace public ». Cela est en partie lié à cette notion d'hétéronormativité car selon l'autrice « Ce travail sur le corps ne sera pas le même selon

² Cette définition est tirée de Blidon, M. 2008. *Jalons pour une géographie des homosexualités*, l'espace géographique, pp.-175-189

le profil des femmes ». Elle distingue les femmes hétérosexuelles des femmes lesbiennes et nous explique que certaines femmes hétérosexuelles sont contraintes de se « déféminiser » afin de supprimer leurs attributs féminins et tout ce qui peut mettre en valeur le corps avec comme objectif être le plus neutre possible afin d'être invisible en tant que femme sexualisée dans l'espace public. Les femmes lesbiennes sont quant à elles contraintes de se conformer à « une vision très hétéronormée de la femme » avec au contraire le fait de féminiser leur corps afin de ne pas faire « trop gay ». L'idée est ici de « nier leur identité de lesbienne » pour éviter de se faire agresser si elles ne « jouent pas le jeu » de l'hétéronormativité.

Ainsi, que ces femmes soient homosexuelles ou hétérosexuelles intégrées dans un groupe social dominant, elles doivent dans tous les cas éviter de prendre trop de place dans l'espace public afin de ne pas se faire agresser. L'idée est ici de comprendre que toutes ces femmes subissent d'une manière ou d'une autre cette norme patriarcale. Il faut à la fois être assez visible pour plaire aux hommes mais pas trop pour ne pas provoquer, trouver le juste milieu entre « pute » et « gouine » et ce pour se faire accepter dans ce schéma hétéronormatif de l'espace public. Doreen Massey en 1984 a étudié les schémas spatio-temporels dus aux genres dans la pratique de l'espace public et les territoires féminin et masculin au sein des territoires miniers de Manchester. Elle fut l'une des premières à affirmer que toute expérience de l'espace est genrée. L'hétéronormativité se traduit également dans l'espace urbain par les schémas spatio-temporels liés à des « rôles civiques et domestiques ». [Tummers, 2012] Nous avons tous.e.s l'image de la famille nucléaire avec le père supportant économiquement la famille en allant travailler et la mère s'occupant des tâches domestiques et des différentes activités liées au *Care* et cette forme de récit a un impact sur l'hétéronormativité des espaces publics.

Après cette mise au point, nous utiliserons donc le terme « genre » et quand nous emploierons les termes femmes. Nous parlerons des femmes ou hommes en tant que sexes d'une part mais surtout des femmes et hommes en tant que genre et donc nous viendrons à parler des significations et valeurs auxquelles ils sont socialement rattaché.es. [Bourdieu, 1998]

3. Les femmes, point aveugle de l'aménagement ?

Malgré l'arrivée des gender studies et la montée progressive des préoccupations liées aux inégalités Femmes-Hommes dans la société, la prise en compte de la femme et des tâches qui leurs sont socialement attribuées, nous restons dans un société patriarcale et cela a un impact sur la manière d'aménager nos territoires et notamment nos villes. En effet, cette société patriarcale et capitaliste a préféré occulter toute une partie de notre histoire et s'est servi de l'oubli collectif pour continuer à construire des villes toujours plus inégalitaires.

On peut voir un paradoxe car les sociétés urbaines résistent à la modernité, ici l'émergence des idées féministes et de villes inclusives, alors qu'elles en sont souvent les génératrices. [Denèfle, 2008] C'est d'ailleurs ce qui interpelle les personnes que j'ai interrogées à Madrid. Ils m'ont souvent fait part de ce questionnement en me disant : « Comment une ville comme Madrid peut-elle [.....] ? » et se demandent comment on peut encore avoir des hommages au franquistes, comment peut-on encore avoir tant d'inégalités, comment la gentrification peut-elle continuer sans fin, tant de questions qui interrogent à l'heure où on pense souvent que les capitales sont les plus progressistes.

La ville est « un lieu de production, de reproduction et de transformation des relations sociales » [Isin,2009], elle a été aménagée avec la révolution industrielle et la désindustrialisation et on commence doucement à prendre en compte le changement climatique dans nos politiques alors pourquoi est-il si difficile de prendre en compte la révolution féministe dans l'aménagement de nos espaces urbains ?

3.1. Une vision masculiniste de l'aménagement des territoires

« Dans le cas des inégalités de genre, le moment de l'utopie est clivé par le genre, H et F ne pensent pas du tout la même chose et ne rêvent pas aux mêmes choses. Tout simplement parce qu'il y en a qui ont plus à perdre que d'autres. Ensuite, il y a l'action politique qui montre une dichotomie fondamentale « Il faut vivre dans la ville des hommes, faire avec, s'adapter d'un côté et/ou construire des espaces féminins à part entière de l'autre. » »

[Denèfle, 2008]

En effet, que ce soit conscient ou non les hommes qui font encore aujourd'hui la ville ont sûrement plus à perdre à se déconstruire qu'à gagner même si une ville plus sensible au genre est également une ville qui sera plus adaptée aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes à mobilités réduites. [Raibaud,2015 ; Kail,2017]

Le problème est également que l'homme est défini comme la norme pour construire nos espaces urbains. Le point de vue masculin est utilisé comme critère d'interprétation ce qui explique le fonctionnement spatiale de la ville [Soto Villagran, 2012]

Ainsi, on fait encore et toujours face à une vision masculiniste de l'aménagement de nos villes. La notion de masculinisme n'est pas dans le dictionnaire mais trouve sa définition dans plusieurs travaux par différents chercheur.euse.s. Nous aurions pu parler de vision masculine de l'aménagement mais en utilisant le mot masculiniste on dénonce ici plutôt un système comme si nous avions décidé d'utiliser « vision patriarcale ». Ce qui est intéressant avec le terme masculiniste c'est qu'il a eu plusieurs portées et définitions depuis son apparition dans le langage et non pas dans le dictionnaire comme expliqué précédemment. Ce mot a une histoire politique depuis la fin du 19^{ème} Siècle mais il n'a aujourd'hui aucune définition faisant consensus. Au début du 20^{ème} Siècle, il vient remplacer « masculisme » pour décrire une femme avec des attributs masculin ensuite ce terme a pu faire référence à « *ces féministes qui chercheraient à transformer les femmes en hommes* ». Ensuite, il « *peut aussi désigner un mouvement par et pour les hommes, mobilisant contre le féminisme* ». Il a également été utilisé par Virginia Woolf pour les hommes qui voyaient d'un mauvais œil l'évolution des droits des femmes. Aujourd'hui, « masculinisme » est un mouvement militant antiféministe. Cependant, nous préférons la définition de Sheila Ruth qui a donné une définition du « masculinisme » au début des années 1980. Pour elle, c'est « *la forme de sexisme pratiquée dans notre culture* ». « Adopter une perspective masculiniste, c'est « *confondre pour l'ensemble des perceptions humaines les seules perspectives, croyances, attitudes, standards, valeurs et perceptions masculines* ». *Le masculinisme est aussi « [l]e principe central du patriarcat »* (Kramaprae et Treichler 1985). » cité dans : [Dupuis-Déri, 2009]

Ainsi, nous avons décidé de parler de vision masculiniste de l'aménagement en partant de ces définitions et pour parler des perspectives sexistes dans l'aménagement de nos villes.

Hélène Bidard, adjointe à la maire de Paris en charge de l'égalité femmes-hommes, de la jeunesse et de l'éducation populaire témoigne dans la série de vidéos de UrbaParis « *Dégenrons la ville* ». Elle nous explique que la ville telle qu'elle est construite aujourd'hui n'est pas une ville neutre. En effet, c'est une ville qui est construite par des architectes et des urbanistes hommes, par une pensée masculine sur la présence des hommes dans l'espace public. Dans cette vidéo, elle nous fait part d'un exemple plutôt significatif pouvant démontrer cette réalité. L'écart entre les bancs dans Paris a été normé durant l'haussmannisation de la ville avec un objectif assez précis. L'idée était que les nourrices femmes ne devaient pas avoir de discussions, entre elles, pendant qu'elles gardaient les enfants. Pour elle, une fois qu'on fait ce constat, il est possible de travailler à ce que la ville soit beaucoup plus neutre et hospitalière tant pour les femmes que pour les hommes.

Yves Raibaud, dans son ouvrage écrit en 2015, *La ville est faite par et pour les hommes, dans l'espace urbain une mixité en trompe l'œil* expose tous ces biais masculinistes dans l'aménagement des espaces urbains. Dans cet ouvrage, il parle de « *culture urbaine masculine* », de « *ville des garçons* », de « *ville qui se construit au masculin* » tant de façon de prouver à ses lecteur.ice.s que la ville est le terrain des hommes pour leurs pairs.

Dans son chapitre *La ville de garçons*, l'auteur nous explique que les garçons sont ceux qui bénéficient en grande majorité des offres de loisirs au sein des villes. Il nous donne dès le départ un exemple pouvant prêter à sourire. Raibaud nous parle des stades de foot et de rugby et en s'adressant à nous, il nous dit : « *Cherchez dans la ville un équipement spécifique à 60 000 femmes s'adonnant à leur loisir favori !* ». Pas besoin de chercher très longtemps car cela n'existe pas.

Quand on va plus loin, on fait face à un décalage accablant : « *Les équipements de loisirs mis à la disposition des jeunes de 8 à 20 ans par les collectivités servent deux fois plus aux garçons qu'aux filles* ». C'est le résultat d'une enquête menée dans plusieurs villes de France sur la mixité et le genre dans les loisirs des jeunes. Un autre constat, qui en découle, nous interpelle, « *75% des budgets publics destinés aux loisirs des jeunes profitent aux garçons* ». Ainsi, les garçons s'approprient tous les espaces que ce soit sportifs ou culturels alors même qu'on constate un décrochage des activités de loisirs sportives et culturelles proposées par les collectivités au moment où les jeunes filles entrent au collège. Ces résultats peuvent d'autant plus nous étonner dans la mesure où « *les loisirs non-mixtes*

masculins sont à 25 à 30% plus couteux en aides publiques que les loisirs non-mixtes féminins ».

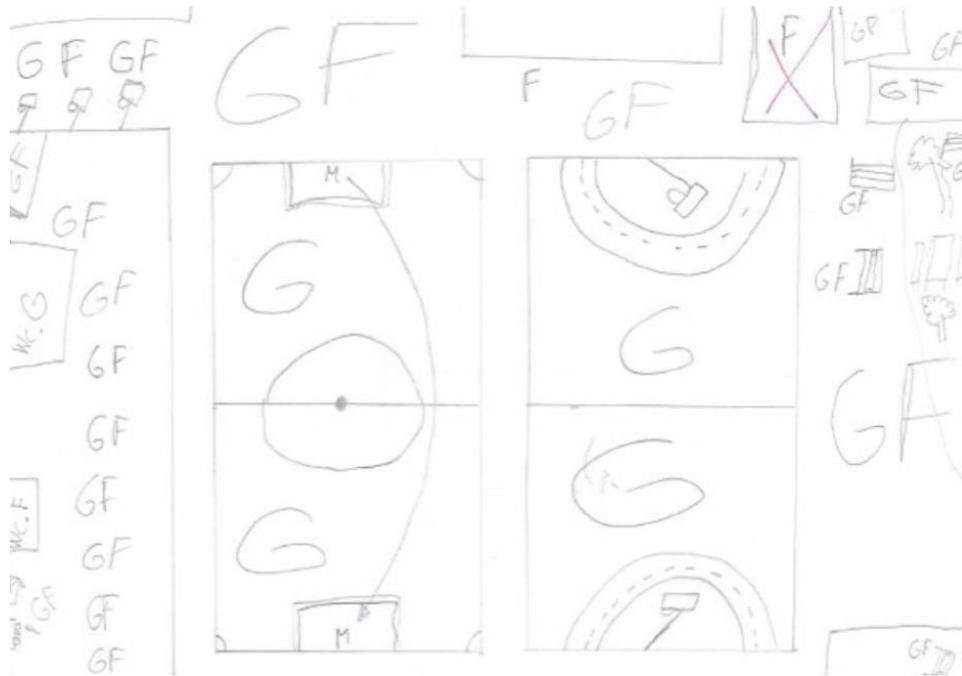
On pourrait faire un lien avec le fait que la ville est pensée pour des sociétés dans lesquelles les femmes appartiennent d'abord au monde domestique. [Denèfle, 2008] Les femmes ne sont pas invitées à être visibles dans l'espace public et cela se traduit par un harcèlement de rue ou des agressions sexistes et sexuelles. En effet, « *Le harcèlement de rue tend à inférioriser les femmes par ces brimades et induit une domination masculine de l'espace public.* » (Bogaert, 2019) Ces agressions engendrent des pratiques différentes de l'espace public par les personnes qui en sont victimes et donc en grande majorité des femmes, on parle ici de stratégies d'évitements. On peut les définir par la manière dont les femmes modifient leurs déplacements dans l'espace urbain en se donnant des contraintes spatiales et de temps sur leurs présences dans l'espace public et également par des modifications de leurs comportements en changement d'apparences ou en ayant l'air occupées afin de ne pas se faire remarquer ou éviter tout types de harcèlements. [Bogaert, 2019]

Ainsi, « *Les femmes déploient dans ces espaces publics, de fait, en fonction de l'heure de la journée, de la configuration du parc, des publics qui le fréquentent, des stratégies d'adaptation mais également des comportements d'évitement.* » [Louargant, 2015]

On peut reprendre ici l'idée des « *murs invisibles* » de Guy Di Méo qui déterminent ou modifient les trajectoires des femmes. En effet, le chercheur a interrogé plusieurs bordelaises qui lui ont parlé de leurs propres stratégies d'évitements en fonction de leur perception du lieu s'il est perçu comme dangereux ou en fonction de sa fréquentation. Mélanie, l'une des femmes ayant participé à l'enquête dit qu'elle peut parfois s'imposer des « *interdits spatiaux* » lors de ses trajets dans l'espace public.

Ces « interdits spatiaux » dont nous parle l'interrogée sont des éléments ancrés dans nos mentalités dès l'enfance. En effet, l'enfant développe un espace vécu, perçu et un espace conçu. C'est ce que Piaget (1972) appelle la structuration de l'espace. C'est ainsi que l'enfant prend progressivement conscience des espaces dans lesquels il évolue. Ainsi, l'enfant passe par plusieurs stades ; de l'observation (espace vécu) à la représentation (espace perçu) et enfin à la formalisation concrète de l'espace qui obéit à des règles (espace conçu). Ce processus dure pendant toute la durée de l'école maternelle et se termine vers

l'âge de 11 ans au moment de l'entrée au collège. Cette période coïncide avec les études de Edith Maruéjols sur l'inégal partage de l'espace dans les cours d'écoles. En effet, selon la chercheuse la mixité fait exception et elle fait le constat d'une ségrégation spatiale avec les garçons qui occupent une place centrale notamment à cause des terrains de foot et basket qui prennent une grande partie de l'espace et les filles reléguées sur les côtés à graviter. Il y a encore une fois la notion d'invisibilisation. Sur le dessin que vous pouvez observer ci-dessous, nous pouvons confirmer les analyses précédentes avec une place prépondérante



des garçons dans la cours de récréation de ce collège. Sur ce dessin, comme souvent, les filles sont représentées dans les toilettes de l'école, soit dans un endroit privé où nous ne pouvons pas les voir.

Figure 2 : Cour de récréation dessinée par un élève du Collège Edouard Vaillant à Bordeaux, Edith Maruéjols. G = Garçons / F = Filles

Si nous faisons le lien avec la structuration spatiale de Piaget c'est que déjà, pendant le développement des filles et garçons, leurs espaces vécus, perçus et conçu sont conditionnés par des aménagements qui laissent plus de place aux garçons pour s'appropriier les espaces et qui relèguent les filles sur le côté vers des espaces plus privés ou dans lesquels elles sont moins visibles. L'espace conçu des individus est forcément biaisé dans ce sens et cela ne va pas vers plus d'appropriation de l'espace public par les femmes et surtout cela n'apprend pas aux garçons, une fois adultes, à laisser la place.

3.2. Une vision capitaliste de l'aménagement : oubli de l'économie reproductive

Selon le Marx, le capitalisme est un système politique, économique et social fondé sur l'exploitation de la force de travail et l'accaparement des profits par ceux qui dirigent.

L'idée est ici de faire un lien entre économie capitaliste, aménagement et inégalités entre les hommes et les femmes. Dans son ouvrage *Féminisme pour les 99%. Un Manifeste (2019)*, la philosophe Cinzia Arruzza explique qu'il ne faut pas considérer le capitalisme comme un système seulement économique mais comme « *un ordre social complexe et articulé, qui contient en son sein des rapports d'exploitation, de domination et d'aliénation* ». Ainsi, on peut faire un lien avec le système patriarcal. Le patriarcat peut être défini par « *système de subordination des femmes aux hommes dans les sociétés industrielles contemporaines* » [Delphy, 2009] On peut presque dire que c'est un synonyme de « *domination masculine* » ou « *oppression des femmes* ». [Ibid.2000] Nous pouvons alors faire un lien avec Marx et considérer que son analyse nous sert d'instrument pour analyser le système patriarcale et les études sur le genre [ibid,2005]

Cela nous amène donc à parler de l'aménagement des territoires et de comment cette discipline s'est imprégnée de ce système capitaliste et par extension du système patriarcal.

Un élément est assez représentatif de cela, « *l'absence de considération de l'économie reproductive dans la planification urbaine* » [Tummers, 2015] L'économie reproductive intègre les activités liées à la notion de travail reproductif et du *care*. Cela fait référence au travail quotidien lié au soin des enfants, des personnes âgées. Ce terme vient en opposition à l'économie productive qui se définit, globalement, par l'économie marchande soit le travail rémunéré.

En effet, « *Les stratégies de planification urbaine se fondent souvent, par exemple, sur une vision unilatérale de l'économie, qui mesure le travail rémunéré des personnes employées qui vont à leurs lieux de travail, principalement en voiture, avec des horaires de travail classiques. La logique spatiale qui correspond à ce concept revient à séparer des fonctions dites « industrielles » et « résidentielles »* ». [Tummers, 2015]

Par exemple, la planification d'après-guerre se base sur un seul modèle, la famille nucléaire traditionnelle avec l'homme qui travaille. Ainsi la répartition des différents services, écoles, magasins, zones industrielles et commerciales ainsi que des transports étaient conditionnée

par le fait qu'une personne, la femme, reste à la maison. Cela revient à parler du concept d'hétéronormativité expliqué précédemment. C'est la périurbanisation qui a poussé le modèle qui a créé ce qu'on appelle « les veuves vertes » ce sont ces femmes qui restaient coincées dans des zones pavillonnaires sans moyens de transport, l'homme étant parti au travail avec la seule voiture de la famille. Cela est un frein à l'exercice de leur citoyenneté. Ce type d'urbanisme a été critiqué notamment car il « *ignorait les conditions de l'émancipation des femmes* » et surtout car il ignorait soit le fait que les femmes avaient accès au marché du travail rémunéré ou le fait que même si elles restaient à la maison, la fonction du *Care* nécessite des infrastructures facilitant les activités liées. Il y a un manque de reconnaissance du travail domestique pour l'économie. [Ibid. 2015]

Ainsi, historiquement l'aménagement se base sur l'économie capitaliste en ne prenant en compte que les activités qui créent de la valeur marchande. Les activités liées au *Care*, socialement attribuées aux femmes, ne sont pas intégrées dans les réflexions urbanistiques ce qui fait que cette vision capitaliste interfère avec le droit à la ville pour tou.te.s nécessaires pour que tou.te.s puissent s'approprier leurs espaces publics. C'est pourquoi l'entrée massive, des femmes, sur le marché du travail rémunéré a complexifié leurs rapports à l'espace urbain. [Di Méo, 2012] Dans la mesure où elles doivent mener de front à la fois l'économie productive et reproductive.

Ainsi, cette vision capitaliste de l'aménagement de nos espaces accroît l'invisibilisation des femmes et contraint beaucoup de femmes à être dans un rôle stéréotypé de genre. Cela agit comme un cercle vicieux en donnant une image de la femme qui n'a rien à apporter d'autre à la société que son statut de femme au foyer. Les choses évoluent et cette vision peut paraître caricaturale mais les croyances ont la peau dure et l'image qu'on a de la femme il y a 50 ans peut nous empêcher de penser qu'elle a un rôle dans l'histoire.

4. La prise en compte du genre dans les politiques urbaines

4.1. La (reco)naissance du lien entre genre et ville

Malgré un oubli collectif orchestré des inégalités de genre par un système préférant cacher la vérité plutôt que de se remettre en question, des initiatives permettent de voir une prise

de conscience et donc de voir naître des initiatives, favorisant l'égalité avec une volonté de se souvenir et de « rendre femmage » à celles qu'on a trop longtemps oubliées.

La reconnaissance du lien entre les inégalités de genre et la ville s'est fait progressivement depuis la deuxième moitié du 20^{ème} Siècle. Ce sont notamment des conférences qui ont donné lieu à des prises de décisions. Cela a débuté au début des années 1980 et la dernière loi qui vient réaffirmer ces idées, en France, a été promulguée en 2014. Beaucoup d'outils institutionnels ont été définis au niveau européen.

En France, il faut attendre 2014 pour que le genre devienne une priorité dans les politiques de la ville en analysant la place des femmes dans les quartiers dits populaires. [Martinez,2020] En Espagne et

particulièrement à Madrid, c'est un peu plus tôt que des politiques sont menées. C'est la *Ley 4/2005* du 18 février pour l'égalité des femmes et des hommes dans la *Comunidad autonoma de Madrid* qui parle pour la première fois de ces enjeux. Cette loi vise à promouvoir l'égalité des sexes dans la région de Madrid notamment par des mesures visant à garantir la sécurité des femmes et leurs accès aux espaces publics.



Figure 3 : Guide marches exploratoires

4.1.1. Des outils participatifs pour permettre une identification des enjeux

Différents outils ont été mis en place par les collectivités pour identifier les enjeux liés aux question de genre dans la ville. Nous allons notamment nous intéresser à des outils participatifs qui incluent les habitant.e.s dans le réaménagement des espaces urbains.

- Les marches exploratoires

Les marches exploratoires appelées également audits de sécurités sont apparues au début des années 1990 à Toronto grâce à des organisations de femmes et de services municipaux. L'idée est de regrouper un groupe de femmes afin qu'elles puissent identifier, au cours d'une

promenade dans leurs villes, les éléments induisant, chez elles, un sentiment d'insécurité. [Biarrotte, 2012]

Ce n'est qu'au début des années 2000 dans des villes de la région parisienne comme Drancy, Montreuil ou Paris en 2001 que les marches exploratoires sont apparues en France. A Paris, l'objectif était à la fois de travailler sur les question d'insécurité et de sentiment d'insécurité que pouvaient avoir les femmes et également sur la réduction de la ségrégation Hommes-Femmes des espaces publics parisiens [Lieber, 2008]

En 2012, un guide méthodologique des marches exploratoires est constitué afin de formaliser la démarche.

La marche exploratoire est un outil simple et efficace, au service de tous les habitants

Tableau 1 : Guide méthodologique marche exploratoire, Cahiers pratiques, St Denis, 2012

du quartier. Elle permet d'associer les femmes en les rendant actrices de leur propre sécurité (théorie de l'empowerment) et en les aidant à se réappropriier l'espace public. [...] Il s'agit d'explorer, avec un petit groupe de femmes (une dizaine au plus), un site particulier pour observer et analyser avec précision les atouts ou les faiblesses de l'espace urbain des quartiers que ces habitantes empruntent quotidiennement. Il est recommandé que le groupe soit représentatif de plusieurs générations car les craintes liées à la sécurité peuvent être différentes selon l'âge. Cette analyse doit se faire à partir d'une grille de lecture sur les critères d'aménagement et de fréquentation susceptibles d'améliorer la sécurité d'un espace public déterminé, notamment la visibilité, la signalisation, l'animation et la présence humaine, l'entretien des lieux, etc. [Comité interministériel, 2012]

Ainsi, ces marches exploratoires permettent aux femmes qui y participent d'être actrices et cela engendre notamment un processus d'empouvoirement³ qui va les aider à relégitimer

³ Empouvoirement ou l'empowerment : Dans ses versions radicales et féministes, l'**empowerment** désigne un « processus sociopolitique » qui articule une dynamique individuelle d'estime de soi et de développement de

4.1.2. Des outils législatifs et institutionnels venant donner du poids aux débats

« Une ville plus adaptée aux besoins des femmes, c'est une ville plus à l'écoute de ses citoyens. » [Le Sager Diouf, 2004] Voici la principale conclusion tirée de la conférence intitulée « Les femmes et la ville : logements services et environnement » organisée en 1994 à Paris par l'OCDE.

« - le développement d'une planification et d'une gestion urbaines qui tiennent compte des préoccupations des diverses composantes de la population, et qui reconnaissent donc la diversité sociale ; l'élargissement du rôle des usagers des services publics et de la ville avec la reconnaissance d'une maîtrise d'usage à côté des traditionnelles maîtrises d'ouvrage et d'œuvre

- la réhabilitation de l'intérêt pour les questions de vie quotidienne dans l'élaboration des politiques urbaines qui permette de dépasser les logiques sectorielles pour aborder la vie urbaine de manière globale

- le développement d'une connaissance et donc d'une observation plus fine de l'évolution des modes de vie et des besoins associés.

Enfin, cette volonté d'associer les habitants concernés dans toute leur diversité à l'action publique favorisera l'exercice d'une citoyenneté active sur le territoire de la ville et plus largement de l'agglomération. » [Ibid., 2004]

Ainsi cette conférence a permis d'entamer la discussion et les débats autour de l'idée d'urbanisme de proximité, de prise en compte des particularités de chacun.e.s avec une analyse plus fine des modes de vie et également la nécessité de faire participer les habitant.e.s dans la tenue des projets. L'idée sous-jacente est d'inciter les femmes à exercer leur citoyenneté soit leurs droits fondamentaux.

Cependant, ces décisions ont mis du temps à s'infuser dans les politiques françaises c'est quand 2014 et la définition des quartiers prioritaire politique de la ville (QPV) que pour que le genre devienne une priorité dans les politiques de la ville. Pourtant dès les années 1980

des manifestations ont lieux en France à la suite de viols « *qui se sont déroulés dans l'espace urbain, en plein jour et à des heures d'affluence, sans que personne ne s'interpose* ». [Lieber, 2002] Ces femmes « *revendiquent un « droit à la ville » : la ville heureuse doit être celle du plaisir, de la jouissance et de la fête pour toutes et tous, et pas seulement celles des hommes hétérosexuels à la recherche des proies féminines* ». [Raibaud, 2015]

C'est donc en 2014, sous le quinquennat du Président Hollande, la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les

Article L221-2 modifié par LOI du 4 août 2014 - art. 26
La personne publique qui s'est rendue acquéreur d'une réserve foncière doit en assurer la gestion raisonnablement.

Article L221-2 modifié par LOI du 23 décembre 1986 – art. 70
La personne publique qui s'est rendue acquéreur d'une réserve foncière doit en assurer la gestion en bon père de famille.

Modification de texte législatifs suite à la loi de 2014

hommes est promulguée le 4 août 2014. Ce texte aborde le sujets des inégalités dans toutes ses dimensions en mettant en place des mesures fortes pour améliorer le quotidien des femmes, faire progresser leurs droits et changer les mentalités. Cette loi s'articule autour de cinq priorités en mettant en place de nouveaux moyens pour l'égalité professionnelle, une garantie publique contre les impayés de pensions alimentaires, action contre les violences faites aux femmes, le recul des stéréotypes sexistes ainsi que la généralisation de la parité. De nouveaux enjeux sont ainsi définis : La place du père dans l'éducation des enfants, les temps de la vie personnelle, le rôle et l'image des femmes dans les médias et dans la culture. Notamment on peut voir que des changements ont été opérés dans les mots employés dans les lois. A la fin du premier alinéa de l'article L. 221-2 du code de l'urbanisme, les mots : « en bon père de famille » sont remplacés par le mot : « raisonnablement » et ce à chaque fois que nécessaire.

Les lois Gaston Defferre de décentralisation de 1983 avaient, au début, accordé la compétence en aménagement et urbanisme à l'échelle communale, quel que soit à la taille à condition que celle-ci ait élaboré un document d'urbanisme (Plan local d'urbanisme – PLU). Cependant, dès le début de la décentralisation, les acteur.ice.s se sont rapidement rendu compte que ce n'était pas l'échelle la plus pertinente dans la mesures ou une majorité

de commune n'ont pas « les moyens techniques, juridiques et financiers » d'assumer de telles compétences. C'est pourquoi à la suite d'une relecture de ces lois en 1985, le législateur a ajouté « au terme de chaque article attribuant une compétence d'urbanisme aux communes, une disposition les invitant à la déléguer à (un établissement public de coopération intercommunale) EPCI » [Jégouzo, 2015]

Ainsi, ce sont les communes et intercommunalités qui ont notamment pris les choses en mains en matière d'inclusivité sur leurs territoires et de la prise en compte du genre en ville. Les actions législatives et institutionnelles plus concrètes sont donc réalisées au niveau local plus qu'au niveau national et ce qu'on va voir avec le récent budget genré voté par la ville de Lyon, la réalisation du guide référentiel Genre et Espace public de la mairie de Paris.

« En France , la loi du 4 Août 2014 pour l'égalité réelle oblige les collectivités de plus de 20 000 habitants à présenter, avant le débat budgétaire, un rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes. Avec le budget sensible au genre, il s'agit désormais d'aller plus loin. » [Ville de Lyon, 2021]



Figure 5 : Genderbudgeting, Lyon, 2021-2026

La Mairie écologiste de Lyon se donne 5 ans, entre 2021 et 2026 pour élaborer un instrument permettant de mesurer et favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques publiques. Utiliser le budget c'est « couvrir l'intégralité des actions et services proposés par la Ville et d'appuyer des choix d'orientations stratégiques. » Grâce à une grille d'indicateur l'idée est de pouvoir passer au peigne fin l'ensemble des dépenses publiques grâce à une grille d'indicateurs qui pourront, grâce à une phase de diagnostic, « mesurer et identifier d'éventuels écarts » afin d'adopter de nouvelles mesures qui viendront corriger ou rééquilibrer les problèmes identifiés. [Ibid. 2021]

Cette démarche se fera en 5 étapes qui seront l'analyse des budgets, l'analyse genrée des actions, la formulation de recommandations, l'intégration au budget 2022 et le déploiement sur l'ensemble des politiques publiques communales.

Également, à l'automne 2016, la ville de Paris a réalisé un guide référentiel genre et espaces publics « à destination de toutes les personnes qui participent à l'aménagement et à l'animation de l'espace public. ». Il y a une volonté de transversalité à toutes les politiques municipales. Cette idée est notamment présente dans le concept de *Gendermainstreaming* que nous expliquerons dans le deuxième chapitre. C'est la chargée de projet égalité femmes / hommes et lutter contre les violences du Service Egalité Intégration et Inclusion (SEII) qui a porté de projet de guide pour se faire, elle a réuni différentes directions grâce à des ateliers thématiques afin d'introduire des réflexions au sein des services municipaux.

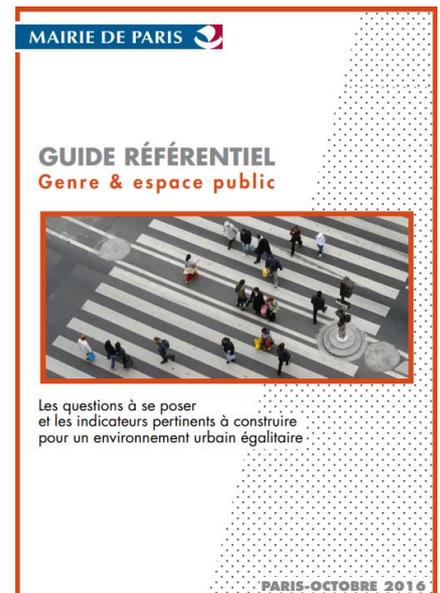


Figure 6 : Guide référentiel : genre et ville, Paris, 2016

La ville de Paris a ici une volonté d'être innovante, de trouver une façon de « faire la ville autrement » avec comme objectif faire progresser la qualité des services publics et de mieux répondre aux besoins des habitant.e.s et usager.e.s de la ville de Paris. [Martinez, 2016]

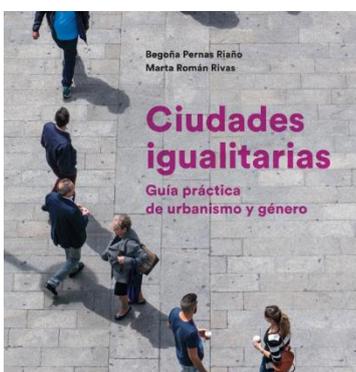


Figure 7 : Guide "Ciudades igualitarias" GEA 21

A Madrid, un an plus tard, en 2017, un guide dans la même lignée a été réalisé par Begoña Pernas Riaño et Marta Román Rivas de *GEA21* pour la Mairie de Madrid. Ce guide s'intitule «*Ciudades igualitarias, guía práctica de urbanismo y género*»⁴ qui a permis de faire un état des lieux mais également de parler de solutions concrètes pour créer des villes plus inclusives. Ce guide de mise en pratique arrive 10 ans après la loi de 2007 sur l'égalité entre les femmes et les hommes en Espagne qui mentionne la question de la ville et de l'espace public.

⁴ Villes égalitaires : Guide pratique sur l'urbanisme et le genre

4.2. Comment faire, concrètement, une ville plus sensible au genre ?

4.2.1. Les initiatives françaises

Une fois la reconnaissance du lien entre genre et ville et la compréhension des problématiques qui en découle il nous paraît important de réfléchir aux solutions qui peuvent être ou qui sont déjà mises en place pour changer le problème et enclencher un changement dans l'aménagement de nos villes. Plusieurs métropoles françaises ont tenté de réfléchir à des dispositifs permettant une meilleure reconnaissance des femmes dans l'espace public ainsi qu'une meilleure appropriation de celui-ci.

Comme expliqué précédemment, la visibilisation est un enjeu essentiel dans le développement droit à la ville pour tou.te.s. Ainsi, la ville de Tours après avoir fait le constat que moins de 5% des rues portaient le nom d'une femme a au début de l'année 2022, annoncé qu'elle allait entamer un processus de féminisation des noms de différents espaces publics. Selon Elise Pereira-Nunes, adjointe au maire à l'Égalité des genres et ambassadrice de « Tours ville-alliée contre les discriminations » : « *Il faut donner davantage de visibilité aux femmes dans l'espace public et à chaque nouvelle rue, nous donnerons la priorité à un nom de femme* ».



Figure 8 : Site de la ville de Tours (decidonsensemble.tours.fr)

Ce projet de féminisation des noms de rues s'inscrit au sein du « Plan pour l'égalité femmes-hommes » de la majorité municipale. Pour sa mise en place, la ville de Tours souhaite lancer un appel à idées ouvert à tou.te.s. Les personnes sont invitées à proposer des noms de femmes illustres et l'idée est de mettre en place un système de participations par un vote en ligne pour élire les 50 noms qui seront utilisés pour dénommer des lieux en 2022 et 2023. [Ville de Tours, 2021]

Également, la ville de Rouen a lancé un appel à participation controversé. Depuis juillet 2021, la statue de Napoléon initialement présente sur la place de l'hôtel de ville était en cours de restauration. C'est pourquoi en septembre 2021 le Maire socialiste, Nicolas Mayer-Rossignol, a pensé à la remplacer par une statue de Gisèle Halimi avocate et défenseuse des droits des femmes disparue en 2020. L'idée était de mettre en place une consultation publique mais avant même que cela soit organisé de vives critiques qu'on pourrait qualifier de conservatrices ont été développées face à cette idée. Le Maire explique que cette « suggestion personnelle » avait pour objectif « que les femmes ne soient plus effacées de l'espace public. » [Ouest France, 2021] Dans le cadre de cette idée de féminisation des espaces publics, des grandes artères de la ville pourraient être renommées. [France info, 2021] Comme convenu une consultation publique intitulée « Et si on statuait ? » s'est déroulée au début du mois de décembre 2021. Le résultat est sans appel, 68% des participant.e.s ont souhaité le retour de la statue de Napoléon sur la place de l'hôtel de ville. Plus de 50% des répondant.e.s « *ne sont pas d'accord pour que ce soient des statues ou autres [à l'effigie de femmes] sur la place* » alors que plus de 65% sont favorable au fait qu'une meilleure soit faite aux femmes notamment par des plaques.

La Mairie se félicite du nombre de participant.e.s s'élevant à environ 4000 habitant.e.s [Paris-Normandie, 2021] mais nous pouvons émettre certaines réserves. En effet, au vu d'un nombre de contestations recueillies face à l'idée de mettre une statue à l'effigie d'une femme à la place de celle de Napoléon, nous comprenons qu'il y a un nombre assez important de personnes opposées à cette idée et assez impliquées dans la politique de la ville de Rouen pour se manifester. Ainsi, les personnes ayant participé à la consultation publique ne représenteraient-elles pas un panel plutôt réduit d'habitant.e.s dans la mesure où ce ne seraient que les personnes mobilisées « contre » qui auraient participé ? Des questions peuvent se poser sur la représentativité de ce résultat et sur les limites de cette démocratie participative mais cela est un autre sujet.

Seulement, cet exemple nous paraît intéressant dans la mesure où ce projet de féminisation d'un espace public est à l'origine d'un élu, du maire de la ville donc des pouvoirs publics et c'est la population qui, à la suite d'une consultation, s'est opposée au projet. Nous nous posons donc la question de savoir si la société urbaine est prête à ce changement, s'il ne faudrait pas aller poser la question à d'autres population plutôt qu'aux mêmes personnes

qui peuvent avoir un statut social privilégié, un âge avancé et être plus réfractaire au changement.

Pour continuer dans la lignée de la féminisation des espaces publics, l'institut géographique national (IGN) a réalisé une cartographie expérimentale à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes le 8 mars 2022. L'idée est, sur le territoire national, de surligner tous les espaces publics avec des odonymes féminins.⁵ C'est notamment l'occasion de parler de la *Ville aux dames* située en Indre et Loire près de Saint Pierre des Corps où la presque totalité de ses rues portent le nom d'une femme. Un exemple qui montre que toutes les villes peuvent prendre le pas de la féminisation de ses voies.

Les deux images ci-dessus montrent la cartographie en question. Le rose correspond aux « Odonymes féminin » selon l'IGN et nous pouvons clairement voir qu'une très grande partie des voies de *La Ville Aux Dames* sont rosées alors que dans le quartier centre de Rennes il n'y en a que 3 et même si l'image ne montre pas tous le centre, le pourcentage reste extrêmement faible.

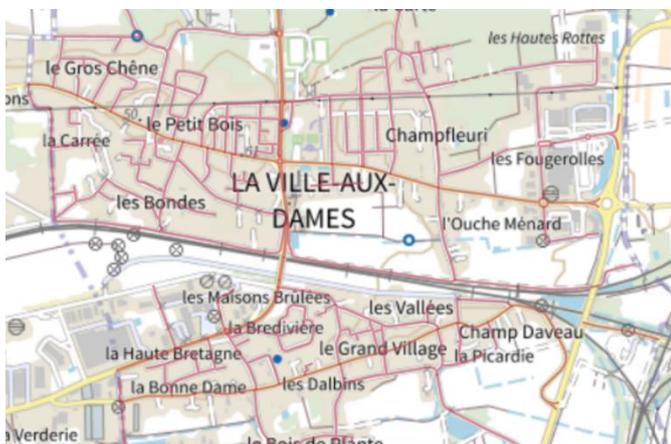


Figure 9 : carte IGN, La ville Aux Dames, mars 2022



Figure 10 : carte IGN, Rennes, 2022

⁵ Odonyme : *L'odonymie est la branche de la toponymie qui s'intéresse aux noms de voies, notamment rues, avenues, boulevards, impasses, etc., et plus généralement aux noms d'espaces publics ouverts (places, esplanades, squares, etc.) voire, au sens le plus large, à l'ensemble des noms d'espaces publics. [...] L'odonymie n'est pas un donné mais un construit : les noms donnés aux espaces publics reflètent la culture d'une société donnée.* [Géoconfluence, 2021]



Figure 11 : Urinoir féminin, Quai Victor Augagneur, Lyon, photo prise le 28 avril 2022 par E. Deborde

Enfin, nous terminons ce panorama non-exhaustif d'éléments permettant d'ouvrir le chemin vers une ville plus inclusive avec un exemple peut-être plus concret ou relevant, plus à proprement parler, d'aménagement. Ce sont les urinoirs féminins et l'installation, depuis avril 2022 de prototypes dans la ville de Lyon et plus particulièrement sur les quais aménagés du Rhône très fréquentés entre avril et septembre. C'est une expérimentation menée de concert par la ville et la Métropole. L'objectif est en partie de participer à « *dévirilisation* » de l'espace public et de répondre à la nécessité pour les femmes d'avoir accès à des sanitaires quand elles sont dans l'espace public. Cette expérimentation compte sept urinoirs féminins, sept urinoirs masculins et deux toilettes accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR). De plus, la Mairie affirme que ces toilettes ont été étudiées pour s'adapter à l'anatomie féminine afin de ne leur permettre d'uriner sans toucher la cuvette. [Le progrès, avril 2022]

Pour le président de la Métropole de Lyon, Bruno Bernard, ces toilettes expérimentaux écologiques et inclusifs sont « plébiscités » par le public. En effet, les résultats d'une enquête dans l'espace public (à laquelle j'ai personnellement répondu) montrent que ces urinoirs sont globalement bien vus et qu'ils sont pour plus de 90% des sondé.e.s, « *une réponse adaptée aux besoins* » [Le Progrès, mai 2022]

4.2.2. Les initiatives madrilènes : ononymes et fresques



Figure 12 : Photo personnelle, 12 février 2023

L'Espagne est un pays connu pour des politiques d'égalité de genre à l'avant-garde du reste des pays européens avec de lois mises en place en faveur d'une plus grande égalité.

Il suffit de regarder le site du gouvernement, de la mairie de Barcelone ou de Madrid pour comprendre que en effet, l'Espagne a pris un peu d'avance sur ses voisins et notamment sur la France. Tout d'abord, on comprend très rapidement, que les pouvoirs publics n'ont pas peur du mot « féminisme » ou « patriarcat », ce sont tous les deux des mots qui sont employés par des politiques lors d'évènements officiels. Nous pouvons notamment voir sur le devant du Ministère de

l'Égalité à Madrid une affiche avec écrit « FEMINISTAS » ce qui peut surprendre quand en France c'est un mot qui s'apparente encore largement à un « gros mot ».

Il faut cependant clairement différencier la politique menée à l'échelle de la nation et la politique menée à l'échelle de la communauté autonome et de la commune de Madrid. Historiquement et depuis la fin de la dictature, la commune est gouvernée par la droite malgré une alternance, avec la gauche unifiée de *Ahora Madrid* entre 2015 et 2019. Il est important de le garder en tête car la majorité des initiatives pour plus d'inclusivité dans la ville de Madrid ont été mises en place pendant ces 4 ans d'alternance et sous la gouvernance de Manuela Carmena, leadeuse politique de *Ahora Madrid*.

Trois mesures ont retenu notre attention : le changement de noms de 52 rues portant le noms de personnes en relation avec le franquisme, l'installation de sémaphores piétons inclusifs et la plateforme participative *decide Madrid* avec l'initiative *Compartiendos muros*. Ces trois mesures ont un objectif d'inclusivité par l'augmentation de la représentation des femmes dans l'espace public et par l'incitation de la participation des habitant.e.s dans la construction de leur ville. C'est également un objectif mémoriel en rendant hommage à des femmes et hommes qui ont permis de faire de l'Espagne ce qu'elle est aujourd'hui.

La première mesure a donc été le changement d’odonymes de 52 rues de la municipalité madrilène. En mai 2017, lors du session plénière extraordinaire Manuela Carmena et son équipe municipale a pris la décision de changer 52 rues avec des références franquistes pour donner suite à la proposition du Commissaire à la mémoire historique de la ville de Madrid. C’est le 28 novembre 2017, que le conseil du gouvernement de la ville de Madrid approuvera cette décision. L’idée est de rétablir les noms d’origine ou alors lorsque cela n’est pas possible de prioriser un « femmage » à des femmes illustres, aux institutions éducatives très importantes dans la lutte contre la dictature ou aux personnalités culturelles ayant permis la valorisation du patrimoine ainsi qu’à des hommes politiques. [Annexe 1] Nous nous intéresserons particulièrement à la Calle General Millan Astray devenue Calle Maestra Justa Freire qui a un destin bien particulier.

La deuxième mesure est l’installation de sémaphores piétons inclusifs en 2017.

«El Ayuntamiento muestra a través de la señalización la diversidad real que ya se vive en las calles.»⁶

Cette mesure a été prise en l’honneur de la journée des Fiertés célébrée le 5 juin et met en place quatre types de dispositifs avec des pictogrammes individuels montrant un homme ou une femme ainsi que des couples homosexuels ou hétérosexuels à travers les 21 quartiers de la capitale espagnole.



Figure 10 : Photos personnelles des sémaphores inclusifs, Madrid, prises entre février et avril 2023

⁶ La Mairie, à travers la signalisation, montre la diversité réelle que l’on peut voir dans les rues.

La troisième mesure est appelée *Compartiendo muros*⁷ et a pour objectif une réappropriation de l'espace public par les citoyen.ne.s en participant à son embellissement, à sa conservation et à son entretien à travers des initiatives artistiques ouvertes à tous.te.s. L'idée est que des fresques participatives et citoyennes soient réalisées dans tous les quartiers de Madrid afin de les réanimer. L'exemple de la fresque de Ciudad Lineal est assez parlant. Jorge Muñoz de UNLOGICCREW nous a expliqué, lors de notre entretien, comment cela s'est organisé à l'échelle de ce quartier.

L'idée était donc d'engager une réelle participation des habitant.e.s, de l'imagination jusqu'à la réalisation de la fresque. Dans ce même temps, la municipalité a développé un outil participatif appelé *Foros locales* afin que tous.te.s les habitant.e.s puissent se réunir en table de travail au sein des Mairies de Quartier appelées *Juntas* et faire remonter aux réunions plénières leurs propositions pour améliorer leurs quartiers. Ce que voulait Manuela Carmena était que, une fois par mois, les citoyen.ne.s puissent se réunir pour discuter, faire remonter leurs idées comme s'ils étaient des personnes politiques. Au sein de Ciudad Lineal, 18 tables ont été organisées sur différents sujets dont une table sur l'égalité. Ceux qui étaient dans ce groupe avaient déjà vu une fresque à Vigo en Galice qui représentait trois femmes anonymes et donc l'idée a été de faire une fresque dans le quartier sur la question des violences de genre. L'idée est donc remontée à la présidente du quartier et les différent.e.s participant.e.s ont accepté cette fresque féministe. La Mairie de quartier a donc lié les deux programmes ; *Foros locales* et *Compartiendo Muros* afin que Ciudad Lineal ait sa propre fresque.

Le concept de *compartiendo muros* obligeait une participation de tous les habitant.e.s. Ainsi, il y a eu beaucoup de réunions avec la proposition de la table de l'égalité mais aussi d'autres propositions qui ont été soumises à un vote et le thème de la question de genre a été voté à la majorité. UNLOGIC CREW qui se compose de personnes ayant grandi à Ciudad Lineal ont fait des croquis sur lesquels les gens ont pu se décider via la plateforme participative *Décide Madrid*.

Les différents endroits sur lesquels pouvaient être réalisée la fresque avaient été décidé au préalable par la Mairie de Madrid lors du lancement du dispositif *Compartido muros*. La

⁷ Partager les murs

Mairie avait également signé un contrat avec le collectif de muralistes *Boa Mixtura* pour se charger de la gestion des 21 fresques et qui a notamment décidé ou allait être réalisé la fresque. Le choix d'un mur du pôle sportif du quartier a paru assez logique car c'est endroit assez central dans la vie des habitant.e.s. Comme UNLOGIC CREW connaissait bien le collectif gestionnaire, ils ont eux-mêmes pris la gestion de la fresque de leur quartier.

Tous ces éléments ont comme objectif d'engendrer une représentation plus égalitaire des individus au sein de l'espace public et sont des initiatives concrètes pouvant mener vers une ville plus inclusive. Ces éléments engendrent un processus de visibilisation permettant à toutes ces personnes oubliées de reprendre, d'une certaine manière, le pouvoir. L'idée est de se montrer comme l'on est vraiment et pas comme la société voudrait que l'on soit.

Ces différents enjeux reposent donc sur l'oubli des femmes et donc sur notre perte de mémoire collective dans leur rôle au sein de la société. Toutes les initiatives présentées permettent, consciemment ou non, de se souvenir du rôle essentielle qu'elles ont pu avoir. Se souvenir, c'est donc ne pas oublier et donc retrouver la mémoire sur ce qui s'est réellement passé au cours de l'histoire. L'espace public n'est d'autre que le réceptacle de cette mémoire, il permet la visibilisation, la diffusion et l'appropriation d'histoires trop longtemps oubliées. C'est ainsi que l'espace public devient un espace de lutte entre les différents individus voulant inscrire leurs mémoires et leurs propres visions de l'histoire.

Il faut cependant garder en mémoire que ces différentes initiatives ont été prises entre 2015 et 2019 soit la période pendant laquelle la Mairie de Madrid était à Gauche chose qui n'était pas arrivé depuis le début des années 1990.

4.3. Une récupération collective de la mémoire ?

Si aujourd'hui, certaines villes prennent conscience de la nécessité de représenter, visibiliser, commémorer les femmes dans les espaces publics c'est qu'elles commencent à intégrer l'idée qu'il y a eu une réécriture de l'histoire patriarcale. Comme un oubli orchestré des femmes par la société et par un système pas prêt à reconnaître le rôle que les femmes ont pu jouer. Cette prise en compte progressive de la question du genre dans la société en général, la reconnaissance progressive des femmes dans l'histoire et la prise de conscience de l'impact de nos villes dans les inégalités sociales ont donc engendré un élan de remise en question de notre façon de faire la ville. Implicitement, les différentes initiatives sont des

manières de lutter contre l'oubli et d'engager une récupération de la mémoire. En 2016, la mairie de Madrid de Manuel Carmena a créé la Commission de la mémoire historique qui a été à l'origine du changement de nom des 52 rues de la ville. Dans ces statuts, cette commission fait spécifiquement mention à la mémoire des femmes en proposant qu'elles soient priorisées dans ces changements d'odonymes. Elle a déclaré que l'objectif était de «*homenajear a mujeres ilustres, a instituciones pedagógicas o personajes del mundo de la cultura que contribuyeron a engrandecer nuestro patrimonio inmaterial en tiempos difíciles (...)*»⁸ (Informe Propuesta del Comisionado de Memoria Histórica sobre Revisión del Callejero del Ayuntamiento de Madrid, p. 1.)

D'un point de vue extérieur au pays, on pourrait penser qu'enlever des noms de rue franquiste pour rendre hommage à des femmes illustres pourraient réunir comme un consensus au sein des politiques et de la population espagnole. Cependant, ce n'est pas le cas et c'est là qu'on peut prendre conscience de la complexité de de *La mémoire* en Espagne. C'est là qu'on prend la mesure de la présence d'un véritable combat mémoriel qui a pour champs de bataille l'espace public. L'oubli imposé par la loi d'amnistie auparavant plébiscitée n'a pas permis de refermer les blessures du passé. L'absence de justice rendue engendre des positions qui paraissent irréconciliables et qui font, qu'aujourd'hui, l'espace public se retrouve tiraillé entre les différents groupes voulant inscrire leurs mémoires.

Ce débat pose également la question de la constitution d'un matrimoine, de sa prise en compte et de sa visibilité dans l'espace public. Le terme matrimoine est un néologisme créé pour mettre en avant le patrimoine culturel lié à l'histoire, la contribution et l'héritage des femmes. L'objectif est de rééquilibrer le débat en féminisant le terme patrimoine souvent dominé par une perspective masculine. Depuis quelques années le terme Matrimoine « *permet de visibiliser le fait que l'histoire a été racontée par les hommes pour les hommes. Nous voulons proposer un récit alternatif. Les femmes ont aussi construit nos vies et nos villes mais elles ont souffert d'une invisibilisation constante et permanente.* » [Collectif Architecture qui dégenre]

⁸ Rendre hommage à des femmes illustres, à des institutions pédagogiques et personnalités du monde de la culture qui ont contribué à élargir notre patrimoine immatériel dans les périodes difficiles.

En France et en Belgique, depuis quelques années, certaines villes célèbrent « les Journées du Matrimoine » en références aux journées du patrimoine avec comme objectif de mettre en lumière les contributions des femmes au sein de nos villes.

En espagnol, il n'existe pas de mot traduisant le mot matrimoine, on peut parler de « patrimonio cultural de las mujeres » ou « patrimonio femenino », le problème étant notamment que le mot « *matrimonio* » signifie « mariage ». A Madrid, il n'existe pas de journées spécifiques pour la mise en lumière d'un patrimoine attribué aux femmes mais on pourrait considérer que tout le travail fait par les entrepreneur.euse.s de mémoire est un moyen de constituer un matrimoine national et municipal.

Ainsi, récupérer la mémoire, c'est reconstituer un matrimoine et le matérialiser dans nos espaces publics pour qu'ils soient plus inclusifs. Ce matrimoine va à l'encontre de cette mémoire collective orchestrée par le haut alors que le matrimoine apparait comme un relai venant des citoyen.ne.s pour réécrire une nouvelle histoire.

L'association *Herstoricas* organise régulièrement des balades urbaines dans plusieurs villes d'Espagne et notamment à Madrid pour justement reconstituer le matrimoine de la ville et mettre en lumière les différents lieux de la ville porteurs d'histoire liées à des femmes et visibiliser leur rôle dans l'histoire de la ville ou du pays afin de récupérer leur mémoire. Le samedi 24 juin 2023, l'association organise une balade intitulé « *Los espacios de memoria historica de la mujeres durante la dictadura franquista* »⁹ Ayant eu l'occasion, de discuter avec Sarah l'une des membres de l'association qui réalise des visites, elle m'a dit qu'elle faisait ça car connaître l'histoire est une arme contre l'extrême droite ou autres discours qui tendraient à vouloir revenir à 1939. De plus, elle fait ça car l'espace public compte seulement une partie de l'histoire y elle veut mettre un terme à ce silence et oubli perpétuel et « rendre femmage » à toutes ces femmes qui ont fait l'histoire et qui aujourd'hui doivent être visibles dans l'espace public.

⁹ Les espaces de mémoire historiques des femmes pendant la dictature franquiste.

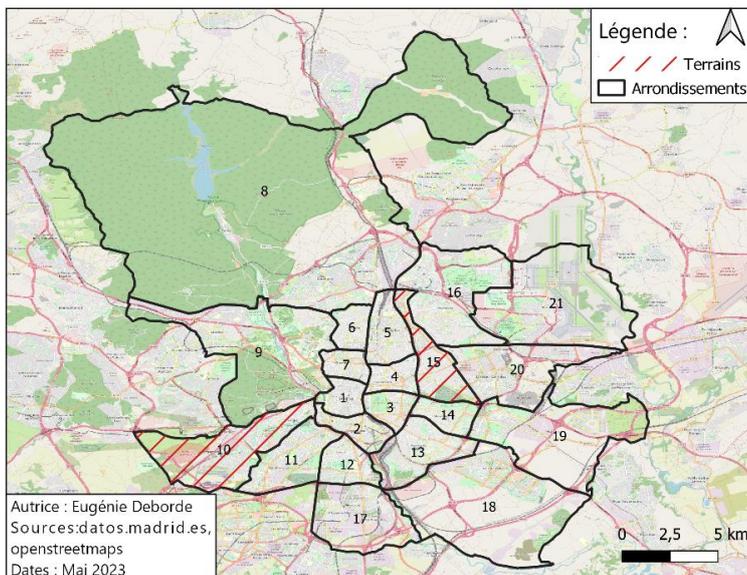
Chapitre 2: Le travail de recherche et la présentation du terrain

1. Présentation du terrain

1.1. La ville de Madrid

Madrid est la capitale de l'Espagne et se situe au centre géographique du pays. Elle fait partie de la *Comunidad Autonoma de Madrid*. Selon le dernier recensement, la capitale comporte plus de 3,2 millions d'habitant.e.s et se compose de 21 arrondissements. Depuis, le milieu des années 90, la région est dirigée par le parti de droite *Partido Popular* (PP) et a actuellement comme présidente Isabelle Diaz Ayuso. La ville de Madrid a également à sa tête un membre du *PP*. Le Maire est José Luis Martinez-Almeida qui a succédé à la maire de la coalition de gauche *Ahora Madrid*, Emanuela Carmena en mai 2019. En mai 2019, lors de l'élection de Almeida, c'est la première fois que le parti d'extrême droite *Vox* obtient des sièges au conseil municipal de la capital. Le 28 mai 2023, le *PP* a été réélu, sans grande surprise, avec la majorité absolue à la *Comunidad de Madrid* et à la municipalité.

Figure 13 Carte des 21 arrondissements de Madrid



Les deux terrains qui nous intéressent se situent tous les deux à Madrid. L'un dans le dixième arrondissement de la ville appelé *Latina* et l'autre dans le quinzième appelé *Ciudad Lineal*.

Le quartier de *Latina* se situe au sud-ouest du centre-ville à environ 30 minutes de transport en commun tandis que le quartier de *Ciudad Lineal* au nord-est du centre-ville à environ 15 minutes du centre-ville.

1.2. La Fresque féministe de La Concepción de Ciudad Lineal

La fresque féministe de Ciudad Lineal aussi appelée *Mural de la Concepción* est une grande fresque réalisée sur le mur d'un centre sportif du quartier. Sur cette fresque sont représentées quinze femmes avec des parcours et origines différentes sur 60 mètres de long et 4 mètres de largeur.

Ainsi, de gauche à droite sont représentées :

- Comandanta Ramona, une femme indigène Tzotzil (mayas) et commandante de l'armée Zapatiste de libération national du Chiapas au Mexique. Elle a joué un rôle important dans la défense des droits des femmes indigènes.
- Rosa Parks, femme noire née en Alabama. C'était une activiste afro-américaine et une figure importante du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis notamment pour avoir refusé de céder sa place à un blanc dans un bus de la ville de Montgomery en décembre 1955.
- Gata Cattana de son vrai nom Ana Isabel García Llorente. C'était une rappeuse, poète, féministe et politologue andalouse. Elle est décédée à l'âge de 25 ans en mars 2017 à Madrid.
- Billy Jean King, née en 1943 en Californie, elle est considérée como une des plus grandes joueuses de tennis et une des meilleures sportives de toute l'histoire. Elle a gagné 39 titres de Grand Chelem. Elle a été une activiste pour les droits des femmes et le changement social dans le sport et la société en général. Barack Obama a d'ailleurs salué son rôle dans le sport et dans la lutte pour l'égalité de genre.
- Nina Simone, grande chanteuse, compositrice et pianiste de Jazz/blues américaine. Elle a été une combattante pour les droits civiles des personnes descendantes africaines notamment à travers son art. En protestation contre la guerre du Vietnam et à la suite de l'assassinat de Martin Luther King, elle s'expatrie à la Barbade.
- Liudmila Pavlichenko, ukrainienne, elle a combattu avec l'armée rouge sur le front oriental pendant la seconde guerre mondiale. C'est la première personne soviétique à avoir été reçue à la maison blanche. Elle a notamment participé à parler du rôle de la femme dans les conflits armés.

- kanno Sugako, journaliste anarchiste et féministe japonaise née en 1881, elle a été exécutée par la régime de l'Empereur Meiji en 1911. Elle était accusée d'avoir participé à l'élaboration d'un plan d'assassinat de l'Empereur. Elle est la première femme ayant le statut de prisonnière politique à être exécutée dans l'histoire moderne du Japon.
- Frida Kahlo, peintre mexicaine morte à l'âge de 37 ans en 1954 quelques années après avoir été victime d'un grave accident de bus alors qu'elle souffrait d'une malformation depuis la naissance. Elle a une relation avec le peintre Diego Rivera, relation connu pour être assez libre et la peintre est connue pour avoir entretenu des relations avec d'autres hommes et femmes durant son mariage. Son autoportrait mondialement connu est le premier tableau mexicain à être exposé au Musée du Louvres à Paris.
- Emma Goldman, femme ouvrière née en Lituanie et morte à Toronto. Elle a rejoint les états Unis en 1885 ou elle a travaillé comme ouvrière textile et a rejoint le mouvement ouvrier anarchiste avant d'être expulsée en 1919. Ce n'est qu'en 1970 que des chercheur.e.s anarchistes et féministe ont redoré son blason et grâce à qui elle est désormais considérée comme une figure emblématique du mouvement féministe qui aujourd'hui s'apparenterait à un féminisme intersectionnel.
- Chimamanda Ngozi Adichie, autrice et dramaturge féministe nigériane. Les thèmes qu'elle aborde dans son travail vont du féminisme à l'immigration et du sexisme aux questions raciales. Elle est notamment connue pour son ouvrage « *We Should All Be Feminists* ». Elle milite notamment contre la diffusion d'une seule version de l'histoire écrite par les classes dominantes.
- Valentina Tereshkova, astronaute, femme politique et ingénieure russe née en 1937. C'est la première femme à être allée dans l'espace en 1963.
- Angela Davis est militante, professeure et philosophe marxiste, antiraciste et féministe, américaine. Pendant les années 60, elle a été exclue de l'Université pour sa participation aux Black Panthers et c'est ainsi qu'elle est devenue une icône de la lutte antiraciste et ouvrière.
- Rosa Arauzo, habitante de Ciudad Lineal et activiste féministe LGBTI+. En 2013, elle a reçu le prix *Trece Rosas* du Centre d'études de la femme de Fuenlabrada. Jorge Nuno de Unlogic Crew, groupe d'artiste ayant réalisé la fresque, a notamment déclaré que l'idée

était aussi de représenter le travail invisible de femmes qui ne sont pas très connues et qui ont pourtant joué un rôle important.

- Lucia Sanchez Saornil (1895 – 1970), poète qui a travaillé en tant que téléphoniste et adhérente de la CNT. Elle a fondé la revue *Mujeres libres* en 1936 dont le premier numéro avec comme devise «*No nos interesa recordar el pasado, sino forjar el presente y afrontar el porvenir, con la certidumbre de que en la mujer tiene la Humanidad su reserva suprema, un valor inédito capaz de variar, por la ley de su propia naturaleza, todo el panorama del mundo*»¹⁰.

- Rigoberta Menchú, Guatémalteque née en 1959. Elle est militante et dirigeante indigène, défenseuse des droits de l'homme et ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO. Elle a reçu le prix Nobel de la paix en 1992.

Cette fresque représente une diversité de femmes ayant jouées un rôle dans l'histoire et défend le rôle qu'elles ont eu et le fait que oui, les femmes aussi ont fait les histoire avec marqué « *Las capacidades no dependen tu genero* ». Elle a été réalisée en 2018 après un processus de participation organisée par la mairie de Madrid (cf partie 1). Selon Marisol Mena, l'objectif était de travailler sur la mémoire du quartier et créer quelque chose qui la représentait.

Au début de l'année 2021, cette fresque a été menacée. En effet, en janvier 2021 le conseil municipal de Madrid, repassé à droite depuis 2019, a voté le remplacement de la fresque par une autre qui représenterait des athlètes paralympiques mixtes. C'est le parti d'extrême droite VOX arrivé pour la première fois dans le conseil municipal en 2019, qui a demandé ce changement en raison d'un message politique qui n'avait rien faire sur ce mur. Le dimanche qui a suivi les riverain.e.s se sont mobilisé.e.s et ont manifesté pour montrer leur désaccord contre le verdict et une pétition a été lancée.

Le 23 janvier 2021, c'est Pedro Sanchez, le président du gouvernement qui a fait un tweet pour critiquer la décision de la Mairie et soutenir la fresque.

¹⁰ « Il ne s'agit pas de rappeler le passé, mais de forger le présent et d'affronter l'avenir, avec la certitude que l'humanité possède en la femme sa réserve suprême, une valeur sans précédent capable de changer, par la loi de sa propre nature, tout le panorama du monde. »

Le 22 janvier 2021, c'est Pedro Sanchez, le président du gouvernement à majorité PSOE qui a fait un tweet pour critiquer la décision de la Mairie et soutenir la fresque en disant qu'on ne peut pas effacer la lutte contre les violences faites aux femmes et qu'ils continueront de se battre jusqu'à avoir l'égalité réelle.

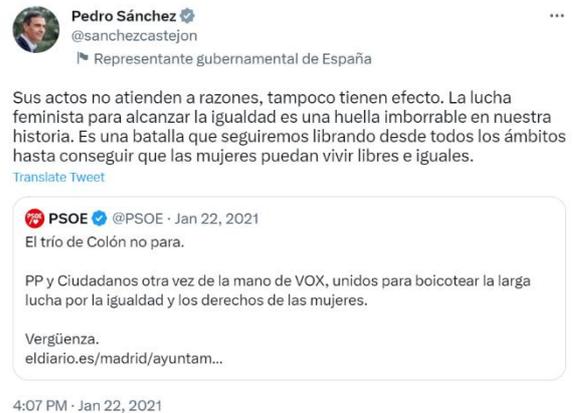


Figure 14 : Capture d'écran tweet Pedro Sanchez

Quelques jours plus tard, le 26 janvier une réunion plénière a été organisée à la suite du dépôt d'une motion de la part de l'opposition anciennement au pouvoir, *Ahora Madrid* pour défendre la fresque de Ciudad Lineal. C'est à ce moment-là que la représentante de *Ciudadanos* à la mairie a changé de position pour finalement accepter que la fresque soit maintenue et a donc bouleversé le vote en faveur de son maintien.

Le 8 mars 2021, la fresque est vandalisée avec notamment de la peinture noire cachant tous les visages des femmes et des mots écrits comme : « *terroristas* » ou « *comunistas* ». Cette attaque a été revendiquée par un groupe d'extrême droite appelé *Revolutio* qui a notamment déclaré « *el feminismo es una de las bestias negras de nuestro tiempo* »¹¹ en expliquant



Figure 15 : Photo UNLOGICREW, 8 mars 2021

défendre les valeurs de la famille et de la tradition. Pour Jorge Muñoz, membre du collectif UNLOGICREW que nous avons interrogé, cette attaque serait directement liée aux différentes prises de parole de *Vox* pendant le débat sur le maintien ou non

de la fresque et ce n'est pas un hasard si c'est le jour de la Journée Internationale des Droits des Femmes de la même année que la fresque a été attaquée. Pour Marisol Mena, à l'époque directrice générale de l'action sur le paysage urbain et le patrimoine culturel à la ville de

¹¹ Le féminisme est la bête noire de notre époque

Madrid a déclaré que c'était un acte purement misogyne. Elle a d'ailleurs participé aux manifestations de soutien à la fresque qui ont eu lieu au moment des premières vandalisations.

En juin 2022, la fresque est encore une fois attaquée avec cette fois des écritures rouges.



Sur la fresques sont tagguées les phrases : « *Muerte al fascismo morado* ¹² » et « *Justicia para los hombres valientes* ¹³ » notamment sur les visages de Rigoberta Menchú, Rosa Parks, Federica Montseny o Frida Kahlo.

Figure 16 : Photo 12 juin 2022, *El mundo.es*

Aujourd'hui et comme on peut le voir sur la photo ci-dessous, la fresque est presque totalement revenue à sa situation d'origine même si une écriture est toujours présente : « *La Violencia Tampoco* » en réponse à la phrase écrite sur la fresque « *Las capacidades no dependen de tu genero* ».



Figure 17 : Photos personnelles, 6 février 2023

¹² Mort au fascisme moral

¹³ Justice pour les hommes courageux

1.3. La calle de la Maestra Justa Freire

La *Calle de la Maestra Justa Freire* fait partie des 52 rues qui se sont vu attribuées de nouveaux noms pour respecter la *Ley de Memoria historica* sous l'égide de la commission de la mémoire historique créée par Manuela Carmena.

Depuis 1969, cette rue portait le nom de *Calle del General Millán Astray*. Entre 2017 et aout 2021: elle devient *Calle Maestra Justa Freire* en l'hommage à la pionnière de l'éducation populaire réprimée par le Franquisme. Au printemps 2021, décision du Juge à la suite du recours de la *Plataforma Millan Astray*. La décision est justifiée par le fait que Millán Astray n'aurait pas participé directement aux activités militaires. Cette décision aurait pu faire l'objet d'une procédure d'appel par le pouvoir municipal mais le conseil municipal à majorité *Partido Popular* n'a décidé de ne pas faire recours.

Ainsi depuis 2021, la rue a repris son nom d'origine soit celui *Calle del General Millán Astray*. A la suite de ce changement, des contestations ont eu lieu. Des associations comme des citoyen.ne.s se sont réuni.e.s dans cette rue pour manifester leur désaccord et c'est à ce moment-là que la Fresque a été réalisée par UNLOGICCREW collectif auteur de la fresque de Ciudad Lineal. Cette fresque représente Justa Freire et a pour objectif de lui rendre hommage malgré la décision officielle de retirer son nom de la rue. Encore aujourd'hui, des voisin.e.s et militant.e.s se mobilisent pour visibiliser le combat de Justa Freire mais aussi visibiliser le changement de nom et tout ce que ça peut représenter. En effet, supprimer le nom de cette professeure c'est oublier le rôle qu'elle a eu pour la démocratie, oublier que



Figure 18 : photos *Plataforma Justa Freire*

les femmes ont joué un rôle dans la rétablissement de la démocratie en Espagne mais surtout qu'aujourd'hui il est préférable de rendre hommage à un militaire ayant participé à la dictature plutôt qu'à une professeure qui s'est battue pour l'école libre et démocratique.

Qui étaient-ils ?	
Général Millan Astray	Maestra Justa Freire
<p>Fondateur de la légion espagnole à Ceuta en 1920</p> <p>Il est nommé Generalissime de Franco en septembre 1936</p> <p>Il est ensuite désigné chef du bureau de la Presse et de la propagande au début de la dictature franquiste</p> <p>En janvier 1937, il crée la <i>Radio Nacional de España</i> puis sera remercié quelques mois plus tard pour propos antisémites</p> <p>Il est connu pour sa phrase devant Unanomo, un écrivain de gauche : "<i>¡Viva la muerte! ¡Muera la inteligencia!</i>"</p> <p>Décès en 1954</p>	<p>Professeure des écoles née en 1896</p> <p>Elle a été pendant toute sa carrière une fervente défenseuse de l'école républicaine</p> <p>Elle a travaillé dans le groupe scolaire « Cervantes » lié à l'ILE (Institucion Libre de Ensenanza)</p> <p>Avant 1936, elle a voyagé en Belgique et en France pour se former sur de nouvelles pédagogie</p> <p>Au début de la guerre civile, elle est missionnée avec notamment André Llorca par le gouvernement d'évacuer les enfants de Madrid à Valence.</p> <p>A la fin de la guerre, elle est arrêtée par les franquistes et jugée en cour martiale. En prison, elle a pris en charge l'école et a notamment été la professeure d'une des <i>Treces Rosas</i></p> <p>A sa sortie de prison, elle est contrainte d'enseigner dans le privée et elle n'a pas le droit d'exercer à Madrid. Elle décède en 1965.</p>

Cette fresque a été vandalisée à plusieurs reprises, jusqu'à être effacée puis refaite par le collectif pour ensuite être encore vandalisée, situation dans laquelle elle est toujours aujourd'hui.

A la différence de la fresque de Ciudad Lineal, cette fresque a été réalisée sans autorisation préalable de la Mairie, qui n'aurait, selon la *Plataforma Justa Freire*, jamais accepté qu'elle soit réalisée. C'est pourquoi la première tentative de le street-artiste Semilla Art 22 a été un échec quand la police est arrivée et que l'artiste s'est fait arrêter. Pour l'artiste, malgré le risque, il lui paraissait important de participer à ce combat car venant de Colombie, le street art est un vrai outil de lutte sociale. Cependant, dans la mesure, où il n'était à l'époque en situation régulière en Espagne c'est le collectif UNLOGICREW qui a décidé de continuer ce qu'avait commencé leur collègue. Ils y sont allés une nuit, en se cachant pour ne pas se faire arrêter. Les artistes ont décidé d'utiliser la même direction artistique que pour la fresque de Ciudad Lineal afin de montrer que les combats étaient liés. La fresque a été vandalisée à plusieurs reprises jusqu'à que la *Plataforma* et le collectif décident de tout recommencer à zéro et d'en refaire une nouvelle, à ce jour encore vandalisée.



Figure 19 : Photo personnelle, mars 2023

Ces deux terrains sont liés par les enjeux qui les habitent, de lutte contre la montée l'extrême droite et de visibilité des femmes dans l'espace public.

Le nom de cette rue oppose deux camps, deux visions très différentes de l'histoire du 20^{ème} Siècle à l'échelle espagnole, deux visions très différentes de société et deux visions qui semblent aujourd'hui irréconciliables.

2. Rapport au terrain et situation de chercheuse

2.1. Découvrir un terrain étranger

Je suis arrivée à Madrid au début du mois de février pour une durée de quatre mois. Je n'avais presque aucun contact sur le terrain à part ma tutrice de stage. J'avais déjà l'idée de travailler sur l'espace public comme lieu de combat entre les différentes mémoires en utilisant la fresque de Ciudad Lineal mais je crois que je n'avais pas saisi à quelle point le volet mémoire allait être important et comment la politique liée à la mémoire du franquisme allait avoir une place importante dans ma réflexion. J'ai dû tenter de m'approprier une histoire qui n'est pas la mienne et que je ne connaissais très peu. En effet, j'ai pris conscience de à quelle point l'histoire de l'Espagne était survolée à l'école. C'est en cours d'espagnol qu'on apprend le plus mais une fois quelques mots sur Franco et sur *Guernica* de Picasso, on ne va pas beaucoup plus loin. Ma rencontre avec des historiens a donc été déterminante pour mieux saisir le conflit mémoriel actuel.

J'avais beaucoup lu sur la fresque mais c'est qu'une fois sur le terrain, quand je me suis rendue devant pour la première fois, que je me suis rendue compte de la taille de l'œuvre et de son emprise dans l'espace public. Également, c'est en arrivant à Madrid que je me suis rendu compte à quelle point la polémique autour de la fresque était connue de tous.te.s ou presque.

Ensuite, il y a eu la barrière de la langue même si elle n'a pas été véritablement une barrière, un terrain dans une langue qu'on maîtrise mais qu'on ne parle pas couramment était un vrai défi pour moi. Même si j'ai été agréablement surprise par ma capacité à rebondir lors d'un entretien, je me suis rendu compte de la complexité à comprendre toutes les nuances dans un discours mais également à nuancer mes propres propos au sein de mes questions.

Ma position de jeune étudiante française a été plutôt favorable car les personnes avaient envie de m'aider mais iels étaient également très content.e.s que quelqu'un venant de France s'intéresse à leur histoire. Cela m'a aidé pour obtenir des contacts de personnes à interroger.

Mon stage a été également très important pour rencontrer des personnes et me plonger dans la vie madrilène. J'ai pu creuser des sujets auxquels je n'aurais pas pensé et rencontrer des personnes que je n'aurais jamais eu l'idée de rencontrer sans ce stage.

2.2. Avoir un point de vue situé : Féministe et chercheuse

L'intérêts pour mes sujets de recherche ont évolué en même temps que mes positions féministes se sont construites. Ainsi, je me reconnais assez bien dans le fait que : « *Adopter le positionnement féministe implique pour les chercheur-e-s d'historiciser leurs objets de recherche, de se situer socialement, et d'admettre que c'est souvent d'abord en raison des contraintes sociales qui pèsent sur leur propre vie qu'ils ou elles formulent leurs problématiques : ce faisant, ils et elles visent à répondre à ce qui est un problème pour eux/elles. Positionner son travail sociologique dans une perspective féministe, c'est dès lors reconnaître et revendiquer qu'il se soit formé à partir d'« expériences en lutte politique »* » [Clair, 2016]

Si mon premier mémoire porte sur les politiques publiques et urbaines qui intègrent la perspective de genre c'est parce j'ai compris que la ville n'était pas organisée et aménagée de manière neutre et qu'elle avait un impact sur les rapports sociaux et donc sur le rapport entre les femmes et les hommes. Comprendre ça a été un premier élément de réponse à des questionnements relatifs à ma propre expérience de la ville.

Quand on commence à s'intéresser à la recherche, la question de la neutralité scientifique se pose mais la réponse m'a toujours paru assez claire. Je ne crois pas en la neutralité scientifique. Non pas qu'il faille abandonner toutes idées d'objectivité en recherche mais qu'il faille nuancer cette idée et surtout accepter la subjectivité comme point de vue tout aussi légitime. Il faut montrer qu'elle peut être utile pour lutter contre « *les injonctions à la rationalité, à l'objectivité et à la neutralité [qui] peuvent s'avérer problématiques dans la construction des savoirs* » [Ruzic, 2022]

Également, penser que le savoir aujourd'hui est neutre et totalement objectif serait oublié que les personnes participants à la construction et au développement de la connaissance sont majoritairement des hommes occidentaux qui ont une subjectivité présentée à tout le

monde comme l'objectivité et comme la connaissance légitime. Cette idée fait penser à ce que dit Gramsci dans *ses cahiers de prison*. Dans ses écrits, il parle de l'idée d'hégémonie et remet en cause la place des intellectuels, au sens large, au sein de la société. Il les qualifie de « *commis des groupes dominants* » qui ne font que s'assurer de l'adhésion en masse des individus, au système dominant. Lire cela nous permet de prendre du recul et de se questionner sur la véritable définition de la neutralité.

Comme pour la mémoire, il faut lutter contre un seul récit et une seule manière de le présenter. Il paraît nécessaire de savoir et d'assumer depuis qu'elle point de vue on s'exprime, pourquoi on le fait et comprendre que l'idée de neutralité n'est qu'un moyen d'éviter la remise cause d'un savoir dominant et élitiste.

3. Les Méthodes d'enquêtes

3.1. Les entretiens

Dans le cadre de la recherche, 7 entretiens ont été réalisés. Ils constitueront la principal matériaux sur lequel j'appuierai mon raisonnement. La principale difficulté de ce travail a été de savoir qui contacter, de parvenir à les contacter et d'avoir des réponses. Le mouvement féministe et mémoriel étant assez vaste, j'ai eu besoin de d'abord faire des entretiens exploratoires que je qualifierai plutôt de discussion pour mieux m'imprégner de l'histoire, du sujet et essayer de saisir les spécificités d'une histoire qui n'est pas la mienne. Là a été la principale source de difficulté pour moi. En effet, l'arrivée sur ce terrain a été très enrichissante pour ne pas dire trop. J'ai eu accès à énormément de nouvelles informations, dans une langue que je maîtrise mais que je ne parle pas couramment et ce qui a été ma principale source de difficulté.

J'ai essayé de contacter par tous les moyens les élu.e.s de Vox, de Ciudadanos ou du Parti Populaire. J'ai également essayé de contacter la *Plataforma Millan Astray* mais je n'ai eu aucune réponses. J'ai également essayé de discuter avec Manuela Carmena qui ne m'a pas répondu.

J'ai réalisé une grille d'entretien vous pouvez voir en Annexe 2, est assez légère. Mon objectif était de laisser parler un maximum la ou les personnes interrogées afin de ne pas

trop influencer ce qu'elles pouvaient me raconter. J'ai également adapté beaucoup de questions en fonction des personnes interrogées et de la structure pour laquelle elles parlaient. Je ne suis pas toujours parvenue à la suivre à la lettre et c'est notamment là où la barrière de la langue s'est le plus ressentie ! Rebondir, répondre de manière pertinente et arriver à interrompre sont des choses que j'ai trouvées plus difficiles que prévu en espagnol notamment quand je me suis retrouvée en entretien avec 4 personnes qui se répondaient entre elles.

J'ai donc réalisé un entretien avec :

- Carlos Diez, historien et représentant de la *Plataforma de Calles Dignas*. Entretien dans un café dans le centre de Madrid le 3 avril 2023
- Jorge Munoz, membre et représentant de UNLOGICREW. Entretien réalisé en visio le 27 février 2023
- SEMILLA ART 21. Entretien réalisé le 14 mars 2023 dans le parc du Retiro
- José Carlos Tobalina, représentant de la *Plataforma de la Maestra Justa Freire*. Entretien réalisé le 22 mars 2023 dans le café du *Palacio de Cibeles*
- Marisol Mena, ancienne directrice General de l'action sur le paysage urbain et le patrimoine culturel à la ville de Madrid. Entretien réalisé en visio le 10 mai 2023
- 4 Membres actives de l'association *La Comuna* dont Rosa García Alcón la présidente. Entretien réalisé le 17 avril 2023 dans un café du quartier de Malasaña
- 4 Membres de l'association *El Sol de la Conce, espacio de las mujeres* de la Concepción / Ciudad Lineal. Entretien réalisé le 13 avril dans les locaux de l'association dans le quartier de Ciudad Lineal

Mon objectif était d'avoir des témoignages de personnes différentes ayant un objectif commun mais ne faisant pas les mêmes choix de mobilisation. Tous les entretiens étaient enregistrés avec l'accord des enquêtés et j'ai pris le moins de notes possible pour que l'entretien soit une vraie discussion. Le fait que ces entretiens ne soient pas dans langue

d'origine m'a obligée d'opter pour une posture « d'écoute active » en tentant de reformuler pour être sûre d'avoir bien saisi la réponse ou « en produisant des effets d'écho » pour que la personne précise sa réponse ou reformule pour que je comprenne. [Morange et Schmoll, 2016]

Les interrogé.es ne sont pas tous.tes anonymisé.es car iels m'ont donné leur accord oral pour être cité.es mais également car ce sont pour la plupart des personnalités publiques qui se sont déjà beaucoup exprimé.es.

3.2. Analyse de la littérature grise et réseaux sociaux

L'analyse de la littérature grise a été également une grande partie du travail. J'ai dû m'imprégner d'une histoire qui n'était pas la mienne et sur laquelle ma connaissance était assez limitée, n'étant pas un thème qu'on aborde à l'école.

J'ai lu beaucoup d'articles de presse notamment de *El Periodico*, *El Pais*, *El Mundo*, *Publico*, *El diario*, *El imperial*

En plus des articles de presse, il était important de voir ce qu'il se passait sur les réseaux sociaux notamment sur *twitter* et *Instagram* afin de voir ce que les différentes parties prenantes des polémiques avaient publiquement déclaré. Les réseaux sociaux ont également été un moyen de contacter des personnes à interroger mais aussi de discuter de manières informelles avec d'autres personnes. J'ai notamment pu discuter avec Ally Calle, descendante de Justa Freire mais aussi Jorge de UNLOGICREW à l'origine des fresques qui m'a donné des précisions tout au long de mon terrain.

3.3. Les interviews « sauvages » / discussions informelles

Mon objectif était aussi d'essayer de savoir ce que les habitant.e.s qu'on ne voit pas dans les associations, qui ne participent pas à la vie du quartier pensent de ces changements, de ces polémiques. Même si iels ne s'impliquent pas, iels sont touché.e.s de plus ou moins près. Je n'ai pas opté pour un questionnaire qui n'aurait pas été très pertinent. Je n'avais pas vraiment la nécessité d'avoir des données quantitatives mon objectif était surtout d'avoir le ressenti général. Il est vrai que j'aurais pu créer un questionnaire avec des

émotions à choisir et d'avoir une tendance général mais en allant sur le terrain et en discutant avec ma tutrice de stage j'ai préféré faire des « interview sauvages » qui m'ont permis de parler d'avoir le ressenti, à chaud, des interrogé.e.s.

J'ai beaucoup aimé cette idée de me poser dans un café, sur un banc et de discuter avec les passant.e.s en leur expliquant mon travail. Ce sont des personnes avec qui je n'aurais pas pu faire d'entretien à proprement parlé mais qui ont pu me livrer en parfois quelques minutes des informations pertinentes sur la vision qu'elles avaient du terrain. Pour ma part, cela m'a aussi permis d'être plus à l'aise, dans un contexte moins officiel, pour parler espagnol.

Rapide historique depuis 1931

14 avril 1931 : Proclamation de la Seconde République Espagnole

17 juillet 1936 – 1 avril 1939 : Guerre Civile espagnole entre les républicains et les nationalistes à la suite d'une tentative de coup d'Etat militaire et nationaliste après la victoire du *frente popular* aux élections du parlement espagnol.

- **18 juillet 1936** : le Général Francisco Franco prononce, depuis le Maroc, un *pronunciamento*¹ contre le nouveau gouvernement.
- **1^{er} avril 1939** : Victoire nationaliste et franquiste de la guerre civile

1^{er} avril 1939 – 20 novembre 1975 : Etablissement de 36 ans de dictature franquiste appelée « Etat Espagnol » dirigé par Franco nommé le *Caudillo*¹

- **20 novembre 1975** : Mort de Franco qui sonne le début de la transition démocratique

1975 – 1982 : Transition démocratique

- **Novembre 1975** : Couronnement de Juan Carlos
- **Juillet 1976** : Adolfo Suarez devient président du gouvernement
- **1977** : Légalisation du PSOE et du PCE et signature de la loi d'Amnistie
- **Début année 80** : *MOVIDA* : mouvement culturelle de la jeunesse espagnole après la mort du dictateur portée par le désir d'une démocratie. « *Esta noche todo el mundo a la calle* », réelle volonté de la jeunesse de se réapproprier la rue.
- **23 février 1981** : Tentative de coup d'Etat par des officiers de la Guardia Civil
- **Octobre 1982** : Victoire du PSOE et de Felipe Gonzalez aux élections générales

1983 : Création de *El instituto de las mujeres*¹ afin de promouvoir l'égalité et la participation des femmes dans la vie politique, culturelle, économique et sociale

1990– 2000 : Naissance du mouvement mémoriel espagnol

Chapitre 3 : Mémoire et histoire : objet de luttes sociales au sein de l'espace public

1. La mémoire : une construction sociale

1.1. Définition sociologique de la mémoire

Parler de mémoire, c'est faire allusion à un processus social dans lequel sont condensés l'histoire, le temps, l'espace, les relations sociales, le pouvoir, la subjectivité, les pratiques sociales, les conflits ainsi que la permanence des choses ou leurs transformations. L'acte de se souvenir est un sujet de réflexion depuis l'antiquité. A cette époque, les philosophes grecs essayaient de comprendre comment un événement passé pouvait survivre sous forme de traces, d'empreintes, sur les murs ou sur des sujets [Ricoeur, 2000]

Halbwachs quant à lui a jeté les bases de la mémoire collective et a étudié comment elle s'articule socialement. Selon lui, la mémoire n'est qu'un artifice social qui se constitue et se reproduit dans des groupes limités dans l'espace mais également dans le temps (familles, groupes religieux ou classes sociales). La mémoire est un produit de la société et joue par conséquent un rôle crucial dans la reproduction sociale. [Halbwachs, 2004]

Cette mémoire collective est une synthèse de différentes mémoires individuelles. Dans la mesure où celle-ci se diffuse dans un groupe limité, elle ne peut pas parfaitement coller avec toutes les mémoires individuelles.

« Le passage de l'individuel au collectif nécessite tout un travail de sélection qui privilégie certains aspects du passé au détriment des autres. Ce travail de sélection est réalisé par des gens qui parlent au nom de leur groupe d'appartenance. Les sociologues appellent ces individus des 'entrepreneurs de mémoire' » [Noiriel, 2004]

Ces entrepreneur.euse.s de mémoire font souvent parti.e.s de groupes dominants et leurs propre mémoires individuelles prend souvent le dessus au moment de la synthèse de ces mémoires pour la construction du récit collectif.

Il y a finalement autant de mémoires collectives que de groupes sociaux. [Halbawks, 2004]. Seulement, au moment où un récit national doit être avancé c'est la mémoire collective des catégories sociales supérieures et donc dominantes qui prendra le dessus. En effet, le travail de sélection est réalisé par ces entrepreneur.euse.s de mémoires qui « *parlent au nom de leur groupe d'appartenance* » [Noiriel, 2004]

Ces entrepreneur.euse.s de mémoire permettent que « *[des] souvenirs disparates, souvent flous, voire confus, que chaque membre d'un groupe a gardé d'un passé commun deviennent plus homogènes, acquièrent une visibilité dans l'espace public. Ce travail vise à conforter l'identité collective du groupe, le plus souvent contre des entreprises mémorielles concurrentes.* » [Noiriel, 2004] Selon Habermas, « *l'espace public n'est en réalité que l'espace intérêts de la bourgeoisie.* » [Fonseca, 2015] Nous considérons alors la mémoire comme une forme d'action ou de pratique sociale, politique et culturelle, construite symboliquement et dotée d'un caractère interprétatif et relationnel. La mémoire, ainsi comprise, constitue une action sociale d'interprétation du passé qui se déroule continuellement dans le présent et qui a des effets concrets sur la construction des réalités au sein de la société et par extension dans nos villes et leurs espaces publics.

1.2. Mémoire et espace : Quelles relations ?

Nous l'avons vu, le genre est une construction sociale qui a eu un impact dans les relations de domination des hommes sur les femmes avec la construction de normes et de récits réducteurs pour les individus dits « femmes ». Au cours de l'histoire, l'une de ces normes, était, l'invisibilisation des femmes, notamment dans l'espace public. Pendant que les hommes prenaient des décisions politiques et s'exposaient dans l'espace public, les femmes restaient quant à elles dans la sphère privée. Ainsi, cela a engendré une « ville faite par et pour les hommes » [Raibaud, 2015] et cela nous mène à comprendre que la construction sociale dont les questions de genre ont été l'objet a impactée la production de nos espaces publics. Aujourd'hui, certains géographes parlent de « production de l'espace » : « *Ce vocable exprime l'idée que l'espace géographique, en tant que réalité terrestre et que sa représentation psycho-sociale, ne constitue pas un donné naturel, mais, comme le temps, une réalisation collective des sociétés* » [Di Méo, 2003]. L'idée est ici de montrer que l'espace est produit par des dynamiques sociales et donc que celui-ci reflète des valeurs et

normes définies par la société dans laquelle il évolue, c'est un refus de naturalisation de l'espace. [Ibid,2003]

La sociologue Virginia Low, dans son ouvrage intitulé « Sociologie de l'espace » publié en 2015 rejoint cette idée en proposant une théorie sociologique de la construction de l'espace. Selon l'auteur, « *Il n'existe pas de social en dehors de l'espace [...] L'espace est constitué en tant que synthèse de biens sociaux, d'autres êtres humains et de lieux, sous forme de représentations, par la perception et la remémoration, mais aussi dans le spacing, par le placement (construction, arpentage, édification) de ces biens et de ces personnes à certains lieux, en relation avec d'autres biens et personnes* ». Low explique alors que l'espace et les lieux ne sont que des objets permettant la représentation de l'espace social dans sa définition bourdieusienne soit des relations sociales de pouvoir d'une société. L'espace social étant hiérarchisé en fonction de la classe, de l'âge, de la race ou du genre des individus, il semble logique que l'espace public, en étant un réceptacle de ces normes sociales, devienne produit de celles-ci et donc que sa production respecte ces normes définies. Low explique également que l'espace est un outil pour la remémoration. Dans la remémoration, on pense à la mémoire et donc aux souvenirs. Si, comme le dit Low, l'espace permet une représentation des biens sociaux notamment par la remémoration, on peut aisément faire le lien entre espace public et mémoire. De plus, dans la continuité de cette idée, l'espace social est hiérarchisé et par conséquent généré. Un système de domination s'est alors installé. Ainsi, l'espace en tant qu'objet de représentation, n'est que le prolongement de ce processus de domination patriarcale. Cette domination, en passant par l'invisibilisation des femmes, a engendré un oubli de celles-ci et donc une disparition au sein du processus de remémoration dans l'aménagement de espaces publics. C'est pourquoi, ces éléments participent à ce qu'on appelle la dimension spatiale des rapports sociaux.

Une société a une histoire qui engendre par conséquent la nécessité d'une mémoire collective ou non. Cette mémoire historique fait partie de chacun des individus et se transmet entre les générations. Si nous reprenons l'idée de la dimension spatiale des rapports sociaux et que nous affirmons que la mémoire est un processus qui fonctionne et se transmet dans un espace social alors cette mémoire se répercute logiquement dans l'espace public.

La transmission de cette mémoire nécessite la naissance de lieu permettant la remémoration et donc le devoir de mémoire. Ainsi, si, au cours de l'histoire, les femmes ont été invisibilisées dans l'espace public, c'est en partie parce qu'elles sont, à la base, exclues de cette mémoire. Ainsi, nous nous accordons particulièrement avec cette analyse du lien entre mémoire et espace que fait Edith Kuri Pineda, sociologue mexicaine : *“El nexa entre memoria y espacio constituye una veta de exploración teórica de insoslayable relevancia para el pensamiento sociológico a partir de una premisa seminal: toda memoria es una construcción social y espaciotemporal erigida en la vida cotidiana, en el seno de diversos ámbitos de interacción subjetiva y en diferentes espacios, los cuales, a su vez, son producto de la relacionalidad social, al tiempo que inciden en los propios lazos sociales.”*¹⁴ [E. Kuri Pineda, 2017]

2. Histoire et la mémoire en Espagne

Le processus mémoriel espagnol est assez différent de celui français. Paradoxalement, ce processus de gestion du récit national et de mémoire collective est majoritairement passé par l'oubli. Eduardo González Calleja, un historien madrilène parle « *d'amnésie sociale* », d'autres historiens parlent de « *stratégie de dissimulation* ». On passe d'un refus total de mémoire pendant les 40 années de dictature à un oubli total de ce qu'il s'est passé à la fin de celle-ci puis on arrive progressivement à récupération partielle de la mémoire entraînant des fortes inégalités de traitements des différentes mémoires individuelles.

Cette amnésie sociale a engendré ce qu'on pourrait appeler une *amnésie spatiale*. En sciences cognitives, on définit la mémoire spatiale par la partie de la mémoire et du cerveau qui permet aux individus de se repérer et de se déplacer dans l'espace. Ici, par amnésie spatiale on entend l'impact que peut avoir le récit mémoriel sur l'espace et le rapport des individus à cet espace. L'idée est de voir comment ces processus d'oubli ont engendré une

¹⁴ « Le lien entre la mémoire et l'espace constitue un axe d'exploration théorique incontournable pour la pensée sociologique qui repose sur un postulat fondateur : toute mémoire est une construction sociale et spatio-temporelle érigée dans la vie quotidienne, dans différentes sphères d'interaction subjective et dans différents espaces qui, à leur tour, sont le produit de la relation sociale, tout en influençant les liens sociaux eux-mêmes ».

suppression de cette mémoire collective qui aurait dû se retranscrire dans l'espace, mais qui, du fait de cette amnésie sociale a engendré une *amnésie spatiale* soit une perte de mémoire spatiale.

2.1. La loi d'Amnistie de 1977

La loi d'amnistie est une loi promulguée le 15 octobre 1977 qui annule toute possibilité de poursuivre en justice les crimes franquistes commis pendant les 40 ans de dictature. L'objectif de cette loi était de construire une réconciliation nationale afin d'aider la transition démocratique enclenchée depuis la mort du dictateur Franco le 20 novembre 1975.

Au premier abord, on pourrait avoir l'impression qu'un réel consensus était présent à l'échelle nationale sur la question de l'Amnistie. A droite comme à gauche, tout le monde voulait cette loi, des manifestations ont eu lieu pour la demander « *En la calle, gritábamos « Amnistía, Libertad ! », en este año* »¹⁵ me disait l'historien Carlos Diez.

Cependant, même si en apparence cette Amnistie apparaissant comme la solution pour la transition démocratique de l'Espagne. En parlant d'amnistie, Paul Ricoeur parle « *d'oubli commandé* » qui permettrait « *la réconciliation entre citoyens ennemis* ». L'enjeu est ici de comprendre qui est à l'origine de cette amnésie collective et finalement de comprendre que cette loi à tenter de réconcilier deux camps, deux visions qui paraissent, aujourd'hui comme hier, irréconciliables. Finalement il y aurait eu une fabrication du consensus créant un leurre de réconciliation entre deux positions beaucoup trop éloignées. Voilà ce que m'expliquait un des membres de la *Plataforma de la Maestra Justa Freire*.

Comme l'explique Chantal Mouffe, les personnes au pouvoir ont en quelques sortes fait de la « *post politique* », elle définit le terme comme une dépolitisation du débat qui engendre la fabrique d'un consensus qui ne devrait pas exister. En effet, en politique le consensus est par principe impossible, c'est au contraire ce qui permet de penser les antagonismes et donc qui sont source de conflit. Cette dépolitisation engendrée par la loi a contraint les

¹⁵ Cette année-là, on était dans la rue et on criait « Amnistie, liberté ! »

citoyen.ne.s a oublié la multiplicité des enjeux présents à ce moment, leur vision a été comme manipulée par les franquistes voulant éviter à tout prix la justice transitionnelle.

Cette loi d'Amnistie a engendré la création d'une mémoire collective basée sur l'oubli de la majorité des mémoires individuelles et sur la sélection de certaines bien particulières. Pour Carlos Diez, la transition a été organisée depuis le pouvoir, depuis le franquisme qui a posé ses propres conditions. Pour lui, c'est le point de départ du problème mémoriel espagnol. Il voit ça comme un piège tendu par les franquistes. Dans les années 1970, la priorité de la Gauche était de libérer les prisonniers politiques car ils étaient très nombreux. Selon lui, les partis de gauches ne se sont pas rendu compte que cela signifiait renoncer à tout jugement contre les franquistes d'autant plus que les prisonniers de ETA ont également été libérés et que c'est d'eux que sont partis les partis d'extrêmes – droites.

L'entretien avec l'association *La Comuna* engendre le même constat, la sensation que toutes ces personnes aujourd'hui qui sont des militant.e.s pour une récupération de la mémoire sont ceux qui avaient manifesté.e.s pour demander l'Amnistie. La sensation que tout ne leur avait pas été dit et qu'ils se sont fait.es piégé.e.s en pensant accéder à la liberté et à un renouveau démocratique. Désormais, iels considèrent la loi de 1977 comme la "*ley de punto final y bueno, fue la que marcó el borrado, la amnesia*".¹⁶

On l'aura compris, cette amnistie peut être considérée comme un « *oubli commandé* » si on reprend les mots de Ricoeur. Qui veut dire oubli commandé veut aussi dire sélection de ce que l'on garde en mémoire. J'aimerais alors qu'on s'arrête sur un sujet qui, pour une fois, n'a pas fait l'objet d'oubli, ni de suppression de l'histoire, ce sont les femmes ou plutôt leurs actes.

Après la divulgation de la loi d'amnistie et alors que les prisonniers politiques étaient libérés des prisons, plus de 300 femmes purgeaient leur peine et n'ont pas été libérées. Ces femmes avaient commis des crimes dits « de femmes » comme l'adultère, la prostitution ou l'avortement (dépenalisé en 1985). Ces crimes n'ont pas été inclus dans la loi d'Amnistie particulièrement car il s'agissait de revendications du mouvement féministe. Voilà ce que m'ont appris les femmes de *La Comuna*. Oublier les crimes de guerre, oui, mais ne pas

¹⁶ Loi du point final qui a donc marqué l'effacement et l'amnésie.

oublier que certaines femmes ont essayé de prendre leurs propres décisions, d'être libres. On oublie les femmes quand ça arrange le système ! Les enfermer, les juger, oui mais leur rendre hommage, sûrement pas.

2.2. La Ley de Memoria histórica de 2007

Cette loi a reçu un accueil assez ambivalent tant du côté politique que citoyen. Lors des débats, le consensus a été difficile à obtenir. Cette loi avait pour objectif de permettre de prendre en compte et de donner réparation aux personnes persécutées et victimes de la guerre civile puis de la dictature franquiste. Seulement, pour certain.e.s, cette loi ne va pas assez loin et n'est pas assez engagée avec notamment les partis de gauches qui ont considéré qu'« *il n'y avait pas de condamnation claire et sans équivoque du franquisme* », le problème étant notamment que toutes les victimes soient concernées par cette réhabilitation sans distinction de camps. [Gonzalez Calleja, 2013]

Également, certain.e.s citoyen.ne.s ont pu voir comme une « *privatisation de la mémoire* » en laissant le rôle de réhabilitation et de réparation à des associations et familles préalablement déclarées. En effet, la loi prévoit qu'une entité publique se charge du travail de mémoire. [Ibid,2013] On pourrait voir dans ce processus un moyen inconscient de laisser le droit de réparation et le droit de mémoire qu'à une petite partie de mémoires individuelles qui seront ensuite utilisées pour la construction d'une mémoire collective biaisée car portée par un seul et même groupe.

De plus, cette loi n'annule pas la loi d'Amnistie de 1977 ce qui ralentit son efficacité. En effet, les crimes franquistes restent prescrits donc sans possibilité de jugement et donc de réparation par une justice transitionnelle ou réparatrice. La loi de 2007, même si elle reste une avancée dans la reconnaissance des actes franquistes, celle-ci ne met pas de point final à la loi d'amnistie et donc ne met pas fin à cette amnésie collective.

Comment avoir réparation et réhabilitation sans justice ? C'est notamment le point le plus important de cette question de mémoire et ce que les associations que j'ai interrogées se demandent. L'idée d'une mémoire sans justice paraît insipide et inutile car comment

envisager une reconstruction sans statut de victime, comment avoir un réel statut de victime sans jugement et désignation d'un coupable ?

“Nosotros lo que hacemos y lo que intentemos hacer es primero conseguir la justicia para que sean juzgados tanto todos los cargos franquistas, los torturadores franquistas, los responsables de la represión.”¹⁷ Voilà, ce que m'ont confié les femmes de *La Comuna* que j'ai interrogées. Comment juger avec la prescription ? C'est impossible et c'est cela qui bloque et qui peut rendre cette loi incomplète voire inutile.

Odette Martinez professeure espagnole née en France, s'est demandé après la parution de la loi « *Comment l'humiliation de l'oubli a-t-elle pu perdurer après la mort du dictateur ?* ». Cela voudrait-il dire que l'humiliation de l'oubli s'est arrêtée pour donner suite à la loi de 2007 ?

Cette loi, certes a eu certaines vertus mais continue à perpétuer un récit écrit depuis la mémoire sélective d'une quantité réduite d'individus.

Une question se pose alors ou sont les femmes dans cette loi ? Comment l'humiliation de l'oubli a-t-elle pu perdurer pour les femmes, une fois la *ley de memoria historica* mise en place ?

Toutes les personnes expliquent que leur travail de mémoire n'est pas une volonté de « réveiller les démons du passé » mais une réelle nécessité de préparer « un futur plus clair » comme l'a dit Odette Martinez. Il paraît ici difficile de préparer un futur plus clair sans parler des femmes ou minorités de genre qui ont particulièrement souffert du fait de leurs statuts.

Au même moment, une loi sur l'Égalité effective entre les femmes et les hommes se préparait : *Ley Orgánica 3/2007 de Igualdad efectiva entre Hombres y Mujeres en España* avec son article 31 parle particulièrement de l'aménagement des territoires et des politiques urbaines.

¹⁷ « Ce que nous faisons et ce que nous essayons de faire, c'est tout d'abord d'obtenir justice pour que tous les accusés franquistes, les tortionnaires franquistes, les responsables de la répression, soient jugés. »

Artículo 31. Políticas urbanas, de ordenación territorial y vivienda.

1. Las políticas y planes de las Administraciones públicas en materia de acceso a la vivienda incluirán medidas destinadas a hacer efectivo el principio de igualdad entre mujeres y hombres.

Del mismo modo, las políticas urbanas y de ordenación del territorio tomarán en consideración las necesidades de los distintos grupos sociales y de los diversos tipos de estructuras familiares, y favorecerán el acceso en condiciones de igualdad a los distintos servicios e infraestructuras urbanas.

2. El Gobierno, en el ámbito de sus competencias, fomentará el acceso a la vivienda de las mujeres en situación de necesidad o en riesgo de exclusión, y de las que hayan sido víctimas de la violencia de género, en especial cuando, en ambos casos, tengan hijos menores exclusivamente a su cargo.

3. Las Administraciones públicas tendrán en cuenta en el diseño de la ciudad, en las políticas urbanas, en la definición y ejecución del planeamiento urbanístico, la perspectiva de género, utilizando para ello, especialmente, mecanismos e instrumentos que fomenten y favorezcan la participación ciudadana y la transparencia.

Figure 20 : Capture d'écran, Site Web Gouvernement Espagnol

Le fait que aucun lien ne soit fait entre ces deux lois pourtant promulguées dans un temps très proche montre une certaine dépolitisation des enjeux d'inégalités de genre dans la mémoire et de leurs représentation dans la ville. Le fait qu'on ne mentionne pas les femmes dans la *Ley de memoria histórica* montre qu'on oublie ce qu'elles ont pu vivre, ce qu'elles ont pu faire et que même quand on pense à ces inégalités on oublie qu'on les a oubliées. C'est ne pas penser que la réparation des préjudices et violences subies par les femmes est l'un des éléments importants d'une société plus égalitaire et par conséquent de villes plus égalitaires

2.3. La Ley de Memoria democrática de 2022

Ce n'est qu'en octobre 2022, dans le cadre de la nouvelle loi mémorielle que les femmes ont été reconnues comme des victimes à part entière du franquisme et qu'elles ont eu droit des articles dédiés au sein de la loi.

Artículo 11. Reconocimiento de la memoria democrática de las mujeres.

1. Las administraciones públicas adoptarán las medidas y actuaciones necesarias para el reconocimiento del papel activo de las mujeres en la vida intelectual y política, en la promoción, avance y defensa de los valores democráticos y los derechos fundamentales.

2. Las administraciones públicas adoptarán las medidas y acciones necesarias para la difusión y conocimiento de las limitaciones y discriminaciones educativas, económicas, sociales y culturales que las mujeres soportaron específicamente durante la guerra y la dictadura y para reconocer a aquellas que las sufrieron.

3. Las administraciones públicas adoptarán las medidas necesarias para reparar las formas especiales de represión o violencia de cualquier tipo sufrida por las mujeres como consecuencia de su actividad pública, política, sindical o intelectual, durante la Guerra y la Dictadura, o como madres, compañeras o hijas de represaliados o asesinados. Igualmente, se llevarán a cabo actuaciones de reconocimiento y reparación de las mujeres que durante la Guerra y la Dictadura sufrieron privación de libertad u otras penas como consecuencia de los delitos de adulterio e interrupción voluntaria del embarazo.

Figure 21 : Capture d'écran de l'article 11 de la loi de *Ley Democratica* de 2022

En esas luchas y sufrimientos las mujeres españolas desempeñaron un papel singular, por ser sujetos activos en la vida intelectual, profesional, política y sindical de nuestro país. Durante la guerra y la dictadura, las mujeres sufrieron humillaciones, vejaciones, violaciones, persecución, violencia o castigos por su actividad pública o política, por el mero hecho de ser mujeres o por haber sido madres, compañeras o hijas de perseguidos, represaliados o asesinados. Asimismo, y en diferentes momentos de la historia, fueron represaliadas por haber intentado ejercer su derecho al libre desarrollo personal y haber transgredido los límites de la feminidad tradicional. Por tanto, en la promoción y transmisión del conocimiento ha de recogerse su contribución a la memoria democrática.

Merece especial mención el hecho de que esta ley incluya entre las víctimas a las niñas y niños sustraídos y adoptados sin el legítimo y libre consentimiento de sus progenitores como consecuencia de la Guerra y la Dictadura, así como a sus progenitores, progenitoras, hermanos y hermanas. Esta práctica constituyó una especial forma de represión contra las mujeres de muy larga duración y en distintas manifestaciones. Si inicialmente se trató de una motivación política que tuvo como víctimas a los hijos de las presas políticas, auspiciada por el régimen franquista siguiendo la ideología de pureza racial, posteriormente se manifestaría en una forma de represión ideológica, moral, religiosa y de género que se cebó con las mujeres más vulnerables de la sociedad, como eran las madres de familia numerosa, mujeres pobres o solteras. Y, finalmente, este fenómeno se prolongaría a lo largo de décadas con propósitos económicos o de distinta naturaleza. Dada su extensión y complejidad, el necesario tratamiento integral que merece este fenómeno desborda tanto el ámbito temporal de esta ley como su objeto, a pesar de lo cual se les incluye en las medidas que esta ley contempla para las víctimas.

Figure 22 : Capture d'écran du projet de loi du 20 juillet 2021

La capture d'écran ci-dessus du projet de la nouvelle loi, montre que l'objectif était de prendre en compte ce qu'ont vécu les femmes du fait de leur genre et de leur place qu'on leur a imposé dans la société.

Tout au long de la dictature, il existait des crimes spécifiques attribués aux femmes à cause du simple fait d'être une femme mais elle n'avait jamais eu de réparation propre à leur condition. Cette loi est un premier pas vers une reconnaissance des femmes victimes. Une première prise de conscience de la souffrance singulière que les femmes ont pu ressentir et ressentent encore. Les femmes de *La Comuna* ont d'ailleurs mentionné une chose. L'idée que bien que les hommes aient été libéré de prison les femmes, elles même si elles ne sont pas toutes allées en prison, sont en prison pour toutes leur vie. Sans justice, sans vérité dévoilée. Les viols, les vols de bébés de femmes républicaines, l'assassinat des époux mettant en précarité financière toute la famille.

Emilio Silvia, président de l'association pour la récupération de la mémoire historique (ARHM) est en profond désaccord avec cette nouvelle loi. Pour lui, même si c'est une avancée de recenser les victimes, il faudrait pouvoir recenser les coupables.

La loi de 2007 devait interdire les monuments et rue rendant hommages au franquisme mais Emilio Silva dit «*Esta ley ha atravesado 15 años hasta llegar a la actualidad, y hoy en día en España hay miles de placas franquistas en iglesias, ayuntamientos, calles*»¹⁸.

¹⁸ Cette loi a traversé 15 ans jusqu'à arriver dans l'actualité. Aujourd'hui, en Espagne, il y a des milliers plaques franquistes dans les églises, mairies et rues

Faire des lois c'est bien, mais les faire respecter c'est mieux. C'est ça qui n'a pas été fait pendant 15 ans depuis 2007 et c'est ça qui engendre un manque de confiance en cette nouvelle loi de 2022. Également, cette loi ne met pas fin à l'Amnistie et comme me l'ont bien précisé les femme de *La Comuna*, il ne peut avoir de justice sans procès, sans coupable désigné.

Emilio Silva a dit dans une interview : “*LOS GOBIERNOS DE ESTE PAÍS Y LAS ÉLITES HAN CREADO UNA CULTURA POLÍTICA QUE NO PERMITE HOMENAJEAR A LAS VÍCTIMAS*”¹⁹ alors même si des améliorations sont là avec la nouvelle loi, il manque une réelle volonté politique de raconter et visibiliser les récits individuels oubliés depuis des dizaines d'années. En ne mentionnant, ni les bourreaux, ni le rôle déterminant de l'Eglise catholique dans le régime franquiste, le processus de récupération mémorielle reste partiel et inégalitaire. On ne peut alors rendre justice avec une réparation des victimes qui restent alors au second plan quand en plus l'espace public rend encore et toujours hommage à ces coupables qui ne sont pas officiellement reconnus.

3. La récupération mémorielle : Une lutte à plusieurs échelles

3.1. Une guerre mémorielle institutionnelle et politique

3.1.1. Un combat idéologique pour une hégémonie mémorielle

Quand on écoute Emilio Silva dire que ce sont les politiques et les élites qui ont créé de toutes pièces un contexte mettant fin à toute opportunité d'hommage aux victimes, on entend Gramsci qui écrit dans ses *Cahiers de Prison* sur la question de l'hégémonie de l'Etat et du concept qu'il développe d'« Etat intégral ». Selon lui, l'hégémonie est créée par la réunion entre « la société politique et civile » qui construisent l'Etat Intégral soit entre l'Etat de coercition qui positionne les individus dans un cercle vicieux en créant l'adhésion et les élites. Les bourgeois.e.s présent.e.s dans les lieux au sein desquels peuvent avoir lieu

¹⁹ Les gouvernement de ce pays et les élites ont créé une culture politique qui ne permet pas de rendre hommage aux victimes

la discussion et le débat soit la société civile permettent ainsi la fabrique du consentement et par conséquent l'hégémonie en créant « *l'unité intellectuelle et morale* ».

En utilisant cette base, on peut essayer de montrer comment la gestion du processus mémoriel en Espagne peut être apparentée à la construction d'une hégémonie mémorielle. C'est dans le chapitre « *Guerre de mouvement et de position* » que Gramsci développe ces idées. On peut ainsi faire un parallèle avec la guerre culturelle que peut-être le combat mémoriel dans l'espace public mené en Espagne et particulièrement à Madrid.

Depuis la fin de la dictature, tout le processus mémoriel a construit un discours hégémonique avec comme objectif politique d'asseoir un pouvoir et de créer une démocratie basée sur l'oubli.

Toute une entreprise mémorielle s'est mise en place depuis la loi d'Amnistie de 1977 qui a commencé cette fabrication du consentement. Le pacte de l'oubli a engendré une domination sociale. Pour asseoir une domination et organiser l'Etat, la classe dominante a produit, éduqué, mis en place un système de production d'intellectuel.le.s pour jouer un rôle de persuasion des citoyen.ne.s et faire accepter l'amnistie grâce à l'Etat coercitif.

Walter Benjamin a une réflexion plutôt similaire à Gramsci sur la question de l'histoire laissée à la main des élites et il explique que l'histoire devrait être racontée non pas par les vainqueurs mais bien par les vaincu.e.s.

Cette hégémonie mémorielle mise en place insidieusement par les vainqueurs avec ce processus mémoriel basé sur l'oubli de toute une partie des mémoires individuelles engendre par conséquent un oubli de qui sont les vrais coupables. Cela laisse de la place à l'extrême-droite pour revenir progressivement dans le paysage politique en faisant accepter à l'opinion publique ses idées ou en tous en imposant des nouvelles thématiques dans le débat qui aurait auparavant été définies comme inacceptables. En théorie du discours, cette stratégie s'appelle « *L'ouverture de la fenêtre d'Overton* ».

Plus le temps passe plus l'oubli devient, pour les politiques et élites, confortable car un moyen de maintenir un ordre social. Ainsi, le manque de volonté politique d'appliquer strictement les lois mémorielles aide à la perpétuation de cette hégémonie mémorielle.

L'augmentation du prix des amendes pour vandalisation à Madrid est un moyen de l'Etat coercitif pour engager une répression contre celles et ceux qui voudraient visibiliser des

éléments contraire au récit hégémonique. En effet, en 2019, la Mairie de Madrid a voté une loi contre le vandalisme en augmentant les amendes. Auparavant, elles s'élevaient à un montant de 200 à 600 euros, aujourd'hui cela va de 2000 à 3000 euros, de quoi dissuader les street artistes à peindre sans autorisation. Cependant, aujourd'hui, la peur de recevoir une amende étant plus forte, on se retrouve avec des tags de haine qui ne peuvent être nettoyés car les artistes craignent la police. C'est la raison pour laquelle, pour le moment, UNLOGICREW n'a pas nettoyé la fresque de la *Maestra Justa Freire* et qu'il y a toujours



Figure 23 : photo prise le 17 mars 2023

écrit « *La violencia Tampoco* » sur la fresque du quartier de Ciudad Lineal. Pour nettoyer, il faudrait qu'ils y aillent la nuit et faisant attention à ne pas se faire voir de la police.

Le 17 mars 2023, la station de *Cercanias*²⁰ « *Fanjul* » du quartier de Latina, proche de la *Calle Maestra Justa Freire* devient « *Maestra Justa Freire- Polideportivo Aluche* ».

Le ministère des transports, de la mobilité et de l'agenda urbain (qui a les compétences pour nommer les stations de *Cercanias*) a déclaré : « *La nueva denominación supone un reconocimiento a Justa Freire, para resaltar el importante papel desempeñado por las mujeres en la historia académica de nuestro país.*²¹ » et le nom de *Aluche* est choisi à la suite d'un processus participatif qui avait eu pour conclusion la volonté de la population d'avoir une référence géographique dans le nom de cet station de train. Ce changement de nom a également lieu afin d'appliquer la *Ley de Memoria Democrática* de 2022 afin de supprimer le nom *Fanjul* qui a joué un rôle dans le *pronunciamento* prononcé par Franco et ayant entraîné la guerre civile en juillet 1936. Depuis le début de la dictature, il avait une rue à son nom qui a fait partie des 52 d'odonymes changés par la Mairie de Manuela Carmena en 2017. On ne peut s'empêcher de voir dans cet « femmage » à Justa Freire une réponse à la suppression de son nom de la rue quelques années plus tôt. Le gouvernement étant du parti socialiste espagnol et la Mairie de Madrid étant du Parti populaire, ce

²⁰ Train urbain de la communauté urbaine de Madrid

²¹ « Cette nouvelle dénomination permet la reconnaissance de Justa Freire afin de mettre en lumière le rôle important qu'elle a joué pour les femmes dans l'histoire académique de notre pays »

changement de nom était une manière de montrer son désaccord avec cette décision et de visibiliser la professeure et son combat dans l'espace public.

Lors de notre entretien, l'historien et membre de la *Plataforma de calles dignas* Carlos Diez, m'a expliqué que selon lui Manuela Carmena avait commis une erreur dans le processus de changement de nom. Pas sur le fond mais sur la forme. En effet, il pense qu'elle n'aurait pas dû se servir de la loi sur la mémoire de 2007 mais qu'elle aurait dû imposer le changement nom, la municipalité ayant les compétences pour faire cela. Selon lui, cela aurait empêché la *Plataforma Millan Astray* de faire appel à la décision en Justice en utilisant l'argument : « qu'honorer le créateur de la légion n'est en aucun cas un non-respect de la *Ley de memoria histórica*. » Cependant, je me demande si Manuela Carmena n'aurait pas eu plus de mal à faire passer son idée sans utiliser la mémoire historique. On l'aurait traitée de « féministe extrémiste », on aurait délégitimé son action et je pense que beaucoup aurait fait du *Mansplaining* en lui expliquant pourquoi cette idée était inutile et en lui répétant qu'il y a des combats plus importants pour promouvoir l'égalité. Également, je trouve intéressant qu'un homme blanc plutôt privilégié critique la façon de faire de Manuela Carmena. Je pense que si Manuela Carmena avait été un homme, elle aurait peut-être imposé sans penser qu'il était nécessaire de se justifier. D'une part car on remet moins en cause la parole d'un homme mais aussi car du fait de sa socialisation de genre, Manuela Carmena est habituée à devoir justifier toutes ses décisions, ce qu'un homme n'est pas éduqué à faire. Par ailleurs, le Maire *Partido Popular* Almeida n'a émis que très peu de justifications dans sa décision de ne pas faire appel de la décision de redonner à la rue son odonyme initiale.

3.1.2. Une instrumentalisation politique de la mémoire ?

La politisation du mural est vu pour UNLOGIC CREW comme une instrumentalisation du combat tant par la gauche que par la droite. Pour lui, plus qu'une revendication politique, cette fresque a été une manière de créer du lien social dans le quartier et créer une vraie identité commune. Le fait qu'il y est eu une grande mobilisation n'est pas tant une volonté de défendre ces femmes mais plus de défendre l'œuvre qu'ils ont collectivement réalisé. Il

Il y avait quand même des revendications politiques de lutte contre l'exclusion au sein des espaces urbains mais aussi les inégalités de genre et particulièrement les violences faites aux femmes. Selon UNLOGICREW, quand Vox a fait la proposition de supprimer la fresque, il a donné naissance à une politisation du débat et a instrumentalisé la polémique à des fins politiques et pour engager un discours d'exclusion.

Dans les faits, on ne peut pas dire que cette fresque n'était pas politique au moment de sa réalisation car le fait même de faire une fresque dite féministe représentant des femmes de différents horizons est un choix politique. Cependant, au moment de sa réalisation aucun parti politique ne l'avait utilisé pour défendre ses idées et ne l'avait instrumentalisé comme l'a fait Vox puis les autres partis qui ont suivi.

Également, un élément important dans le conflit mémoriel en Espagne et la question de la violence est notamment le sujet de la violence révolutionnaire à l'origine ou non de la guerre civile en 1936. José Luis Gutiérrez Molina, un historien espagnol explique : « *la persistance du mythe de la violence révolutionnaire dans l'historiographie franquiste, passée et présente, et montre que subsiste encore aujourd'hui la mémoire des événements telle qu'elle fut créée dans les années 30. La permanence de mythes autour de la violence sociale élaborés par les vainqueurs de la Guerre Civile mettrait ainsi en évidence certaines des contradictions de la démocratie actuelle.* » [in : P.Thibaudeau, M. Llombart-Huesca, 2014]

Aujourd'hui, en Espagne et comme dans d'autres pays, beaucoup de débats tournent autour de la question de la violence. Cependant, on se rend compte qu'il y a un souvent une question plus profonde et un débat perpétuel depuis la guerre civile soit qui en est à l'origine ?

Notamment, les personnes positionnées à droite vont souvent attaquer la gauche et par extension les républicains à l'époque de la guerre civile, en parlant de la violence révolutionnaire qu'il y a pu avoir et en mettant aux mêmes niveaux les violences franquistes et les violences républicaines.

Au moment où était menacé le fresque, l'élú *ciudadanos* Angel Niño de Ciudad Lineal a



Figure 24 : Capture d'écran twitter, avril 2023

remis en cause la présence de certaine femme notamment pour des questions de violence.

Angel Nino est président du conseil de la *Junta* de Ciudad Lineal depuis juin 2019. A aucun moment, il avait remis en cause la fresque avant l'intervention de VOX.

En effet, la proposition de VOX d'effacer la fresque a engendré une remise en cause de la fresque en général mais surtout de certaines femmes qui se sont vu leur vie décortiquer afin de voir si elles étaient des bons ou des mauvais exemples, si elles avaient fait du mal ou non ou si elles avaient fait preuve de violence.

Même si ce débat n'a que très peu à voir avec les violences perpétrées pendant la guerre civile ou la dictature, d'un point de vue extérieur on ressent qu'au fond le débat est toujours de savoir qui sont les violents et à cause de qui tout cela a commencé. En quelques sortes, la mémoire est utilisée par les parties de droite pour discréditer les parties de gauche et leur retirer l'image de « bien-pensant » qu'on pourrait leur coller.

Comme le disait UNLOGICREW, les parties de gauche ont aussi instrumentalisé la polémique liée à la Fresque de la Concepción.



Figure 13 : photo personnelle, dimanche 14 mai 2023, Madrid

Au moment de la rédaction de ce mémoire, les élections communautaires et municipales du dimanche 28 mai 2023 n'ont pas encore eu lieu. Nous avons cependant pu suivre la campagne qui se joue dans les rues de la capitale espagnole. Au détour d'une rue, dans le centre du quartier de la zone centre de Madrid, *La Latina* (à ne pas confondre avec le quartier Latina excentré dans lequel se trouve la *Calle Maestra Justa Freire*).

La photo ci-dessus a été prise deux semaines avant les élections et montre un stand de campagne de la coalition de gauche *Mas Madrid*. On peut voir affiché un drapeau avec la fresque de Ciudad Lineal qui nous intéresse. En voyant ça, je suis allée discuter avec les militant.e.s pour comprendre la raison pour laquelle ils avaient décidé de mettre en avant cette fresque sur le stand et donc pendant la campagne. J'ai donc parlé avec un militant qui m'a expliqué que la fresque était devenue un symbole de lutte contre les attaques et la menace de l'arrivée de l'extrême droite et que les idées d'inclusion qu'elle représente sont des idées défendues et présentes dans la programme de *Mas Madrid*. On peut aussi voir l'utilisation de la fresque comme un moyen de montrer et de rappeler que le Parti avait défendu la fresque pendant sa remise en cause en 2021 mais aussi une manière d'attirer l'attention quand on sait que cette fresque est devenue un exemple de démocratie participative et de défense habitante d'un lieu à Madrid et dans toute l'Espagne. Cette fresque se retrouve alors au-devant de la scène politique alors que c'était, au départ, un projet participatif avec pour objectif de créer du lien entre les habitant.e.s. du quartier. En discutant avec les auteur.ice.s de la fresque et les voisin.e.s de Ciudad Lineal, il y a cette sensation qu'on leur a volé la rue qu'ils s'étaient réapproprié.e.s. Finalement, c'est cette politisation qui a « mis en danger » la fresque alors qu'au départ personne n'avait eu de réaction.

3.2. Un combat mémoriel mené par les citoyen.ne.s

3.2.1. Les « *plataformas* » et associations : Des petits groupes très visibles

Une *Plataforma* officiellement appelée *Plataforma ciudadana* est une organisation citoyenne, apolitique. Elle est un moyen d'exercer ses droits en tant que citoyen.ne.s. Cela peut s'apparenter à une association mais dans le cas d'une *Plataforma* il n'est pas nécessaire de déposer des statuts officiels. Il suffit d'un document déclarant les raisons et objectifs de créations et d'inscrire les participant.e.s. Ensuite, ce papier est présenté à la mairie afin d'organiser une rencontre avec l'équipe municipale pour que la *Plataforma* nouvellement créée ait l'opportunité d'expliquer ses besoins et objectifs. La *Plataforma* doit obligatoirement venir d'une initiative citoyenne et doit avoir un caractère représentatif, elle doit également être pluraliste en respectant les diversités d'opinions en son sein et être équitable en donnant l'opportunité à tou.te.s les participant.e.s de s'impliquer à la hauteur de leurs envies.

Dans le cadre des changements d'odonymes, plusieurs *plataformas* se sont créées dont la *plataforma Maestra Justa Freire* y la *plataforma General Millan Astray*. Conjointement, la *Plataforma de Calles Dignas* s'est créée pour regrouper toutes les personnes qui défendent un *callejero*²² démocratique.

²² Callejero : Mot qui pourrait se traduire en français par « de la rue » mais qui revêt pour moi une autre traduction qu'il m'est difficile de faire tenir en un seul mot. Dans Callejero il y a en quelques sortes une personnification de la rue. Il peut être démocratique comme tout le contraire. Cela vient du verbe Callejar qui veut dire se balader, flâner dans les rues. Je le trouve intéressant car il met vraiment l'accent sur la rue (calle) et sur tout ce qu'il peut s'y passer et tous les enjeux qu'elle peut avoir.



Figure 25: photo personnelle, jeudi 16 mars 2023 à 19h30, Puerta del Sol, Madrid

Ces groupes sont composés en grande majorité d'hommes blancs de plus de 60 ans. Ils sont assez peu nombreux mais sont assez visibles. Ce sont des groupes d'enfants, de petit.e.s-enfants ou mêmes de victimes elleux-mêmes qui demandent la réparation et qui veulent récupérer la mémoire. Il se battent pour un « *callejero democrático* ». Tous les jeudis soirs, sur la Puerta del Sol, dans le centre de Madrid, des membres de ces associations se réunissent pour visibiliser leurs combats, échanger et informer.

Ce drapeau Rouge, jaune et violet, est la drapeau de la Seconde République Espagnole entre 1931 et 1939, fin de la guerre civile débouchant sur la dictature franquiste. Ce drapeau est très présent dans l'espace public madrilène. On peut le voir sur les balcons des immeubles, comme un hommage discret à la liberté, l'égalité et la fraternité que promeuvent les républicains et aussi un hommage à la lutte, à la lutte contre le franquisme et à la lutte pour une récupération de la mémoire et contre l'effacement de l'histoire.



Figure 26 : photo personnelle, 11 mai 2023, Madrid

La loi de 2007 n'a pas mise en place une institution publique s'occupant de la mémoire mais a plutôt donné l'opportunité aux citoyen.ne.s d'essayer d'en savoir plus sur leur histoire. Finalement, ce n'est pas la loi qui fait avancer le combat mémoriel même si elle peut être un outil. Ce sont surtout les citoyen.ne.s qui se sont battu.es et qui continuent à se battre pour essayer de contrer le récit hégémonique. Ce sont toutes ces femmes et tous ces hommes, victimes, enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, collègues, membres d'associations, enseignant.e.s, chercheur.e.s, antifascistes et démocrates, qui ont passé des

décennies à réparer, « dignifier », construire la mémoire, avec leurs propres moyens, contre toutes sortes d'obstacles, avec peu ou pas d'aide de la part des administrations et parfois entravés par elles. Iels n'ont pas attendu 2007 pour essayer de récupérer la mémoire.

Le 28 août 2021, quelques jours après le changement de nom de la rue, les plaques sont retrouvées taguées et recouvertes de l'ancien nom de la rue dédiée à Justa Freire. Cette action a été revendiquée par l'association de jeunesse *Rebeldia* en publiant deux tweets dont un que vous pouvez voir sur l'image ci-dessous. On peut donc voir la photo avec l'autocollant recouvrant le nom actuel de la rue accompagnant d'une phrase se traduisant par « *Nous avons la mémoire et nous construisons la démocratie* ». Pour l'association, c'est une manière de rendre la justice et de montrer que le combat n'est pas terminé.



Figure 27 : Capture d'écran, tweet association Rebeldia

3.2.2. Une majorité silencieuse à qui ce combat importe peu ?

Les *Plataformas* ont réussi à mobiliser les habitant.e.s de manière assez importante et d'une façon assez spectaculaire. Cependant, même s'il est difficile de quantifier cette mobilisation, il faut se demander à quelle point cette mobilisation est représentative de ce que pense vraiment les citoyen.ne.s.

Au premier abord et quand on s'intéresse aux différents événements médiatisés, on peut rapidement faire un raccourci et dire que tous.te.s les habitant.e.s soutiennent la mobilisation ou parler d'une large majorité. Cependant, aller parler aux habitant.e.s en dehors de ces associations et mobilisations, nous amène à nuancer ce premier constat.

En me promenant dans la *Calle Justa Freire*, j'ai pu parler avec des personnes assises sur des bancs ou se promenant. Mon objectif était d'avoir une perception plus fine du ressenti des « vrai.e.s » habitant.e.s. J'ai pu rencontrer deux personnes âgées et habitantes de la rue. Je leur ai demandé leurs avis et ressentis sur la situation et leur première réponse a été de me parler des problèmes de domiciliation, des problèmes administratifs que ces changements de rue pouvaient engendrés. Ensuite, ils m'ont dit que pour eux il valait mieux que la rue reste nommée ainsi « *Millan Astray* » car c'était lié à l'histoire du quartier. Changer l'odonyme d'une rue, c'est plus que changer un nom et donc une personne à qui on rend hommage. Ce sont des changements de perception d'un lieu, une modification de (re)connaissance et des changements administratifs pour ceux qui y habitent.

En effet, la sociologie du quartier de Latina et particulièrement de la zone dans laquelle se trouve la rue est particulière. C'est un quartier militaire et dans lequel vivent beaucoup de personnes travaillant dans les institutions publiques. Pour eux, avoir une rue rendant hommage au fondateur de légion espagnole est un honneur plus qu'un affront. D'un autre côté, si Manuela Carmena a décidé de changer le nom de cette rue en particulier c'est qu'il y a eu un processus participatif dans lequel les habitant.e.s de *Latina* ont manifesté leur volonté de changer le nom de cette rue.

Cependant, en discutant lors avec des parents à la sortie des écoles près du *Mural de la Concepción* j'ai pu constater un quasi-consensus ou en tous cas personne ne m'a expressément parlé de son désaccord avec cette fresque. Les personnes avec qui j'ai pu parler, pour la plupart des femmes et mères venant chercher leurs enfants, m'ont expliqué que même si elles n'avaient pas toutes participé aux mobilisations, elles les soutenaient. Ce qui est ressorti de ces discussions c'est le processus participatif organisée autour de la mise en place de cette fresque. Les habitant.e.s, personnes âgées comme les enfants, tous.te.s ont été consulté.es. Les enfants ont travaillé à l'école sur les femmes qui ont été dessinées, certain.e.s ont pu participer aux tables de travail, d'autres ont voté sur le site de *Decide Madrid* et ensuite plus de 400 personnes (chiffre de UNLOGICREW) ont participé à la réalisation participatif de cette grande fresque.

Ainsi, on peut commencer à faire un lien entre participation et adhésion de la population. C'est le processus participatif de réalisation de la fresque qui est en parti à l'origine du

grand soutien des habitant.e.s au moment auquel il a été menacé. Ce processus a permis pendant un temps la récupération d'un espace public que citoyen.ne.s avaient la sensation d'avoir perdu. Selon UNLOGICREW, la rue a laissé la place à l'espace public. L'espace public est un espace politique n'appartenant plus vraiment aux habitants tandis que la rue leur appartient vraiment. Cette fresque a permis une vraie réappropriation alors que sa menace et son instrumentalisation a été vu comme un retour d'un espace public politique déconnecté de la réalité.

Si on revient sur la *Calle Maestra Justa Freire* on peut dire qu'il y a eu un engouement pour cette histoire et une volonté de certain.e.s citoyen.ne.s de monter leur désaccord. Dans un premier temps, le nom de Justa Freire avait fait partie d'un processus participatif via la plateforme *Decide Madrid* pour choisir les nouveaux odonymes qui allaient être donné aux 52 rues changées par Manuela Carmena. L'annonce du jugement imposant le retour au nom de *Millan Astray* a été un vrai choc et a engendré des réactions politiques mais pas seulement. En effet, sur plusieurs endroits de la villes et comme vous pouvez voir sur la photo ci-dessous, de stickers de panneaux de rue Justa Freire sont présents. Les personnes les collent puis prennent une photo qu'ils mettent sur Instagram pour visibiliser le combat et se positionner contre le changement d'odonyme de la rue et ça près de deux ans après la décision administrative.



Figure 28 : Photos récupérées sur les comptes Instagram de *Aly Calle* et *Guillermo de la Madrid*, mai 2023

Cependant, quand en mars 2023, la station de *Cercanías* a changé de nom pour « *Maestra Justa Freire- Polideportivo Aluche* » des femmes interrogées dans la rue ont répondu qu'elles ne comprenaient pas pourquoi on gaspillait de l'argent public avec ces histoires sans importances.

A Ciudad Lineal, les mobilisations de soutien de la fresque et de ce qu'elle représente persistent. Le 5 mars 2023 afin de préparer les mobilisations du 8 mars et de montrer un soutien la fresque *el Espacio de Mujeres El Sol de La Conce* a organisé une grande chaîne humaine autour du *Polideportivo de la Concepción* et donc de la fresque féministe pour



Figure 29 : photo personnelle, dimanche 5 mars 2023

unir les forces en vue de la semaine de la journée internationale des droits des femmes. Cette chaîne humaine a été faite dans une ambiance festive, avec de la musique, des percussions, des personnes de tout âge. L'objectif de cette chaîne humaine était la visibilité du combat féministe et les questions d'égalité en utilisant la fresque comme un support de revendication. Également, c'était que

tout le monde puisse se réunir pour mettre en lumière le combat et rappeler à tous.te.s ce qui se joue lors de la journée du 8 mars. Enfin, c'était une manière de montrer à ceux qui avaient attaqué la fresque que le combat continuait, que les voisin.e.s continuaient à se battre et à ne pas se laisser faire.

La lutte ne s'est pas cantonnée aux quartiers mais s'est aussi diffusée dans d'autres quartiers de Madrid avec la fresque accrochée aux balcons. J'ai pu parler avec une habitante qui a fait cela. Elle m'a dit que son objectif était de montrer à ceux qui ont menacé la fresque qu'ils ne pourraient jamais l'effacer, qu'elle sera toujours là et qu'elle se diffusera.



Figure 30 : photos personnelles, avril 2023

Aujourd'hui, on fait face à une remise en cause du discours dominant et à une volonté de la population de retrouver la mémoire, de participer à la construction d'une nouvelle mémoire plus fidèle à leur vécu et de revendiquer la pluralité de la mémoire collective. Pendant trop longtemps, la mémoire collective est passée par l'oubli d'un grand nombre de mémoire. Aujourd'hui, au lieu du synthèses de quelques mémoires, il paraît nécessaire d'additionner toutes les mémoires, de les raconter afin de les confronter. Il paraît essentiel d'arrêter de parler de mémoire collective comme s'il était possible de créer une seule et même mémoire. Aujourd'hui, on prend conscience que le récit national n'est pas forcément celui des quartiers. Que ce soit via la fresque de Ciudad Lineal ou la *Calle de la Maestra Justa Freire*, les conflits qui sont présents montrent qu'il y a encore beaucoup de travail pour que tou.te.s les habitant.e.s aient la sensation d'avoir une ville qui les écoute et prend en compte leur perception des événements qu'ils ont vécu.e.s en tant qu'habitant.e.s et citoyen.ne.s de celle-ci. Cette récupération de la mémoire va de pair avec une récupération du quartier et de son espace public, une volonté d'être représenté et respecté au sein des rues quotidiennement traversées. Ce mémoire ayant comme objectif la visibilité, il nous paraît intéressant de parler du travail de *La plataforma « La digitalizadora de la memoria colectiva »*. L'objectif de cette association citoyenne est de récupérer la mémoire collective des quartiers populaires d'abord de Seville puis de Madrid afin de redonner la possibilité aux habitant.e.s participer à la construction d'une nouvelle mémoire collective qui cette fois ne sera pas construite avec les élites. L'objectif est de digitaliser toutes les sources que peuvent détenir les habitant.e.s, de la répertorier sur un site internet afin de leur redonner vie et reconstruire une mémoire réellement collective, une mémoire populaire.

Cependant, il faut également accepter que tout le monde ne veuille pas récupérer la mémoire ou en tous cas que tout le monde ne ressent pas le besoin de modifier l'espace public pour cela. Les noms de lieux ou de rue sont des éléments de repères autant que des façons de rendre hommage. Ainsi, les habitant.e.s n'ont pas forcément envie qu'on leur change leur expérience de la ville qu'ils traversent au quotidien. Précédemment, nous avons abordé : l'espace vécu, perçu et conçu. Dans ce contexte, on peut comprendre que modifier la perception d'un espace, c'est modifier la façon dont est vécu la ville par les personnes qui se voient imposer des changements pour des raisons mémorielles. Il faut accepter que dans une société où l'oubli a été un outil de démocratisation politique, la récupération mémorielle

n'est pas affaire de tous.te.s et que le changement d'odonyme n'est pas une bonne chose pour tous.te.s. Le pouvoir agit toujours même en démocratie et la façon de définir ce qui est bon ou non à mettre sur une plaque dans la rue reste un choix politique.

Ainsi, la dernière partie a pour but de montrer comment mémoire, genre et espace public s'articulent. En parlant de l'oubli, de la violence et de la pureté, l'idée est d'expliquer que les femmes ainsi que le mouvement féministe se retrouve, toujours, victime ou objet de cette guerre mémorielle.

Conclusion partielle

L'étude de la politique mémorielle en Espagne, de l'espace public madrilène et plus particulièrement des deux terrains que j'ai pu présenter a fait ressortir certains thèmes qu'il paraît essentiel de développer. Aujourd'hui, la société espagnole est divisée et cela se perçoit dans les espaces publics de la capitale. Tout est parti d'un processus mémoriel qui a pris racine sur la loi d'amnistie, au moment de la transition démocratique. Ainsi, la démocratie espagnole s'est reconstruite à partir d'un pacte de l'oubli orchestré par les hommes politiques de l'époque. L'objectif était d'oublier, de passer à autre chose pour vite se reconstruire. Seulement, oublier c'est empêcher d'avancer à cause du poids du passé. Aujourd'hui, la génération des petit.e.s enfants de ceux qui ont vécu la dictature, a décidé de demander des comptes et de récupérer la mémoire de leurs ancêtres. Iels demandent la justice quitte à ce que cela dérange l'ordre social. Iels veulent se souvenir et rendre hommage ou femmage à ceux qui ont perdu la guerre. Le sujet de la guerre civile est essentiel pour la compréhension du débat mémoriel. En effet, trois débats se présentent à nous et engendrent aujourd'hui ces conflits visibles au sein de l'espace public.

Tout d'abord, l'Espagne n'a toujours pas réglé la question de savoir qui est à la cause de la guerre civile espagnole de 1936. De plus, on parle encore et toujours des perdant.e.s et des gagnant.e.s de cette guerre, enfin l'oubli s'est indirectement construit depuis le point de vue des gagnant.e.s et donc oublier tout le reste dans un but démocratique.

Ces différents constats nous amènent à parler de trois choses qui engendrent un conflit dans l'espace public madrilène et dont les deux terrains en sont les exemples. Le thème du pacte de l'oubli, la question de la violence ainsi que la question de la pureté et donc de la légitimité d'être ou non honoré. Tous ces éléments sont liés à un processus mémoriel incomplet participant à un système dont les femmes sont les premières victimes ou sont objets.

Chapitre 4 : L'oubli, la violence, la pureté : utilisation ou visibilisation des femmes dans l'espace public

1. Le pacte de l'oubli

1.1. Oublier pour maintenir un ordre social

On l'aura compliqué, l'oubli est un processus politique qui engendre un oubli organisé et partiel des événements en prenant les mémoires de certain.e.s en fonction de la politique menée et de quel message on veut faire passer. La société démocratique espagnole a été fondée sur l'oubli alors se souvenir serait fragiliser cette démocratie. En effet, oublier peut dans ce cas-là être analysé comme un moyen permettant de maintenir un ordre social aujourd'hui mis à mal par les différentes initiatives des citoyen.ne.s pour la récupération mémorielle.

Maintenir un ordre social, oui, mais lequel ? On l'aura compris cet écrit se range du côté des analyses intersectionnelles et du fait que le système est à l'origine de différents types de domination. On se base donc sur l'idée que nous sommes dans un ordre social capitaliste, patriarcal et raciste.

L'idée est de montrer que l'oubli utilisé pour construire la démocratie espagnole est un moyen de maintenir la société dans un système inégalitaire de domination. La ville étant la reflet de la société, l'oubli a un impact sur son organisation de part les personnes qui y sont honorées, celles qui sont représentées et celles qui peuvent ou non y accéder.

Oublier c'est faire des choix, c'est avoir le pouvoir de rendre légitime ou de délégitimer la présence d'un nom sur un lieu. Quand Paul Ricoeur parle d'*Oubli commandé*, il parle de cette sélection de qui on se souvient et par extension de qui on honore. Dans l'espace public madrilène et dans le cas de la fresque et de la *Calle de la Maestra Justa Freire*, l'oubli ce manifeste de manières différentes.

Dans le cas de la fresque de Ciudad Lineal, l'impact de l'oubli est plus insidieux. En effet, l'oubli engendre une surréaction quand on est face à ce qu'on aurait préféré oublier. Cette oubli fait qu'aujourd'hui, plusieurs femmes, sans présence d'homme sur une fresque va devenir un évènement politique alors que dans ce cas, c'était un projet citoyen et de voisin.e.s pour la cohésion du quartier. Deux visions se confrontent, sur la reconnaissance un nom d'une dette de la société envers les femmes et de la nécessité de visibiliser tandis qu'une autre vision plus traditionnelle se complet dans l'oubli et ne veut pas accepter le réel rôle que les femmes ont pu avoir.

Enfin, oublier, c'est tenter de garder la femme dans la sphère privée et la laisser dans des rôles stéréotypés et binaires. L'oubli c'est une manière de continuer à essentialiser le rôle de la femme, c'est éviter à la société de penser qu'elles peuvent être autre chose que mère ou épouse. On peut alors « *affirmer que les croyances dans les différences entre les sexes constituent, à l'heure actuelle, le moyen le plus efficace pour maintenir l'ordre social.* » [Poeschl,2003, p.124] Cette mémoire dominante chargée de violence symbolique pour celles et ceux qui en sont victimes et ce sont les nouvelles générations qui veulent aujourd'hui rendre justice et mettre à mal cet ordre social qu'iels jugent trop inégalitaires.

À la suite de ce constat, une analyse nous vient à l'esprit. *La Calle de la Maestra Justa Freire* a comme la *Calle del maestro Angel Llorca*, fait partie du plan de changement de noms des 52 rues madrilènes, mis en place par la municipalité de Manuel Carmena en 2017. Cependant, aujourd'hui, *La calle del Maestro Angel Llorca* existe toujours et n'a pas été menacée. Angel Llorca a fait partie du même mouvement que Justa Freire. Né en 1866 et mort en 1942, il a travaillé avec Justa Freire pour une école publique démocratique et républicaine accessibles à tous.te.s. Il faisait, comme elle, partie de la *Instucion libre de enseñanza* et a voyagé en Europe pour s'inspirer et renouveler l'école espagnole. Aujourd'hui et depuis 2017, il a une rue à son nom situé dans le quartier de *Chamberí*, quartier n°7 situé au nord du centre-ville. (Cf carte en présentation)

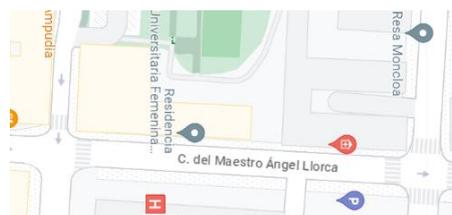


Figure 31 : Capture d'écran Google Maps,
15 mai 2023

Son nom est venu remplacer celui du Général Rodrigo ayant participé à la guerre civile et ayant fait partie de la *division Azul*, un corps de soldats espagnols fondé par Franco en juin 1941 et mis à disposition de la *Wehrmacht*²³ afin de combattre sur le front de l'est. C'est notamment pour cela qu'il a fait partie de la campagne de changement d'odonyme de Manuela Carmena. Pour des raisons évidentes, ce changement n'a pas fait de polémique et n'a donné naissance à aucune contestation. Cependant, le représentant de la *Plataforma Justa Freire*, m'a fait remarquer, que pour lui le fait que Justa Freire ait été une femme est un des éléments qui ont mené à la contestation. En effet, à profil égal, les deux professeur.e.s n'ont pas reçu le même sort, la seule différence étant leur identité de genre. Selon lui, si Justa Freire avait été un homme peut-être que la contestation aurait été moins rude. Il faut aussi cependant rappeler que le comité de soutien de Millan Astray était bien plus important que celui du General Rodrigo. Son lien direct avec l'Allemagne nazie est un élément difficilement défendable, la question du nazisme ayant été mieux travaillée que celle du franquisme, le débat est aujourd'hui beaucoup plus clair.

Pierre Bourdieu, parle dans *La domination masculine* du *Paradoxe de la Doxa*²⁴, il explique le fait qu'un ordre établi même inégalitaire se perpétue de manière naturelle en étant plus ou moins respecté par tous.te.s. Inconsciemment ce système de domination se reproduit et l'oubli est son meilleur allié. Cela permet d'éviter de penser aux problèmes et de les évincer du débat en mettant en place une mémoire sélective. La fresque de Ciudad Lineal vient complètement troubler ce concept en mettant en avant des femmes non consensuelles.

Plus globalement, on pourrait dire que l'*oubli commandé* par la loi d'Amnistie de 1977 a d'autant plus introduit le *paradoxe de la doxa* au sein de la société espagnole. En effet, la stabilité même de la démocratie espagnole repose sur ce paradoxe et cela met en lumière la tension entre stabilité sociale et analyse critique de son histoire. Les structures de pouvoir et de domination maintiennent cette *doxa* en entretenant l'oubli et en empêchant la réflexion critique et installant, par conséquent, une certaine hégémonie mémorielle. Cependant, aujourd'hui les « entrepreneurs de mémoire » et petit.e.s enfants des victimes du franquisme se réveillent pour justement remettre en cause cette *doxa* et engager une réflexion critique de l'oubli commandé lors de la transition démocratique.

²³ Wehrmacht : armée du IIIème Reich

²⁴ Doxa : croyances, valeurs, idées prédominantes au sein d'une société

1.2.L'oubli : un outil d'aménagement de nos espaces urbains ?

Jean-Paul Sartre a dit « *Les mots sont des pistolets chargés* » en parlant de la littérature et de son rôle dans la transformation sociale. L'oubli peut quant à lui être défini comme l'absence de mot sur un événement. Ne pas dire, c'est ne pas se souvenir et donc oublier. Quand on parle d'oubli, on parle plutôt de mémoire sélective, d'un oubli bien organisé qui devient un outil dans l'aménagement de nos espaces publics. L'idée est de se repositionner et de se remettre en tête le titre de l'ouvrage de Yves Raibaud ; *La ville est faite par et pour les hommes*. Une fois cela remémorer, il faut donc comprendre que la ville, organisée par les mêmes individus partisans d'une certaine élite. Cela engendre une mémoire propre à leur groupe social avec une liste importantes d'oublis qui impactant leur rapport aux territoires et donc leur manière de les penser. C'est en ça qu'on peut qualifier l'oubli, d'outil pour l'aménagement des espaces. Le système capitaliste et patriarcal ainsi que les personnes qui le défende ont plus à perdre qu'à gagner que de se souvenir de ce qu'il s'est réellement passé. L'oubli est un outil très utile. Il permet, d'une certaine manière, de garder un ordre social qui convient à une poignée d'individu disposant du pouvoir. L'oubli, permet de ne pas avoir la vision intersectionnelle des rapports de domination dont la ville aurait besoin pour être plus inclusive.

La perte de mémoire collective sur les questions de domination masculine a engendré des espaces avec des *murs invisibles* [Diméo, 2015] à l'origine de l'isolement des femmes et de la réaffirmation d'un privé / public qui n'a plus vraiment lieu d'être dans la société contemporaine. Dans la mesure où oublier revient à invisibiliser, on a pu se servir de cette amnésie collective pour représenter, rendre hommage uniquement aux mêmes types d'individus. Au sein de ce processus complexe, les femmes et le mouvement féministe ont dû s'adapter.

En effet, on note des processus différents en fonction des époques avec une volonté de cloisonner les espaces en créant des espaces genrés avec un espace public réserver aux hommes et la sphère privée consacrée aux femmes. Ensuite, on peut parler des humiliations publiques des femmes. Enfin, on remarque qu'on passe de l'humiliation des femmes en public à leur exclusion totale de l'espace public.

Oublier et ne pas commémorer c'est maintenir un certain ordre social qu'on ne veut pas voir fragilisé. C'est assoir son pouvoir en étouffant les possibles contestations. C'est installer une certaine hégémonie mémorielle et culturelle afin de s'approprier les termes du débat, modifier leur sens et progressivement les faire accepter à la population.

Finalement, on peut identifier la notion d'oubli comme le lien indéfectible entre les questions de genre et la production de la ville. Ne pas « rendre femmage » à celles qui ont aussi fait l'histoire, c'est participer à cette Doxa dominante qui continue d'invisibiliser dans l'espace public. C'est pourquoi, je considère la mémoire comme l'un des enjeux principaux dans notre manière de faire la ville.

1.3. Se souvenir, un acte féministe ?

L'inter-relation entre genre et mémoire a donné lieu à ce qu'on peut appeler la « memorización del género » et la « generización de la memoria » (Troncoso Pérez & Piper Sharif, 2015). Ainsi, les études qui lient ces deux thèmes ont entamé une réelle analyse genrée des questions de mémoire collective. Le but étant la formation d'une nouvelle mémoire plus pertinente dans un contexte de remise en cause d'un système patriarcal ayant largement minimisé la place des femmes dans l'histoire de nos sociétés. Comme me l'a affirmé le représentant de *La plataforma de la Maestra Justa Freire*, la récupération mémorielle doit être considérée comme un acte féministe. Se souvenir, c'est participer à l'*empowerment* des femmes. Dans l'espace public, se souvenir c'est récupérer l'histoire qui leur a été volée, c'est la visibiliser et permettre une reconnaissance de ces femmes. Se souvenir dans l'espace public c'est réduire la dette que la société a envers les femmes. Voilà ce que me racontait Marisol Mena lors de notre entretien en me parlant du travail qu'elle a mené aux côtés de Manuela Carmena. Selon elle, ce travail avait pour but de réduire cette dette. De plus, si ce n'était pas un enjeu féministe, la fresque n'aurait pas été attaquée le 8 mars, la journée internationale des droits des femmes. Un élan national de soutien à la fresque avec notamment des copies réalisées dans plusieurs villes de l'Espagne montre à quel point sa menace en a fait un symbole.

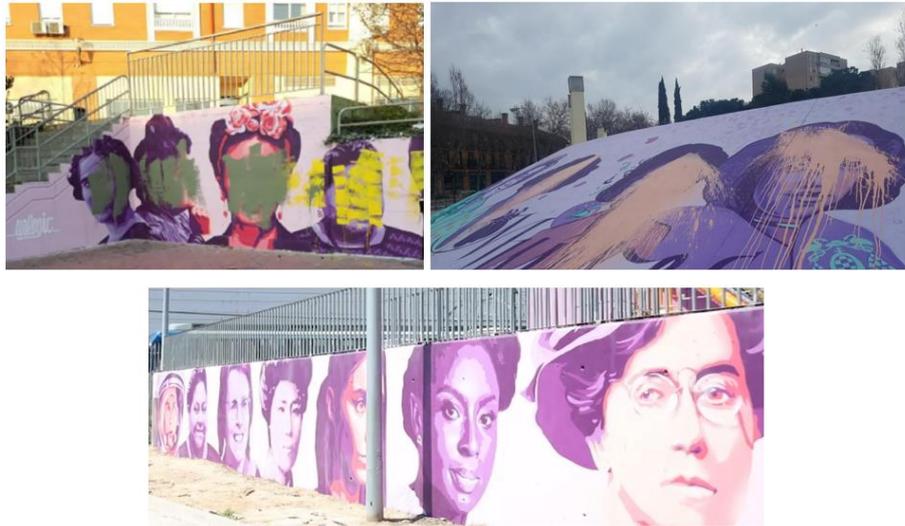


Figure 32 : Photos des copies de la fresque de Ciudad Lineal, tirées du site de *El Periodico*

Les Fresques de Getafe et de Alcalá de Henares, communes de la *Comunidad autónoma de Madrid* ont toutes les deux été vandalisées le même jour soit le 8 mars 2021. Ces répliques avaient été commandées à *UNLOGICREW* par les Mairies de ces villes à la suite des menaces de suppression de *VOX*. Le parti d'extrême droite, alors qu'il voulait supprimer la fresque, a lancé à son insu, un élan de soutien et de solidarité transformant cette fresque en modèle de lutte contre les violences faites aux femmes et de visibilité du combat féministe. Cette attaque nous montre à quel point, se souvenir est un enjeu féministe. C'est le jour où représenter des femmes et uniquement des femmes sur un mur ne fera plus polémique on pourra se dire que la mémoire est égalitaire. La proposition de *Vox* était de remplacer par cinq femmes et cinq sportif.ve.s paralympiques en critiquant « *el odio sectario* »²⁵ de la gauche et en expliquant que cette œuvre ne représente pas la diversité du quartier. *Ciudadanos* a d'ailleurs utilisé un argument très spécifique en expliquant que pour lui, la fresque ne remplissait pas son objectif de lutte contre la violence de genre car le mur compte Frida Kalho qui a eu une longue relation toxique avec Diego Rivera. On peut lier cette remarque avec le tag toujours existant « *La violencia tampoco* »²⁶ écrite en réponse à la phrase et titre de la fresque : « *Las capacidades no dependen de tu genero* »²⁷. Ces quelques mots à eux seuls nient le caractère systémique de la violence de genre et nie toute

²⁵ La haine sectaire

²⁶ La violence non plus

²⁷ Les capacités de dépendent de ton genre

présence de système de domination. Elle mélange beaucoup de sujets, de violences différentes et utiliser l'exemple de Frida Kahlo c'est oublier totalement qu'elle a également été victime de violence.



Figure 33 : photo personnelle prise le 8 mai 2023

Ces différentes attaques au sein de l'espace public peuvent faire parties de ce qu'on appelle le *Backlash*, le retour de bâton conservateur auxquelles les féministes sont systématiquement confrontées après l'obtention d'avancées [Faludi, 1991] En effet, avoir accès à un mur ou à une rue, c'est qui qui donne naissance à une réaffirmation plus ou moins violente des idées conservatrices.

Pour UNLOGICREW, toutes les raisons avancées par ceux qui ont voulu s'en prendre à la fresque sont des fausses raisons ou des raisons créées de toutes pièces. Pour lui, le seul problème est que la fresque ait été faite par un processus participatif et citoyen organisé par Manuela Carmena et qu'elle représente des femmes en majorité de gauche qui ne collent pas avec la représentation qu'ils aimeraient avoir de la femme stéréotypée. Selon les associations mémorielles que j'ai pu rencontrer, la peur de Almeida et du *PP* est la participation citoyenne car lorsque les citoyen.ne.s sont associé.e.s à la décision, iels s'approprient mieux le territoire et sont plus à même de se mobiliser pour le défendre si il est attaqué.

Un espace public plus inclusif commence par une visibilité de tous.te.s. Cela va réduire le sentiment d'isolement en encourageant la formation de liens sociaux et l'*empowerment* des femmes. Il faut créer des espaces de rencontre pour créer de nouvelles dynamiques et combattre l'isolement.

Odette Martinez, dans l'ouvrage *Histoire intime de la guerre en Espagne* (1936-2006), l'histoire des vaincus de Charles Pépin et au moment de la loi de 2007 sur la mémoire historique se demande « *Comment l'humiliation de l'oubli a-t-elle pu perdurer après la mort du dictateur ?* »

Je me pose une autre question : comment l'humiliation de l'oubli a-t-elle pu perdurer pour les femmes, une fois la loi de 2007 ratifiée ? Comment l'Espagne n'a pas décidé d'engendrer un processus mémoriel égalitaire ?

Dans mon entretien, avec Carlos Diez historien et adhérent de la *plataforma de las calles dignas*, celui-ci m'a raconté qu'il fallait prendre en compte deux choses.

Les acteurs de la mémoire sont principalement des hommes, alors les témoignages des femmes sont plus rares mais également de part un caractère sexiste de la dictature franquiste il était rare que les femmes se fassent fusillées ou en tous cas plus rares que les hommes il y avait l'idée commune de « on ne s'attaque pas à une femme ». Cependant, les femmes étaient victimes de sévices qui les impactaient plus profondément avec notamment des viols et de la torture. Aujourd'hui, des femmes victimes ou des descendantes de victimes se mobilisent dans des associations parfois spécifiquement réservées à la mémoire des femmes pour reprendre le pouvoir sur leur histoire. C'est ce qu'ont décidé les femmes de l'association *La Comuna* que j'ai eu la chance de rencontrer Elles se battent pour la reconnaissance d'un statut de victime pour les femmes, d'une reconnaissance spécifique et d'une mémoire en conséquence. Elles tentent de montrer à l'opinion publique que les femmes étaient bien plus que filles, épouses ou mères pendant la dictature. Elles se battent également pour la reconnaissance des crimes réalisés dans les dernières années de la dictature souvent considérées comme les années les moins violentes du franquisme mais dont beaucoup de femmes ont particulièrement souffert. J'ai terminé mon entretien avec Carlos Diez en parlant de ça et il m'a dit : « *Ahora, yo creo que todavía interesaba más borrar la historia de las mujeres. ¿Por qué? Porque las mujeres habían adquirido durante la República en sólo cinco años, un prestigio.* »²⁸ Il me semble alors possible d'affirmer que se souvenir est un acte féministe.

²⁸ Maintenant, je pense que ça les a toujours plus intéressés d'effacer l'histoire des femmes. Pourquoi ? Parce que les femmes ont acquis beaucoup de prestige pendant les seulement 5 années de République.

Les femmes de *La Comuna* se battent également pour qu'on reconnaisse leur rôle dans la lutte contre le franquisme et qu'elles ne soient pas considérées juste comme les épouses ou mère de . Rosa Maria Garcia Alcon, présidente de *La Comuna* a été une grande militante anti-franquiste, elle m'a raconté son histoire. Quand elle avait 18 ans, elle a été mise en prison et torturée. Avant de comprendre qu'elle était elle-même une militante, les autorités franquistes l'avait arrêtée uniquement car elle était femme de militant. C'est également ça qu'elle veut mettre en lumière avec son association.

Les membres de l'association étaient d'ailleurs présentes à la manifestation féministes du 8M, comme les espagnol.e.s l'appellent. Elles étaient là pour montrer à quel point le mouvement mémoriel a besoin du féminisme et que le féminisme également a besoin du mouvement mémoriel. La banderole de la photo ci-dessus montrent que ces femmes sont là et qu'elles comptent occuper l'espace public pour visualiser leur combat et faire honneurs à leurs mémoires et celles de leurs sœurs.



Figure 34 : manifestation 8 mars 2023, *La Comuna*

2. La violence et le poids de l'histoire

2.1. Une guerre de position et la montée de l'extrême droite

En arrivant sur le terrain, j'avais comme idée que le parti Vox récemment arrivé au conseil municipal jouait un rôle de lobbyiste sur le *Partido Popular* à l'échelle de la Mairie de Madrid, j'avais lu sur le site de la *Fundación de Estudios Espacio Público* qui avait écrit en 2021 que vox exerçait « *una influencia lobbista indirecta, marcando líneas de acción, por un lado, y modificando la posición de la derecha sobre algunos temas, por otro* ».

Comme dans le reste de l'Europe, l'extrême droite monte en Espagne mais ce que je n'avais pas saisi est que la droite « traditionnelle » espagnole n'est pas exactement la même chose

que notre droite française . Le *PP* a des racines franquistes car certains membres dirigeants de l'Alliance Populaire (ancien nom du *PP*) étaient des ministres ou partisans du régime franquiste. Ainsi, comme l'a expliqué Carlos Diez, on ne peut pas considérer le *PP* comme un parti de droite traditionnel de la même manière qu'on peut l'entendre à l'échelle européenne.

Pour UNLOGICREW, *VOX* joue un rôle de lobbyiste sur la droite traditionnelle tandis que pour le représentant de la *Plataforma Maestra Justa Freire* le parti populaire n'a pas besoin de *VOX* pour avoir ce genre d'avis.

Je pense que l'arrivée de *VOX* a surtout permis de décomplexer la droite sur ses idées les plus extrêmes en appliquant la théorie de « L'ouverture de la fenêtre d'Overton » soit en changeant les termes du débat et en faisant évoluer la limite entre l'acceptable et l'inacceptable. On peut ici se référer à Gramsci et sa théorie de la « *Guerre de position* » qui est selon lui un processus à long terme dans lequel les groupes dominants maintiennent leur pouvoir et leur hégémonie en contrôlant les institutions sociales, politiques et culturelles.

Pour remettre dans le contexte de notre terrain, il faut rappeler que c'est *VOX* qui a été le premier à remettre en cause la présence de la fresque de Ciudad Lineal en parlant de sectarisme féministe, de féminisme radical. Également, dans le contexte de la *Calle de la Maestra Justa Freire* c'est le *Partido Popular* qui a délibérément décidé de ne pas faire appel à la suite de la décision de justice de renommer la rue *Calle del General Millan Astray*. La manière de faire de *VOX* en entrant dans le conseil municipal et en essayant d'imposer ses idées les plus extrêmes peut matérialiser la théorie de Gramsci. Également, depuis la Loi d'amnistie de 1977 ou selon les militant.e.s pour la mémoire les franquistes ont bien participé pour se dédouaner jusqu'à aujourd'hui ou l'oubli est toujours l'élément principal du processus mémoriel espagnol, tout ça a permis à la droite traditionnelle et par conséquent à l'extrême droite d'imposer des idées sans trop de contestation.

Aujourd'hui, si la fresque est remise en cause ou si *Justa Freire* n'a pas gardé son nom sur la rue c'est en partie à cause de cette « guerre de position ». Durant le mandat de Manuela Carmena entre 2015 et 2019 beaucoup de choses ont été mises en place pour la visibilité des femmes, des personnes racisées, de la communauté LGBTQIA+ alors quand le *PP* est revenu au pouvoir avec José Luis Martínez – Almeida, toutes les initiatives ont

progressivement été remise en cause. On peut notamment penser à la suppression du drapeau lgbt du *Palacio de Cibeles*, bâtiment principal de la Mairie de Madrid mais aussi aux changements de noms de certaines rue et également la remise en cause de la fresque érigée sous le mandat de *Ahora Madrid*.

Toutes ces actions peuvent être considérées comme des violences symboliques mais viennent également du fait que le débat sur qui a été le plus violent avant, pendant ou après la guerre civile espagnole. Il existe encore et toujours une scission entre les républicains qui seront qualifiés d'extrémistes de gauche avec en face la droite qui sera également qualifiée d'extrémiste de droite. L'histoire est si lourde que les femmes de la fresque, qui pour la plupart non pas vécu la guerre civile, voient leurs mémoires menacées par une histoire qui ne les concerne, à cause du simple fait que ce sont des femmes et pour la plupart engagées à gauche.

Cette idée de violence est vraiment subjective et j'aimerais parler ici de Clara Campoamor et de Manuela Malasaña. Elles ont vécu à des époques différentes mais ont leur rend toutes les deux « femmage » dans l'espace public madrilène.

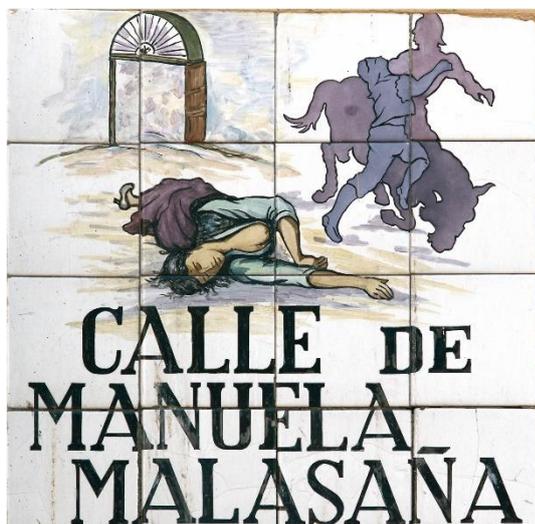


Figure 35: Photo personnelle, plaque *Calle de Manuela Malasaña*, avril 2023

Un quartier entier de Madrid porte le nom de Malasaña, il se situe dans le centre de la ville, au nord de la *Puerta del Sol* et de la *Plaza Mayor*. Manuela Malasana a été tuée lors du soulèvement *del 2 de Mayo* 1808 contre les troupes françaises de Napoléon, jour férié à Madrid. Elle a été faite prisonnière par les française puis a été exécutée pour avoir porté une arme. A Madrid, on dit d'elle qu'elle a donné sa vie pour la liberté, elle est une figure héroïque. On lui rend donc « femmage » dans l'espace public madrilène.

Cependant, peut-on dire que Manuela Malasaña n'a pas fait preuve de violence ?

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire et penser que c'était de la violence légitime en défendant sa ville contre une invasion ennemie.

Clara Campoamor quant à elle était une avocate féministe et femme politique qui s'est battue pour les droits des femmes et notamment leur droit de vote durant la rédaction de la constitution espagnole en 1931. Pendant la guerre civile elle s'exile en Suisse. Aujourd'hui, elle a un statut à son effigie *Plaza de Comendadoras* dans le quartier de Malasana et plusieurs noms de rues ou places dans l'espace public madrilène et plus largement espagnol.



Figure 36: Photo personnelle, Buste de Clara Campoamor, avril 2023

Ainsi, le fait que ces deux femmes soient aujourd'hui honorées

dans l'espace public et que cela n'a donné naissance à aucune contestation montre que c'est possible, qu'on peut arriver à rendre l'espace public aux femmes, à enfin payer cette dette.

Cependant, les espagnol.e.s pourront payer cette dette et continuer à « rendre femmage » si et seulement la question de la violence, de la cause de la violence et l'acceptation de qui est coupable ou victime sera clarifié. Une fois ce débat réglé, les bonnes questions pourront peut-être se poser. Ainsi, on comprend bien comment le processus mémoriel et l'oubli a un impact sur l'espace public et comment les femmes et combat féministe peuvent ressortir gagnant.e.s en étant visibilisées grâce à la récupération d'une mémoire plus juste.

2.2. La cause de la guerre civile : un débat non résolu

Tous ces débats sur la violence viennent en grande partie de la guerre civile et de son déclenchement. Pour rappel, la guerre civile espagnole a duré de 1936 à 1939 et a opposé les républicains qui soutenaient la Seconde République Espagnole promulguée en 1931 et les nationalistes dirigés par Franco.

Carlos Diez historien et représentant de *La plataforma de Calles Dignas* a dit : « *Lo que más una cosa que más esfuerza es el franquismo. Si fue precisamente para que se efectivo lo que le interesaba y lo consiguió, si lo consiguió es que se asociaba permanentemente República con guerra civil. Por eso hago yo mis paseos para hacer lo contrario. Entonces el interés del franquismo era que se viera el periodo 31 al 36 como una antesala de la guerra. Desorden, violencia. Hice que se borrara toda esa memoria de la escuela.* ». Il nous

explique que tout part de ce lien entre républicains et guerre civile qui est fait par les franquistes. Pour lui et pour beaucoup d'autres historien.ne.s, il y a un mythe lié au déclenchement de la guerre civile et au fait que la République de 1931 était très violente et que l'arrivée du franquisme n'était qu'un moyen de régler cette violence démesurée. Quand Carlos Diez parle des « paseos » il parle de balades urbaines qu'il organise deux dimanches par mois pour raconter l'histoire et récupérer la mémoire de l'école républicaine et de ses professeur.e.s. Chaque camp accuse l'autre d'avoir initié la violence et d'avoir commis des meurtres. Des exactions ayant été commises des deux côtés, la légitimité ou non de ces violences dépend du positionnement de celui ou celle qui s'exprime. Cependant, de notre point de vue, il paraît plus facile de légitimer les violences des républicains qui n'ont fait que défendre une démocratie et une liberté menacée. A juste titre, car cette guerre a débouché sur près de 40 ans de dictature franquiste.

Aujourd'hui, ce débat reste encore et toujours en suspens et les polémiques présentes sur les deux terrains de ce mémoire y sont étroitement liées.

Ce tag assez violent présent sur la fresque de UNLOGICREW dans la *Calle de la Maestra Justa Freire* résume finalement assez bien tous le combat toujours présent au sein de la société espagnole et montre comment aujourd'hui cela se retranscrit dans l'espace public.



Figure 37: Photo UNLOGICREW, fresque Justa Freire, après vandalisations

Pour Carlos Diez, ce tag est une manière de remettre en lumière le débat sur les causes de la guerre civile. Ce débat encore très clivant s'attaque alors à la question de la légitimité ou non d'être représenté.e dans l'espace public. Il repose sur une principale question : *Qui a été le plus violent et par conséquent à cause de qui cette guerre a débuté ?*

« *ROJO NO* » signifie « NON AUX ROUGES » et donc un rejet total de la gauche et particulièrement des idées communistes que Justa Freire peut représenter. La cible sur son front montre vraiment la volonté d'éliminer toute image de l'espace public. C'est assez intéressant de voir que ces personnes qui ont taggués provenant de groupuscules d'extrême droite utilisent des symboles de violences dans un conflit visant à la dénoncer.



Figure 38 : Capture d'écran, post twitter Ángel Niño, *Ciudadanos*

Sur la fresque de Ciudad Lineal, le tagg qu'on a pu voir en présentation avec marqué « La violencia tampoco » soit « La violence non plus » pour répondre à la phrase disant que les capacités ne dépendent pas du genre et pour pointer du doigt que certaines femmes représentées sur le mur ont fait preuve de violence. Ci-contre, le tweet d'un élu de *Ciudadanos* qui accuse de violences ces trois femmes présentes sur le mur et qui par conséquent délégitime leur représentation dans l'espace public.

Aujourd'hui, l'espace public se retrouve à être encore et toujours le lieu de combat d'un conflit qui a débuté il y a près de 100 ans. Malgré un processus mémoriel reposant sur l'oubli, les réactions sont si vives qu'on pourrait penser que cette guerre a lieu il y a quelques années seulement. C'est l'amnistie imposée et donc l'amnésie collective qui en résulte qui est à l'origine de cet infini combat. Alors qu'on a dû oublier tous les crimes franquistes, les partisans de droite extrême et conservatrice ne se gêne pas pour rappeler les crimes républicains sans mentionner ceux commis dans leur camps.

3. La pureté et sa représentation à tout prix

3.1. « Quien merece una calle ? »²⁹

«Una persona que no ha hecho daño»³⁰. Voilà ce que répond Carlos Diez à la question posée dans le titre de cette partie. Cela nous permet de terminer ce travail sur un sujet finalement assez central dans l'analyse de l'espace public madrilène et dans les différents combats liés aux changements d'odonymes ou à la fresque de Ciudad Lineal. La question de la pureté et de sa représentation dans l'espace public. «*Quien merece una calle?*» est le titre d'un texte écrit et lu par Carlos Diez le 15 mars 2023 lors du congrès intitulé «*Por una memoria democrática en el Ayuntamiento de Madrid*» organisé par la

Plataforma en Defensa del Memorial à l'auditorium Marcelino Camacho de *La Confederación nacional de Comisiones obreras (CCOO)*³¹ à Madrid. Dans ce discours, l'historien montre son désaccord avec les changements d'odonymes présents et notamment celui de la *Calle de la Maestra Justa Freire*. Le débat portant sur le mérite d'être ou non mis à l'honneur par le nom d'une rue est complexe et difficile à résoudre car cette réponse dépend de chacun.e.s, d'autant plus au sein d'un processus mémoriel inégalitaire et basé sur l'oubli.

Cette question du mérite nous amène à parler de la question de la pureté et de la représentation du bien absolu dans l'espace public. L'enjeu d'un espace public exempt de toutes représentations de la violence.



Figure 39 : Affiche événement 15 mars 2023, envoyée par Carlos Diez

²⁹ *Qui mérite une rue ?*

³⁰ *Une personne qui n'a pas fait de mal*

³¹ Confédération syndical de commission ouvrière – Syndicat ouvrier espagnol

On peut parler de « pureté sociale » et de « pureté symbolique », d'une part dans l'organisation d'un espace public contrôlé, surveillé exempt de violence et d'autre part en utilisant des symboles, en disposant des monuments ou en nommant des lieux évoquant des valeurs dites positives comme la pureté, la vérité ou la paix.

Toute cette question vient du débat interminable sur la question de la violence et sur l'oubli qui a empêché de régler ce problème. Aujourd'hui, les différentes parties du débat sur la mémoire vont toutes tenter de prouver que l'autre camp a été plus violent et qu'eux ont en leur possession la violence légitime et donc une légitimité à rendre hommage aux personnes présentes à l'époque.

Dans la question du mérite, de la légitimité d'être ou non honoré.e dans une rue, il y a la recherche d'un consensus. Cependant, l'espace public étant un espace de démocratie et par extension de la pluralité des discours celui-ci doit-être conflictuel pour continuer à jouer son rôle. [Mouffe,2016]

Comment définir la légitimité à être dans l'espace public, qui prend cette décision ? Le travail mémoriel réalisé par les historien.ne.s peut être un moyen de définir une légitimité ou de mettre une limite à ce qui peut être considéré comme digne d'être honoré. Bien qu'effectuer ce travail ne donne pas naissance à un consensus mais donne une base saine et solide sur laquelle peut reposer le conflit.

Dans le cadre de notre terrain, le mouvement mémoriel met en place une dialectique binaire entre le bien et le mal et donne une réponse ferme sur ce qu'on peut ou ce qu'on ne peut pas accepter dans l'espace public. De notre point de vue, il parait difficile de contredire l'idée de « rendre hommage » à Justa Freire professeure qui s'est battue pour l'école pour tous.te.s au lieu de General Millan Astray, bras droit de Franco. Il parait également logique de régler une certaine dette envers les femmes en leur octroyant une fresque dans un quartier de Madrid d'autant plus quand c'est une décision populaire et citoyenne. Cependant, si on veut garder une vision féministe de ce débat, il faudrait s'attarder sur la question de justice, sur la nécessité de rendre le statut de victime ou de déclarer le statut de coupable aux individus ayant fait l'histoire.

Quien merece una calle ? Objectivement, peut-on répondre à la question ? De quel point de vue nous posons-nous ? Supprimer tous les noms franquistes de l'espace public ne serait-il pas une façon de les oublier sans possibilité de les déclarer coupables et donc empêcher justice de se faire ?

Dans tous les cas l'espace public a une dette envers les femmes, nommer de nouveaux espaces ou renommer des anciens mais dans tous les cas il faut visibiliser.

3.2. La femme comme objet de pureté

La notion de pureté a une portée particulière quand on parle de représentation des femmes. En effet, les normes liées à la construction du genre et les inégalités qui en découlent engendrent des attentes et pressions différentes. En effet, sur le plan social, on attend des femmes un comportement spécifique respectant une certaine moralité et une certaine conformité aux rôles traditionnels de genre, au sein de l'espace public. Cela renvoie à l'idée de la « fille de petites vertus » dont on a parlé dans le premier chapitre et du rapport différent qu'entretient une femme au public et au privé. Sur le plan symbolique, les représentations culturelles et historiques des femmes véhiculent des idées de la pureté et du comportement que devrait avoir une femme. Françoise Giroud dans une interview au monde en 1983 a dit : *"La femme sera vraiment l'égale de l'homme le jour où, à un poste important, on désignera une femme incompétente."* Nous aimerions mettre en lien cette citation avec la fresque et un peu la détourner pour reprendre son idée. Nous pourrions dire que : *« La femme sera vraiment l'égale de l'homme le jour où, dans l'espace public, on représentera des femmes violentes, imparfaites. »* L'idée est de montrer que toute cette idée de la pureté et perfection imposées aux femmes font que la société acceptera de rendre hommage à une femme uniquement si elle est parfaite alors que depuis toujours on rend hommage à des hommes assez éloignés de toutes idées de pureté. Marisol Mena nous l'a dit, le grand problème de l'espace public madrilène est qu'en majorité, quand il rend hommage à des femmes, il rend hommage à des *Saintes* ou à des *Vièrges* soit le symbole même, dans un contexte chrétien catholique, de personnes vertueuses, hors de tout péché. Un projet journalistique européen présenté en mars 2023 sous le nom de *Mapping Diversity* nous permet de voir l'état de la diversité et de la représentation dans les noms de rues européennes afin de susciter le débat sur les personnes qui ne sont pas honorées dans nos

espaces urbains. D'après cette étude, à Madrid, il y a 3,194 rue qui sont dédiées à des personnes et 90,4% d'entre portent le nom d'un homme. De ce fait, il n'y a que 596 rues qui portent le nom de femmes avec une part non négligeable de vierges et de saintes. A l'échelle du pays, 42% des rues portant le nom de femmes sont des références religieuses.

Un autre constat peut également être réalisé, quand les femmes sont mises à l'honneur c'est qu'elles sont plutôt consensuelles comme Clara Campoamor ou Marie Curie qui ne mettent pas à mal la construction du récit national et de l'identité du pays. Sophia Rodriguez, professeure à l'Université Carlos III de Madrid explique que les autorités préfèrent opter pour des femmes plus ancrées dans l'imaginaire collectif qui sont par exemple présentes dans les manuels scolaires et donc qui sont connues de la majorité des citoyen.ne.s. En résumé, pour la chercheuse, ces dernières années, les rues dédiées aux femmes ont été baptisées en l'honneur de figures appartenant à un féminisme consensuel entre le gouvernement, les citoyen.ne.s ainsi que les partis de droite et de gauche. Des figures du féminisme de la première vague qui ont revendiqué des droits fondamentaux comme l'éducation et le vote. Elles font en quelques sortes partie du patrimoine ou du matrimoine. De ce fait, quand on voit qu'on peut avoir un ancien général franquiste très controversé dans l'espace public alors qu'une femme doit être consensuelle, on comprend d'autant plus qu'il y a un problème de sexisme dans l'élaboration de nos espaces publics.

Dans le cas de la fresque de Ciudad Lineal et de la *Calle de la Maestra Justa Freire*, on peut imaginer que le fait que ces femmes soient le contraire de l'image parfaite de LA femme que la société veut construire qui est en partie et sûrement inconsciemment à l'origine des contestations.

On va se révolter de voir une femmes ayant fait du mal sur une fresque alors que l'on retrouve des hommes putschistes dans les noms de rue. Cette question de violence soulevée précédemment questionne également la place que la femme et la représentation qu'on en a, à l'heure où dans l'espace public, les femmes sont plus représentées pour leur supposée beauté que pour leurs combats.



Figure 40 : Photo personnelle, avril 2023, quartier de Lavapiès, Calle Argumosa

Aly Calle, street artiste et descendante de Justa Freire a participé au festival d'art urbain *Calle*, organisé dans le quartier de Lavapiès entre le 17 avril et le 14 mai 2023. Chaque année, plusieurs artistes sont choisi.e.s par le comité de sélection de l'association pour faire des œuvres dans les rues du quartier et discuter avec les riverain.e.s. L'artiste Aly Calle, avec qui j'ai pu échanger, a été choisie pour cette édition et a décidé de rendre hommage à sa « Tuta » qu'elle n'a pas eu la chance de connaître. Elle a réalisé cette œuvre pour «*la injusticia de quitarla de la calle con todo lo que hizo por amor a su profesión y por el ataque que ha sufrido el mural homenaje que realizo UNLOGICREW en el que hasta en 4*

*ocasiones ha aparecido con miras de disparos por el mero hecho de haber sido una maestra republicana.*³²» Elle m'a également expliqué plus précisément ce que contenait son œuvre et pourquoi elle l'avait réalisée de cette manière. Le nom de rue est en rapport avec la suppression du nom de la rue et fait le lien avec les différents panneaux disposés dans Madrid (cf partie 3). Ensuite, le couteau, le corps nu, la femme qui fait un doigt d'honneur sont «*una forma de decir 'fuck' a los que borraron su nombre y la vandalizaron, y también una forma de quitar la idea de que las mujeres son perfectas, que mi tuta era una mujer muy moderna para su época que tenía ideas feministas y no tenía miedo de romper las reglas.*»³³ L'idée ici est de montrer que les descendant.e.s des victimes du franquisme et ceux qui essaient de récupérer la mémoire veulent également déconstruire l'image qu'on peut avoir des femmes et faire apparaître l'image de quelqu'un qui se bat au sein de l'espace

³² L'injustice de la retirer de la rue avec tout ce qu'elle a fait pour l'amour de son métier et l'attaque de la fresque hommage réalisée par UNLOGICREW dans laquelle elle est apparue jusqu'à 4 fois avec des cibles de fusils pour le simple fait d'avoir été une enseignante républicaine.

³³ Une manière de dire fuck à ceux qui ont effacé et qui l'on vandalisée et aussi une manière d'enlever l'idée que les femmes sont parfaites, que « mi tuta » était une femme très moderne pour son époque qui avait des idées féministes et qui n'avait pas peur de transgresser les règles

public. Montrer que malgré les attaques et les volontés d'étouffer ce qu'elle peut représenter, Justa Freire est et restera présente dans l'espace public, quoi qu'il arrive.

Ainsi, alors que processus mémoriel a tenté d'invisibiliser les femmes dans leurs pluralité pour en visibiliser une partie stéréotypée pure et parfaite. Le mouvement de récupération mémoriel et féministe tente aujourd'hui de récupérer la mémoire des femmes pour créer de nouveaux récits plus fidèles à la réalité des différentes mémoires individuelles.

Conclusion

En partant du postulat que « *la ville est faite par et pour les hommes* », nous nous sommes demandé.e.s comment la question du genre dans les espaces publics et urbains a été intégrée dans la société par les politiques publiques et urbaines. Nous avons ainsi montré que depuis le 19^{ème} Siècle, l'invisibilisation des femmes était un moyen pour ne pas les inclure dans l'espace public. Progressivement, les études féministes sur la remise en cause de la femme en tant que sexe et la théorisation du genre a permis de comprendre plus globalement cette place qu'a la femme dans les espaces urbains. L'idée est de comprendre que la construction sociale du genre a engendré une construction sociale particulière des espaces urbains prenant en compte un profil d'homme bien défini . Les femmes sont donc en quelque sorte le point aveugle de l'aménagement avec une vision masculine et masculiniste de l'aménagement et un oubli de l'économie reproductive soit le travail non-rémunéré lié au *care* socialement attribué aux femmes. Cependant, l'oubli ne s'arrête pas là et est présent dans les récits historiques. En prenant le contexte espagnol et son processus mémoriel depuis la guerre civile et la dictature franquiste qui a été ralentie voire arrêtée par la loi d'Amnistie de 1977, on voit que la perte de mémoire collective a un vrai impact sur le présent. En effet, en entamant un processus d' « oubli commandé » [Ricoeur,2000] et en engendrant une amnésie collective de la société espagnole, l'espace public n'a pas pu honorer toute une catégorie de personne tandis les villes étaient pleines d'hommes liés au franquisme. Cependant, depuis le début des années 2000, les descendant.e.s et notamment les petit.e.s enfants des victimes du franquisme veulent récupérer la mémoire de leurs grands parents afin de leur rendre justice. Ainsi, à Madrid, l'espace public est devenu en quelque sorte le champ de bataille de ce combat mémoriel entre les militant.e.s pour la mémoire et la droite conservatrice parfois alliée à l'extrême droite, gardienne du récit dominant. Au milieu de cela, les femmes et le mouvement féministe se retrouvent menacé.e.s. Pour illustrer cette idée, nous avons utilisé deux exemples de polémiques et de débats au sein de l'espace public madrilène. L'attaque de la fresque féministe de Ciudad Lineal et le changement d'odonyme de la *Calle de la Maestra Justa Freire* qui sont deux actions passivement validées par la mairie *PP* de Madrid et délégitimant totalement les

initiatives de la précédente Maire de Gauche, Manuela Carmena. Ces deux histoires ont été très médiatisées, politisées et ont permis une mobilisation importante pour les défendre mais ont également engendré un mouvement d'opposition à cette volonté de se réapproprier l'espace public et de visibiliser les femmes et le combat féministe. L'enjeu était ici de voir comment faire le lien entre genre et espaces publics mais également entre espaces publics et mémoire pour ensuite lier les trois éléments. L'oubli des femmes de l'histoire ayant engendré leur oubli dans l'espace public notamment quand elles sont de gauche. L'enjeu est ici de reconstruire « *un callejero democratico* » comme le scandaient les participant.e.s à l'assemblée générale pour la mémoire démocratique. Pour cela il paraît nécessaire de construire un « *callejero feminista* », les entrepreneur.euse.s de mémoire considérant l'espace public de Madrid comme une anomalie démocratique.

Ainsi, ce mémoire, après avoir passé en revue l'histoire la prise en compte des questions de genre et leur retranscription dans les questions d'aménagement des espaces publics a pour but de se questionner sur le rôle de la mémoire dans la construction de nos espaces publics que l'on considère comme inégalitaires. A Madrid, la particularité du traitement de la mémoire et la politique menée par la Mairie actuelle nous permet d'autant plus de nous poser des questions et de faire le lien entre suppression de la mémoire d'une certaine partie de la population, considérée comme les perdant.e.s de la guerre donc une grande partie des femmes et des féministes ont fait et font encore parties, et de la gestion de nos espaces publics.

Le renvoi de balle permanent entre les différentes parties du débat engendre une instabilité de l'espace public et met en lumière un problème principal présent depuis la guerre civile ; la violence. C'est le principal élément de discorde et de débat entre la droite et la gauche, chacun voulant être celui qui a été le moins violent. Cette question non élucidée depuis près de cent ans nous a fait également analyser la question de la pureté dans l'espace public et de l'oubli sélectif qui reste la base de tout le problème mémoriel et de son combat dans l'espace public.

Aujourd'hui, à l'échelle de l'Espagne, des lois sont mises en place. Le 12 juin 2023, les premiers corps des victimes ont été exhumés dans la *Valle de los Caidos*, ancien mausolée de Franco ou avait été enterrés plus de 30 000 combattant.e.s ; acte historique pour l'Espagne et le droit de ses victimes, le gouvernement socialiste déclare qu'enfin la

démocratie espagnole donne une réponse à ses victimes. Le leader du *PP* affirme vouloir abroger cette loi s'il arrive au pouvoir lors des élections 23 juillet 2023. Le *PP* de Madrid est globalement aligné sur les positions du Parti au niveau national et sa réélection le 28 mai 2023 à la tête de la capitale va laisser à Almeida la possibilité de continuer d'effacer tout le travail de Manuela Carmena et son équipe municipale. Le mouvement associatif semble cependant solide et prêt à se battre pour enfin obtenir la justice et reconstruire la démocratie espagnole sur de bonnes bases. Aujourd'hui, on peut voir que les attaques ne font pas peur et que les citoyen.ne.s sont prêt.e.s à se mobiliser pour récupérer le pouvoir sur les espaces publics et enfin avoir un espace qui leur ressemble. Justa Freire et toutes les femmes de la fresque resteront dans l'espace public et beaucoup d'autres suivront afin que l'espace public madrilène cesse d'être la représentation des rapports de pouvoir mais qu'il devienne celle de la justice.

Annexes:

Annexe 1 :

Liste des 52 rues ayant changé de noms en 2017 :

1. Calle Batalla de Belchite cambia a Calle de Juana Doña.
2. Plaza de los Hermanos Falcó y Álvarez de Toledo cambia a Plaza Mayor de Barajas.
3. Paseo de Muñoz Grandes cambia a Paseo de Marcelino Camacho.
4. Calle del General García de la Herránz cambia a Calle de la Cooperación.
5. Travesía del General Franco cambia a Travesía Diego Torres Villarroel.
6. Plaza de Arriba España cambia a Plaza de la Charca Verde.
7. Calle de los Caídos de la División Azul cambia a Calle Memorial 11 de marzo de 2004.
8. Plaza Aunós cambia a Plaza de José Castillejo.
9. Calle del General Asensio Cabanillas cambia a Calle Poeta Ángela Figuera.
10. Calle del General Dávila cambia a Calle de Max Aub.
11. Calle de Juan Vigón cambia a Calle de Melquíades Álvarez.
12. Calle del General Rodrigo cambia a Calle del Maestro Ángel Llorca.
13. Plaza de Juan Pujol cambia a Plaza del Rastrillo.
14. Calle y Travesía de José Luis Arrese cambia a Calle y Travesía del Poeta Blas de Otero.
15. Calle del Ángel del Alcázar cambia a Calle de Guillermo Rovirosa.
16. Calle del General Kirkpatrick cambia a Calle de Carlota O'Neill.
17. Plaza del Caudillo cambia a Plaza de El Pardo.
18. Calle Primero de Octubre cambia a Calle de Carlos Morla Lynch. AH
19. Plaza del Veintiocho de Marzo cambia a Plaza del Baile.
20. Calle del Capitán Cortés cambia a Calle de Manuel Chaves Nogales.
21. Avenida del Conde de Mayalde cambia a Avenida del ingeniero Emilio Herrera.
22. Calle del Algabeño cambia a Calle de José Rizal.
23. Avenida del General Fanjul cambia a Avenida de las Águilas.
24. Calle del General Millán Astray cambia a Calle de la Maestra Justa Freire.
25. Calle del General Saliquet cambia a Calle de Soledad Cazorla.
26. Calle del General García Escámez cambia a Calle de Anselmo Lorenzo.
27. Calle del General Romero Basart cambia a Calle de Blas Cabrera.
28. Avenida del Arco de la Victoria cambia a Avenida de la Memoria.
29. Paseo del General Sagardía Ramos cambia a Paseo de Melchor Rodríguez.
30. Calle del Almirante Francisco Moreno cambia a Calle del Arquitecto Sánchez Arcas.
31. Plaza de Emilio Jiménez Millas cambia a Plaza de José Moreno Villa.
32. Paseo del Doctor Vallejo-Nájera cambia a Paseo de Juan Antonio Vallejo-Nájera Botas.
33. Calle de los Héroes del Alcázar cambia a Calle de Simone Weil.
34. Calle del Cerro Garabitas cambia a Calle de la Pintora Ángeles Santos.
35. Calle del Crucero Baleares cambia a Calle del Barco Sinaia.
36. Calle del Gobernador Carlos Ruiz cambia a Calle de Corpus Barga.
37. Calle de Eduardo Aunós cambia a Calle de Mercedes Fórmica.
38. Pasaje del General Mola cambia a Pasaje del General Espartero. AH
39. Calle de los Hermanos García Noblejas cambia a Calle de la Institución Libre de Enseñanza.
40. Calle del Comandante Zorita cambia a Calle del Aviador Zorita.
41. Calle del General Orgaz cambia a Calle de Fortunata y Jacinta.
42. Calle del General Varela cambia a Calle de Julián Besteiro.

43. Calle del General Yagüe cambia a Calle de San Germán.
44. Calle del General Moscardó cambia a Calle de Edgar Neville.
45. Calle y Escalinata del General Aranda cambia a Calle y Escalinata de Matilde Landa.
46. Calle de Manuel Sarrión cambia a Calle de Julián Zugazagoitia.
47. Plaza de Fernández Ladreda cambia a Plaza Elíptica.AH
48. Calle de Carlos Ruiz cambia a Calle de Gerda Taro.
49. Calle de García Morato cambia a Calle de García Morato.
50. Pasaje del General Mola cambia a Pasaje de Enrique Ruano.
51. Capitán Haya cambia a Poeta Joan Maragall.
52. Paseo del General Sagardía Ramos cambia a Maestra María Sánchez Arbós.

Annexe 2:

GRILLE ENTRETIEN

Identité et trajectoire personnelle :

- Pouvez-vous vous présenter/ Puedes presentarte un poco ?
- Que faites-vous/ A qué te dedicas ?
- Dans quel quartier de Madrid habitez-vous/ En que barrio de Madrid vives ?

Questions relatives à la structure / association :

- Pouvez-vous me présenter la plateforme/ Puedes presentar la plataforma ?
- Quand a-t-elle été créé et pourquoi / Cuando fue creado y en que contexto?
- Depuis quand y êtes-vous impliqué / Desde cuando estas en la asociacion ?
- Quelles ont été vos motivations ? ¿ Cuáles fueron sus motivaciones?

Rapport à l'espace public :

- Qu'est-ce que ce changement de nom représente pour vous / Que significa este cambio de nombre para ti ?
- Être présent dans l'espace public qu'est-ce que cela signifie/ que significa un nombre de calle en el espacio public ?
- Si je vous dis que l'espace public est politique, qu'est-ce que vous me répondez ?
- Unlogic crew ha dicho "La calle ha dejado la plaza a espacio público ", ¿qué piensas de eso?
- Pensez-vous que la sociologie du quartier a un impact sur son espace public? / ¿crees que la sociología del barrio influye en su espacio público?

Expérience de l'enquêté :

- Pourquoi ce combat ? / ¿por qué esta lucha?

- Pour vous, quelle est la différence entre histoire et mémoire ? / Cual es la diferencia entre historia y memoria ?
- La récupération mémorielle est-il un combat féministe ? /¿Reivindicar la memoria es una lucha feminista?

Bibliographie

Arruza, C ; Bhattacharya, T ; Fraser, N. 2019. Féminisme pour les 99%. Un Manifeste, Paris Editions la Découverte, 128p.

Bastide, L. 2020. Présentes, quelles places pour les femmes ?, Paris : Allary Editions, 267 p.

Biarrotte, L. 2012. « Femmes et ville » à Montréal : Un programme municipal genré et ses conséquences urbaines. Mémoire de Géographie, Université Panthéon-Sorbonne – Paris I.

Blidon, M. 2008. Jalons pour une géographie des homosexualités, L'Espace géographique, Tome 37, pp. 175-189

Blidon, M. 2017. Genre et ville, une réflexion à poursuivre, Les annales de la recherches urbaine, n°112, pp. 6-15

Bogaert, L .2018. « Harcèlement de rue et stratégies d'évitement des jeunes femmes à Charleroi, Partager la ville, genre et espace public en Belgique francophone », in Sacco, M ; Paternotte, D (Dir).2018 ? Louvain-la-Neuve : Académie l'Harmattan, pp. 37-51

Boletín oficial del Estado [2007] “Ley de memoria histórica”. Consulté mars 2023
URL: <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2007-22296>

Boletín oficial del Estado [2022] “Ley de memoria democrática”. Consulté mars 2023
URL: <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2022-17099#dd>

Bourdieu, P. 2002(réédition de 2002). La domination masculine, Paris : Editions du seuil, 177p.

Brel, H ; Melendron, A ; Priss, A ; Waller, M.2013. Analyse des politiques urbaines de grandes métropoles et de leur transcription règlementaire, SciencesPo Paris

Burgart Goutal, J. 2020. Être écoféministe - théories et pratiques, Paris : L'échappée, Collection versus, 320 p.

Butler, J. 2005. Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion, trad. de l'américain par C. Kraus. Paris : Éditions La Découverte, 284 p.

Cartens.L et Pash.L.2016. *Féminisme et perspective intersectionnelles sur le droit à la ville*, In : Clitego.org 7p.

Clair, I. 2015. *Sociologie du genre*, Paris : Armand Colin, 125 p.

Clair, I. 2016. « *Faire du terrain en féministe* ». In : Actes de la recherche en sciences sociales 213, no 3 p.66.

Clerval, A. 2008. La gentrification à Paris intra-muros : dynamiques spatiales, rapports sociaux et politiques publiques. Thèse de Géographie. Université Panthéon-Sorbonne Paris I.

Clerval, A; Fleury, A ; Rebotier, J ; Weber, S (Dir). 2015. Espace et rapports de domination. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 399 p.

De Beauvoir, S. 1986. Le deuxième sexe Tome I, Paris : Editions Gallimard, 416 p.

Delphy Christine, 2000, « Patriarcat », in Helena Hirata et al.(dir.), Dictionnaire critique du féminisme, Paris / PUF, pp. 141-146.

Delphy, C. 2009 (réédition de 1998). L'ennemi principal : économie politique du patriarcat, Paris : Syllepse, 262 p.

Delphy, C. 2005. Féminisme et marxisme , in Margaret Maruani (dir.), Femmes, genre et sociétés. L'état des savoirs, Paris : La Découverte, pp. 32-37.

Denèfle, S,(dir.). 2008. Utopies féministes et expérimentations urbaines, Rennes : Editions PUR, 216 p.

Denèfle, S.2004. Femmes et villes, Paris: Presses Universitaires François-Rabelais, 539 p.

Di Méo, G.2011. Les murs invisibles : femmes, genre et géographie sociale, Paris : Editions Armand Colin, 343 p.

Dupui-Déri, F. 2009, *Le « masculinisme » : une histoire politique du mot*, Recherches féministes, Vol.22, n°2, pp. 97-123

Duval, W. 2021. Dégenrons la ville. UrbaParis. Episodes 1 à 5, Youtube https://www.youtube.com/watch?v=kDdTX3sR5eA&feature=youtu.be&ab_channel=urba-paris

El diario.2021. “Una onda expansiva en defensa del mural feminista vandalizado de Ciudad Lineal se propaga por España”,12 mars. Consulté le 21 février 2023

URL: https://www.eldiario.es/sociedad/onda-expansiva-mural-feminista-vandalizado-ciudad-lineal-propaga-espana_1_7299591.html

El diario.2021.” Getafe vuelve a pintar el mural feminista que fue vandalizado tras el 8M”, 14 mars. Consulté le 20 février 2023

URL : https://www.eldiario.es/madrid/ayuntamiento-getafe-vuelve-pintar-mural-feminista-vandalizado-8m_3_7308544.html

El imparcial.2021. «Vox propone repintar un mural feminista para homenajear a los deportistas paralímpicos», 22 janvier. Consulté le 7 février 2023

URL:<https://www.elimparcial.es/noticia/221209/sociedad/vox-propone-repintar-un-mural-feminista-para-homenajear-a-los-deportistas-paralimpicos.html>

Espacio público [2021] “Fundación de Estudios Espacio Público”, p.40. Consulté mars 2023

URL: <https://espacio-publico.com/>

Faure, E ; Hernandez-Gonzalez, E ; Luxembourg, C. 2017.La ville : quel genre ? L’espace à l’épreuve du genre, Paris : Le temps des cerises, 300 p.

Fonseca.D.2015. «Habermas au secours des entrepreneurs de mémoire ? L’espace public sous cloche», Cahiers Mémoire et Politique [En ligne],Cahier n°7. 30 ans de « lois mémorielles » ?,

URL : <https://popups.uliege.be/2295-0311/index.php?id=270>.

Faludi. S. 1991. *Backlash, la guerre froide contre les femmes*, Paris : Des femmes poche, 746 p.

Friedan, B.1964 (réédition de 2020), *La femme mystifiée*, Paris : Pocket, 629 p.

Genre et ville [non daté], site, Paris

URL: <http://www.genre-et-ville.org/>

Habermas. J. 1988. *L’espace public*, Paris : Editions Payot, 330 p.

Halbwachs, M.1997. La mémoire collective, Paris : Editions Albin Michel, 304 p.

Isin, E-F.2009.*La ville comme lieu social*, In : Revue Rue Descartes n°63, 52-62 pp.

Kern, L.2022. Ville féministe, Montréal : Editions Remue-ménage, 219 p.

Kuri Pineda, E.2007. La construcción social de la memoria en el espacio: una aproximación sociológica. In: Península vol.12, n.1, pp. 9-30

Las calles de ellas [2023]. Consulté le 10 juin 2023
URL: <https://www.newtral.es/las-calles-de-ellas/tour/>

Le Sager Diouf, K.2004. « Femme et villes : note » in Denèfle, S.2004. Femmes et villes, Paris : Presses Universitaires François-Rabelais, pp. 25-39

Louargant, S.2015. « Revisiter la ville avec le genre » in Faure E, Hernandez-Gonzalez E, Luxembourg C.2017. La ville : quel genre ? L'espace public à l'épreuve du genre, Montreuil : Le Temps des Cerises, pp. 217-240

Mapping diversity [2023] "Madrid". Consulté le 10 juin 2023
URL: <https://mappingdiversity.eu/>

Martinez, C. 2017. Le guide référentiel « Genre et Espace Public » de la ville de Paris : une politique urbaine genrée innovante », Travail de fin d'étude, Lyon, ENTPE.

Maruéjols, E.2014. Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes : pertinence d'un paradigme féministe, thèse de Géographie, Bordeaux, Université.

Maxel, K. 2021. Les genre des espaces publics, architecture et paysagisme, Liège, Agro-Bio Tech

Ministerio de transportes, movilidad y agenda urbana [2023] " Mitma renombra la estación "Fanjul" de Madrid por 'Maestra Justa Freire-Polideportivo Aluche", 17 mars. Consulté le 17 mars 2023
URL: <https://www.mitma.gob.es/el-ministerio/sala-de-prensa/noticias/vie-17032023-1031>

Morange, M ; Schmoll,C.2016. Les outils qualitatifs en géographie. Paris : Editions Armand Colin, 224 p.

Mouffe,C. 2016. "Le politique et la politique", In : L'illusion du Consensus, Paris : Editions Albin Michel, 198 p.

Nielly, M.2022. « Des urinoirs féminins fleurissent sur les berges du Rhône », *Le Progrès*, 1^{er} avril. Consulté le 17 mai 2022 URL : <https://www.leprogres.fr/environnement/2022/04/01/des-urinoirs-feminins-fleurissent-sur-les-berges-du-rhone>

Noiriel, P. 2004. Histoire, mémoire, engagement civique. In : Hommes et Migrations n°1247, pp. 17-26

Paris-normandie.2021. « Statue de Napoléon : 68% des votants souhaitent son retour place de l’Hôtel de Ville », 12 décembre. Consulté le 18 mai 2022 URL : <https://www.paris-normandie.fr/id259710/article/2021-12-13/statue-de-napoleon-68-des-votants-souhaitent-son-retour-place-de-lhotel-de-ville?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2520desc%26word%3Dnapoleon%2520rouen>

Pepin.P,2007.*Histoire intime de la guerre d’Espagne, histoire des vaincus*. In : Revue Hommes et migrations. 169p.

Perrot, M. 2003. La place des femmes : une difficile conquête de l’espace public, Paris : Les Editions Textuel, 172 p.

Poeschl, G. 2003. Inégalités sexuelles dans la mémoire collective et représentations des différences entre les sexes. *Connexions*, pp. 107-124

Publico.2021. «¿Quiénes son las 15 mujeres del mural feminista que la derecha quiere retirar en Madrid?»,15 janvier. Consulté le 7 février 2023
URL : <https://www.publico.es/politica/historia-quienes-son-15-mujeres-mural-feminista-quiere-retirar-partidos-derecha-madrid.html>

Publico.2022. “Colectivos ciudadanos denuncian que Almeida impide realizar un mural en homenaje a la maestra republicana Justa Freire”, 12 mars. Consulté le 15 février 2023
URL : <https://www.publico.es/sociedad/memoria-historica-ayuntamiento-almeida-impide-realizacion-mural-homenaje-maestra-republicana-justa-freire.html>

Raibaud, Y.2015. La ville est faite par et pour les hommes : Dans l’espace urbain, mixité en trompe l’œil, Paris : Editions Belin, 78 p.

Ricoeur, P. 2000. La mémoire, l’histoire, l’oubli, Paris : Editions Seuil, 675 p.

Ruzic, Z.2022. Subvertir la dichotomie privé-public au moyen des espaces publics : enquête auprès du collectif Collages Féministes Rennes. Mémoire de Géographie, Université Rennes 2.

Sacco, M ; Paternotte, D (Dir).2018. Partager la ville : Genre et espace public en Belgique francophone, Louvain-la-Neuve : Académie l’Harmattan, 199 p.

T.V.2022. « Urinoirs de la place Louis-Pradel : selon une étude, moins d'un usager sur deux souhaite les déplacer », *Le Progrès*, 13 mai. Consulté le 17 mai 2022 URL: <https://www.leprogres.fr/environnement/2022/05/13/urinoirs-de-la-place-louis-pradel-a-lyon-selon-une-etude-moins-d-un-usager-sur-deux-souhaite-les-deplacer>

TED TALKS : Martinez, C. 2020. L'intégration du genre dans l'aménagement, une révolution ?, Youtube

Terrier, C.2016. L'intégration du genre dans l'espace public : le cas de la place des Terreaux. Architecture, aménagement de l'espace. Grenoble, Université Grenoble Alpes

Thibaudeau, P ; Llombart Huesca, M.2014. Contre l'oubli ? Les enjeux de la mémoire dans l'Espagne et l'Amérique Latine des XXe et XXIe siècles, In ; Pandora n°12, Paris, Université Paris 8

Thiéblemont-Dollet, S. 2006. Analyse de Judith BUTLER, Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion, trad. de l'américain par C. Kraus, Questions de communication, n°9, pp. 0

Ville de Lyon [non daté]. *La budgétisation sensible au genre : présentation de la démarche à la ville de Lyon 2021-2026*, 4 p.

Ville de Paris. Octobre 2016. *Guide référentiel : genre et espace public*, 41 p.